

INFORMATIONS Correspondance OUVRIERES

LUTTES

le Numéro : 2 F - MENSUEL

N° 110-111 - Octobre-Novembre 1971

SOMMAIRE

Quelques réflexions	1
La grève du Métro	4
Problèmes Universitaires	20
Le fonctionnement d'I.C.O.	29
Grève des vacataires	34
La brigade de la colère	42
Publications	51

Directeur de la Publication : P. BLACHIER

Imprimerie Coop. l'Abeille - 34 Montpellier

QUELQUES RÉFLEXIONS . . .

sur la misère en milieu révolutionnaire

La révolte qui naît d'une sorte d'imprégnation des idées de Mai ou d'une propagande plus précise — allant jusqu'à la démolition de la société établie, en passant par la décolonisation de la vie quotidienne, est-ce qu'elle désarme, ou prépare-t-elle des révolutionnaires ?

Il est certain que le bouleversement des idées, des tabous, des préjugés, passe obligatoirement par là : arracher, extirper tout ce que la société a mis et continue à mettre dans la tête (famille, école, publicité capitaliste dirigée vers des classes d'âge particulièrement rentables) est un travail énorme qui nécessite des moyens radicaux.

On peut affirmer que de toute façon, le mode actuel de civilisation domine les jeunes, les aliène, comme chacun d'entre nous, les détruit dans leur potentialité et les prépare à toutes les acceptations.

Dans ce cas est-ce détruire que de favoriser, voire privilégier, la potentialité de révolte encore intacte ? La question est de savoir s'ils deviendront de « bons militants intégrés » avec tout ce

que ça comporte ou des individus apprenant, dans cette révolte même, à prendre leurs problèmes en mains, dans un comportement non suicidaire, mais constructif. Il est donc important qu'ils ne tombent pas dans un embrigadement, comme troupe ou masse de manœuvre pour un socialisme autoritaire, ni dans une attitude de fuite ou d'autodestruction.

Les jeunes politiciens en herbe des groupes léninistes (trotskystes, maoïstes) trouvent dans un militantisme « sérieux, organisé », une apparente santé. Ils pensent avoir un rôle historique à jouer, ils ont conscience de conduire les « masses », « ils sont l'avant-garde »... Ils n'ont pas conscience de leur nouvelle aliénation, reproduisant dans une hiérarchie l'image de la société à détruire. Mais ce rôle les sécurise, même s'il conduit à celui de « fusilleurs d'après-demain »... Et leurs conflits sont d'un autre ordre que ceux des « gauchistes marginaux ».

L'attitude d'autodestruction conduisant à une forme de négativisme, voire de nihilisme, que

L'on rencontre chez certains étudiants situs, anars, conseillistes (se prétendant tels) ou révoltés sans étiquette, pose un problème pour l'avenir du mouvement révolutionnaire. Le slogan « Jouir sans entraves » n'est pas si loin de l'instinct de mort, de l'anéantissement et la Fête est parfois triste (1).

Pour ceux qui luttent, à juste titre, pour détruire « en semant la merde » ou autrement, c'est trop souvent sans activité créatrice compensatrice. Le projet libertaire ou conseilliste conduisant à un comportement de non-intervention, les formules : « ne pas se substituer aux masses », « être à l'écoute », se nier, disparaître, sont des formules exprimant un rôle d'anéantissement qui n'amène pas la créativité à se manifester. Par ailleurs, la peur légitime de la récupération, la hantise d'une nouvelle aliénation par le militantisme, tout cela crée une contradiction entre l'énergie libérée par la révolte et son non-emploi dans un but d'efficacité.

Il y a souvent, même chez ceux qui militent, une fuite devant les tâches, une instabilité, un sabotage inconscient du matériel, qui crée dans les groupes une quasi-impossibilité de travail avec les ouvriers, source de conflits et de tension : tous les groupes connaissent ça ! Attitude consciente ou non de « militant-non-militant » pouvant tendre à la destruction du groupe (excommunications, insultes, scissions, représailles physiques, accusations comme flics ou détourneurs de fonds, démerdage individuel sur le dos des copains...).

Cette tendance à l'autodestruction exprime-t-elle un besoin radical de rupture avec le militantisme traditionnel, besoin qui serait salutaire et capable de déboucher vers des formes nouvelles à construire ? Est-elle au contraire le signe inquiétant d'une entreprise de démolition qui ne sait plus très bien où s'arrêter ? Révolte elle-même aliénée qui ne sait pas ou ne veut pas se dépasser ?

Les jeunes travailleurs sont, eux, aux prises avec la fatigue, les difficultés du métier, les luttes contre les patrons, les syndicats, sur le lieu de production où ils ont à chercher, à inventer, organiser : travail créateur d'émancipation dans et par lequel se forment des armes.

Les étudiants ne connaissent ces luttes que par médiation et le savent. Ils ne peuvent qu'attaquer le système par rapport à leur place dans la so-

ciété, là où ils sont, en dépassant la révolte par une pratique, militante ou pas. Cette pratique ne doit pas être « un repli pessimiste dans une vie marginale » (2) — mais au contraire une Présence au milieu des contradictions vécues : Vivre et non pas survivre. Vivre, c'est démolir pour se « reconstruire ». La décolonisation de la vie quotidienne étant à la fois moyen et but, dans la mesure où, d'une part sa pratique sapé le système et d'autre part auto-organise un individu nouveau se libérant en libérant les autres dans un combat commun.

Mais c'est un moyen et un but, non une fin, car en régime capitaliste, ce but ne peut être atteint, le vivre comme tel est une attitude réformiste d'adaptation à la société bourgeoise et non une attitude révolutionnaire : on ne peut échapper totalement, de quelque façon que ce soit au régime dans lequel on vit, mais seulement lutter contre en s'armant.

Sans cette pratique qui doit se vouloir positive dans son combat destructeur, le refus total, la négation de tout, livrent une frange de révoltés sans armes, aux opportunistes des groupuscules de type autoritaire qui pratiquent un léninisme au goût du jour, manipulant la révolte à des fins politicardes. C'est peut-être un jeu dangereux pour les récupérateurs : les « libérés-manipulés » feront-ils des militants prêts à suivre la Ligne aussi juste soit-elle...

La lutte lycéenne, notamment dans la Technique, semble amorcer un début de réponse, ayant accumulé à son profit les leçons et les erreurs de ceux qui sont déjà ses aînés : les étudiants. Il n'est pas rare d'observer dans ces luttes, une méfiance, un refus envers les sirènes groupusculaires (ces groupuscules font d'ailleurs peu d'adhésions ou sont des groupes-passoires, en regard à l'ampleur du mouvement) — qui fait penser à l'attitude de certains ouvriers des Batignolles, braqués contre les gauchistes qui, disent-ils, ont fondu sur eux « comme des dames de charité au lendemain d'une catastrophe ».

C'est peut-être le début d'un « après gauchisme », qui ne pourra être que s'il vise à une prise en mains effective, réelle, des luttes par les travailleurs manuels et intellectuels, où qu'ils soient, évitant les manœuvres manipulatoires en construisant par leur pratique leur propre théorie révolutionnaire.

(1) Voir à ce sujet, l'article de « Noir et Rouge » n° 46 - « Au delà du gauchisme ».

(2) « L'incroyable anarchisme » de Mercier-Vega, page 108.

REPONSE

Après avoir lu ce texte, un camarade a rédigé les lignes suivantes :

Je suis d'accord avec ce texte quand il décrit l'attitude d'autodestruction de beaucoup de groupes ou d'individus. Je pense que cette attitude provient, en grande partie tout au moins, de la désillusion du mois de Mai.

Cette désillusion a surtout marqué les individus qui n'étaient pas dans les groupes révolutionnaires avant 68, qui ont investi beaucoup dans le mois de mai et ont cru que la libération de la parole dans la rue, les grèves et les occupations d'usines suffiraient à renverser le régime.

Cette désillusion s'est traduite, pour certains, par un abandon de l'action politique, un repli sur soi, le retour à la campagne, etc... Pour d'autres cela s'est traduit par l'entrée dans un groupe léniniste G.P., Rouge, U.E.C. - ce qui est une forme d'abandon politique : puisque « la spontanéité avait échoué » mieux valait rentrer dans une organisation où d'autres décident pour vous.

Personne n'a été à l'abri de ce contre-coup du mois de mai. Des groupes entiers ont disparu : comités de base, comités de quartier, Pouvoir Ouvrier, Noir et Rouge - la disparition de ce dernier ne s'explique pas uniquement par « l'échec »

du mois de mai, mais cela a tout de même joué. Beaucoup de groupes y ont laissé des plumes. A I.C.O. par exemple, une certaine « fossilisation » s'est produite : dans la présentation du journal, dans le contenu des informations, dans les débats en réunion (cf. critiques exprimées par les camarades à l'assemblée de juin dernier).

En ce moment, un certain renversement de vapeur semble se produire : des recherches théoriques sont ça et là entreprises par des groupes ou des individus, beaucoup de feuilles ronéotées nouvelles ou d'anciennes revues paraissent ou reparaissent. Par exemple, Recherches Libertaires à Strasbourg (1), le Guignol à Lyon (2) ; à Paris la brochure intitulée « Organiser le courant marxiste révolutionnaire » (3), malgré toutes les critiques qu'on peut lui faire (et elles sont nombreuses) pose tout de même des problèmes intéressants.

(1) A. Piron, 10, rue J. Weydmann, 67 Strasbourg-Meiseau.

(2) 13, place Benoit-Crepu, Lyon 5e.

(3) F. Rutten, 50, rue des Envierges, Paris 20e.

sur un retard

Le dernier numéro d'I.C.O. (108-109, août-septembre 1971) est paru incomplet et avec beaucoup de retard. Beaucoup de camarades s'en sont rendus compte : hors la critique de livre, pas d'article de fond ; des informations datant du printemps de l'année.

C'est dû à une double circonstance :

— Des mutations sont intervenues parmi les camarades (Paris et Montpellier) qui élaborent I.C.O. (rédaaction, mise en page et impression). Il en est résulté — ce qui correspond à notre effort constant d'une année — une participation collective plus importante à ces tâches, mais aussi un flottement inévitable. Il a suffi de l'absence

d'un ou deux camarades pour que surgissent des difficultés de liaisons ; celles-ci ont d'une part réduit le contenu du numéro 108-109 et d'autre part accru le délai d'expédition (qui s'est trouvé différé de trois semaines après l'impression).

— On peut relier également l'ensemble au fait que des camarades de Paris ont entendu mener à bonne fin deux travaux jugés importants : la mise au point d'une brochure sur l'insurrection ouvrière polonaise de décembre 1970 (avec analyse du capitalisme d'Etat) et la traduction du livre « Les Conseils Ouvriers » d'A. Pannekoek. Ces deux tâches sont pratiquement terminées et leur publication dans les mois qui viennent semble en bonne voie.

OCTOBRE 1971 - LUTTE DE CLASSE ET ORGANISATION

LA GRÈVE DU MÉTRO

ET L'ACTION DIRECTE DES TRAVAILLEURS

ETRE CONDUCTEUR DE METRO EN 1971

« Il s'agit d'une grève d'aristocrates qui veulent accroître leurs privilèges » (déclaration de Felce, secrétaire du syndicat F.O. de la R.A.T.P., citée par l'Express, 18-24 octobre 1971).

Le terme fera fortune dans le déferlement des propagandes sur les conducteurs en grève ; Le Monde du 14-10-71 parlera de « caste menacée ». Précisons qu'il s'agit de 2.500 conducteurs partie des 10.000 du métro (réseau ferré) et des 39.000 salariés de la R.A.T.P.

La vie présente d'un aristocrate

Qualifiés ou pas qualifiés ?

C'est bien évident que pour conduire un métro, il faut posséder quelques choses bien précises :

— d'abord une santé solide (sélection médicale et psychotechnique à l'embauche ; élimination pour toute défaillance physique) et un minimum d'instruction (pas le bac ou la licence bien sûr, sinon, on serait un aristocrate ailleurs, c'est moins crevant)

— ensuite, un apprentissage de 9 semaines (ou de longs cours du soir) avec des examens barrages pour connaître le matériel et savoir détecter et bricoler les pannes, connaître le système de signalisation, le code du voyage en métro, le « profil de la ligne », etc...

— enfin une pratique de la conduite des rames chargées ou pas, pour tenir le rythme, rattraper les retards, surmonter la fatigue monotone, le sommeil, etc...

Qualifiés ou pas ? Question oiseuse. Comme beaucoup de travailleurs, si on est là, c'est qu'on n'a pas pu aller ailleurs. Bien sûr qu'on est quali-

fié pour les poinçonneuses ou les chefs de train. Bien sûr qu'on n'est pas qualifié pour M. Weil, directeur général, ou n'importe quel ingénieur ou technicien. Et qu'est-ce que ça veut dire qualifié dans leur foutue société capitaliste ? Simplement avoir certaines connaissances bien précises qu'on peut vendre *aujourd'hui* un prix un peu plus élevé (c'est bien relatif). Uniquement parce qu'ils ont spécialement besoin de cette qualification pour faire tourner leurs machines (ce sont d'ailleurs ces machines qui fixent la qualification). Exemple : un mineur est qualifié dans la mine, manœuvre ailleurs ; un conducteur est qualifié dans le tunnel, manœuvre dans la rue, etc... Qui nous a fabriqués comme cela ? les patrons bien sûr, la société capitaliste, et il en est de même pour beaucoup de travailleurs. Tant qu'ils ont besoin de nous, ils exaltent les « beautés du métier ». Et si demain, ils installent d'autres machines, alors, si on défend seulement ce qu'ils nous donnaient et nous vantaient hier, on est une caste, des aristocrates qui défendent leurs privilèges. On est des aristocrates simplement à partir du moment où l'on refuse d'être un pion, une chose qu'on déplace et qu'on modèle au gré de leurs intérêts de dirigeants, c'est-à-dire de ceux du capitalisme tout entier.

Parlons-en des salaires de la caste des conducteurs

Trois échelons (salaires mensuels)

T1 (débutant (au bout de 4 ans)	1560 brut 1710 brut
T2 (indice acquis au pif au bout de 5 ans environ) au bout de 15 ans	2030 brut
T2 SBT (catégorie pour métro automatique) (100 F environ de plus par mois) (en sus, quelques primes, au maximum 90 F par mois sur lesquelles peuvent s'imputer des « pénalisations » pour faute de conduite).	

Quelques autres chiffres pour situer :

chef de train	1.300
poïnonneur	1.100 à 1.315

(ces derniers sont en réalités en majorité des auxiliaires qui gagnent tout juste le minimum).

Sur ces salaires, toute une propagande a déversé des chiffres plus ou moins faux (des aristocrates, il fallait bien que ça gagne plus). Une autre propagande, répondant à la première, a déversé des chiffres plus ou moins justes. La seule chose que *personne* n'a publié, c'est l'échelle complète des salaires, du balayeur (il n'est pas du métro, mais il bosse aussi dans le tunnel) jusqu'au directeur général Weil (il est du métro, mais il bosse dans un burlingue ensoleillé). Les trois échelons des conducteurs ne sont qu'une partie de la grille. Pourquoi se sont-ils gardés de la publier ? Parce qu'on aurait vu immédiatement que les aristocrates de conducteurs étaient plutôt vers le bas que vers le haut, avec devant eux des paquets de vrais aristocrates, comme partout. Quand un O.S. de Renault gagne 1.200 à 1.300 par mois, que pèsent les 1.560 du conducteur. Et que pèsent à côté les trois briques mensuelles ou plus des Weil, Dassault, Dreyfus, de tous les hauts dirigeants ou des capitalistes connus ou méconnus (1). Mais il fallait tenter de diviser les travailleurs et isoler ceux qui étaient en lutte.

Briser toute solidarité de classe, telle est la fonction permanente de toutes les propagandes, celle du gouvernement, celle des partis et des syndicats à travers les organes spécialisés des tribunes, des tracts, de la presse, de la radio et de la TV.

Ça fait 25 ans que les conducteurs ont des salaires sensiblement supérieurs à ceux des autres catégories du métro. S'ils l'ont obtenu, c'est à travers des luttes, et surtout parce que les dirigeants cédaient à ces luttes : ils avaient besoin des conducteurs qui étaient vraiment ceux qui faisaient rouler le métro. Aujourd'hui la direction

refuse de céder à une grève de 10 jours et tout est mobilisé, y compris les syndicats, contre les conducteurs, pour leur faire accepter un déclassement. Pourtant c'est ce que direction et syndicats leur ont donné hier. C'est que quelque chose a changé, à la fois dans le métro et dans le capitalisme en général. Si aujourd'hui on est accusés d'être des aristocrates, c'est que précisément on est en passe de ne plus en être.

La journée d'un aristocrate

Dans le boulot d'aujourd'hui, il n'y a pas grand chose de changé. Comme privilégiés, on est vraiment des privilégiés :

Cinq horaires possibles : on peut faire

— *Premier* : 6 h 30 de conduite continue, de 5 h 25 à 12 h (2)

— *Petit premier* : de 5 h (2) à 14 h 30 avec coupure de 2 heures autour de midi ; pratiquement, présence effective variant entre 9 h 15 et 12 h au boulot (3).

— *Mixte* : embauche à 6 h et à 19 h avec coupure de manière à faire 8 h 15 maximum de travail (exemple 6 h - 10 h et 15 h 30 - 19 h)

— *Après-midi* : embauche et débauche variable entre deux extrêmes 14 h et 20 h 30

— *Nuit* : variable avec deux extrêmes de 19 h à 1h 20 (balai) (2).

Ça dure toute l'année, six jours d'affilée, 2 jour de repos (samedi et dimanche connais pas) ; sauf un mois de vacances, 3 jours à prendre dans l'année et la récupération des jours fériés.

Comme les aristocrates ont des problèmes, les conducteurs ont les leurs : dans le noir, à sonder les signaux, à humer l'air vicié, à transpirer dans les cabines étroites, à se tendre sur l'horaire (tolérance de 15 secondes sur l'horaire). Leurs problèmes, ce sont des maladies bien précises et fréquentes : troubles nerveux avec tout le cortège des ulcères et autres choses réjouissantes, maladies pulmonaires, etc...

(1) C'est pourtant ce qu'un plumitif, Drouin, appelle dans le quotidien le Monde (14-10-71) une « rente de situation » : aristocrates, castes, rentiers, tout est bon pour essayer de dresser contre nous les autres travailleurs.

(2) Ceux qui font les premiers ou les derniers métros doivent s'acheminer par leurs propres moyens.

(3) Les heures d'embauche et de débauche sont échelonnées suivant la place des rames dans le circuit.

Ça dure jusqu'à la retraite. A 50 ans clame la bonne presse. Mais auprès 37 ans 1/2 d'ancienneté ou bien 32 ans 1/2 avec les 5 ans maxi de boni

pour le travail de conducteur dans le noir. Comme pratiquement tout le monde est entré bien avant 20 ans...

Tout ça, c'est la vie d'un travailleur, ni meilleure, ni pire que celle de beaucoup d'entre nous. C'est loin, bien sûr, de la vie d'un dirigeant, de ceux-là mêmes qui aujourd'hui nous taxent d'être des aristocrates.

LES SYNDICATS ET L'AUTOMATISATION

L'encadrement syndical

4 syndicats pour « défendre », c'est-à-dire pour encadrer les conducteurs : autonomes (S.A.T.), C.G.T., C.F.D.T., F.O., par ordre d'importance décroissante (1). Pour la C.F.D.T. et F.O. leurs déclarations pour ou contre la grève ne pèsent guère et procèdent plus de la démagogie : sur les 10.000 travailleurs du métro ils recueillent aux élections respectivement 623 voix et 539 voix ; ils ont ainsi les coudées franches : pas de base qui vous force à manœuvrer ; la C.G.T. et les autonomes (S.A.T.) sont les seuls syndicats qui vont jouer un rôle déterminant dans la grève.

La C.G.T. et les Autonomes (S.A.T.)

Un peu d'histoire n'est pas inutile pour comprendre la position présente des syndicats. Il faut remonter à 1947, alors que la guerre froide URSS-USA amenait la division syndicale entre la C.G.T. (sous tutelle du parti communiste et défendant le capitalisme d'Etat russe) et F.O. (payé par et défendant le capitalisme américain). Refusant de s'intégrer dans ces orientations politiques, des comités d'action syndicalistes furent formés dans différentes professions : ils gardèrent leur autonomie et agirent pour des revendications catégorielles. Ce fut le cas pour les conducteurs de métro (avec Clément). L'origine de ce syndicat fut un comité formé à Nation 6 dans une grève dont la principale revendication — satisfaite — fut la différenciation entre les chefs de train et les conducteurs. C'est à cette époque (1948) que fut donnée la définition du conducteur dans la grille : l'échelon le plus élevé du conducteur devait correspondre au premier niveau de la maîtrise concours (2). Les divisions des syndicats correspondaient à la division du capital en France. Le syndicat autonome ainsi constitué ne pouvait se préserver des pressions politiques. L'isolement catégoriel, tout comme les divisions syndicales, permettaient les manœuvres de la direction. Celle-ci, en favorisant les conducteurs donnait vie au syndicat autonome. Ainsi elle contrôlait la catégorie des salariés ayant la position la

plus forte. Elle pouvait, en les désolidarisant des autres salariés de la R.A.T.P., défavoriser ceux-ci qui, de par leur position, ne disposaient pas d'une arme de lutte efficace (3). Et Frachon, leader de la C.G.T., pouvait parler du syndicat autonome comme « syndicat jaune, des syndicats briseurs de grève et aussi des hommes comme Clément ». (Humanité du 18 octobre 1947). Comme si la C.G.T. avait des leçons à donner.

(1) Moins de la moitié des conducteurs seraient syndiqués, ce qui ferait que les autonomes présents comme « majoritaires » seraient plutôt minoritaires à côté des non syndiqués.

(2) La maîtrise « concours » est différente de la maîtrise « choix » ; cette dernière est promue à la tête du client et c'est elle qui, jusqu'alors placée dans la grille des salaires après les conducteurs, passe devant dans la nouvelle grille, ce qui décline effectivement les conducteurs.

(3) Cette position du syndicat autonome, ambiguë et inévitable, entraînait aussi des liens politiques jouant plus à travers les personnes ; on reparlera de ces liens au cours de la dernière grève ; il est bien évident que « l'apolitisme » n'est souvent que la couverture de la défense de l'ordre établi. Certains, y compris la C.G.T. iront jusqu'à prétendre que la grève a été téléguidée par un clan gaulliste de « droite » adversaire de la politique « contractuelle du gouvernement pour la faire capoter » (Nouvel Observateur du 18-10-71). C'est bien possible que de telles magouilles aient existé : elles sont la trame même du capitalisme et de ses rivalités de clans recoupant des conflits d'intérêts. Les syndicats qui sont des éléments de gestion du système capitaliste se trouvent normalement associés à de telles manœuvres. Cela peut avoir été le cas cette fois-ci pour le syndicat autonome comme ça l'a été dans d'autres cas (et cette fois-ci) pour les autres syndicats. Mais cela n'est finalement d'aucun intérêt pour les conducteurs, ils savaient pourquoi ils se battaient et trouvaient les syndicats unis devant eux à partir du moment où ils suivaient leur seul intérêt de travailleurs.

L'automatisation et ses conséquences

Cette situation dans les syndicats de conducteurs a duré jusqu'à ces dernières années. Mais comme dans tout le capitalisme, les techniques évoluent et transforment les structures du travail. Et cela transforme les luttes, leurs formes et leurs objectifs.

Avec le temps, les syndicats s'étaient installés dans leur situation, malgré toutes les vicissitudes diverses : jusqu'alors, ils avaient pu, tant bien que mal maintenir les conditions d'exploitation normales pour les conducteurs. Mais des problèmes nouveaux se faisaient jour depuis plusieurs années avec l'introduction de l'automatisation. Direction et syndicats essayaient de les résoudre par des retouches de détail qui masquaient le problème essentiel.

L'automatisation entre en force au métro : deux lignes sans conducteurs fonctionnent déjà (Chatelet - Lilas et Orléans - Clignancourt), une troisième bientôt (Vincennes - Neuilly), d'autres suivront. Le conducteur inactif fait office de chef de train ; il doit seulement être capable de suppléer aux défaillances du système automatique. En cas de panne, il entre en contact par téléphone direct avec des « conseillers techniques » qui lui indiquent ce qu'il doit faire. Ainsi, le conducteur « automatique » est une sorte de chef de train un peu plus qualifié (ou un conducteur déqualifié) (ne pas confondre avec les conducteurs du R.E.R. où la conduite n'est pas automatique mais où le conducteur fait aussi office de chef de train, lequel a été supprimé).

Le problème de la suppression des conducteurs s'était déjà posé sur la ligne Chatelet-Lilas (ligne 11). Les conducteurs s'étaient mis en grève et avaient repris le travail avec une prime de 100 F. C'est ce mouvement qui avait entraîné la création de la catégorie T2 SBT (pour lignes à un seul conducteur). Aucun des syndicats n'avait alors posé le problème dans son ensemble, c'est-à-dire celui de la rationalisation à la régie qui, de 1970 à 1980 doit entraîner la suppression de 11.000 emplois (voir article d'I.C.O. n° 99, novembre 1970, p. 15). La C.G.T., pour sa part, a signé alors l'accord cadre de modernisation ce qui supposait qu'elle apporterait son concours pour son application. On comprend mieux ainsi son attitude dans une grève dirigée contre les conséquences de cette modernisation. L'accord cadre impliquait une révision de l'ensemble des postes de travail. Cette modification est aisée à faire passer pour les manœuvres que sont les poinçonneurs ; elle l'est beaucoup moins pour ceux dont la qualification et la place dans l'échelle hiérarchique est

liée directement à l'utilisation d'une technique. La transformation de cette technique entraîne une modification des conditions de travail et des salaires.

La rétrogradation des conducteurs

Depuis 1969, les spécialistes syndicaux et les spécialistes patronaux ont consacré 26 commissions paritaires à mettre au point une nouvelle grille des salaires (1). Tout autant hiérarchisée que l'ancienne, mais dans laquelle les conducteurs dont on n'a plus besoin comme auparavant sont rétrogradés dans l'échelle, ce qui signifie moins d'argent chaque mois.

En 1970, certains éléments de cette grille avaient déjà fait l'objet de mesures d'application plus ou moins clandestines : par exemple des points accordés à la maîtrise choix ont en réalité amorcé le déclassement des conducteurs. Et cela a été signé par la C.G.T. (c'est en majorité des membres de la C.G.T. qui en ont bénéficié).

Le conseil d'administration de la R.A.T.P. adopte l'ensemble de la grille dans sa séance du 16 juillet 1971 (F.O. aurait voté contre, alors que C.G.T. et C.F.D.T. se seraient abstenus) (2). Les tracts syndicaux se contentent d'expliquer le nouveau système, cela déclenche de violentes réactions à la base, et pas seulement parmi les conducteurs.

Point de vue ouvrier et point de vue syndical

Pour les conducteurs, la défense catégorielle, c'est la défense du salaire. Il faut être payé comme Chamant, ministre des transports et dirigeant capitaliste, pour prétendre que les « grévistes défendent plus leur prestige que leurs salaires » (Figaro, 9 octobre 1971). La lutte contre le déclassement, c'est la lutte contre une exploitation

(1) Ça donne la mesure de l'inefficacité des syndicats dans la période actuelle.

(2) On voit là un exemple des pratiques syndicales : pendant des mois, les syndicats discutent de la grille avec les dirigeants ; ils sont donc au courant de tout ce qui se prépare ; bien mieux, ils y apportent leurs concours. Tant que cela reste dans le silence des bureaux de comités, cela n'a pas de conséquences pour eux. Il n'en est pas de même lors de la décision finale ; comme un vote est connu tôt ou tard, il leur faut prendre une attitude de façade pour préserver le lien qui les rattache à leurs adhérents. C'est ce qui explique l'abstention de la C.G.T. lors du vote au conseil.

accrue. Le moyen de faire autrement que de se battre pour garder ce qu'on vous ôte ? De cela, les conducteurs sont bien conscients puisque sur 2.500, il y aura à peine 10 jaunes. Ce qui pratiquement ne s'était jamais vu, sauf en Mai 68.

Si les conducteurs défendent leurs salaires avec les moyens et sous la forme qui leur est imposée par la position que le capitalisme leur a donné, les syndicats défendent tout autre chose.

Au métro, comme ailleurs, ils sont un élément essentiel du capitalisme, une force régulatrice. C'est à eux qu'il appartient d'amortir les remous provoqués par la transformation et l'aggravation dans les conditions de l'exploitation. Comme le dira un dirigeant C.G.T. au cours de la grève : « Il faut aider les gars à atterrir » (Express 18-24 octobre 1971). Les divergences entre les syndicats s'expliquent par leurs positions différentes en France et à la R.A.T.P. ; mais elles ne sont pas fondamentales. Tous ont discuté de même façon avec la direction de la Régie, tous ont adopté la même position relative à l'automatisation. Leur position on la retrouve résumée dans la conclusion de ce tract C.F.D.T.-R.A.T.P. du 15 octobre : « La conclusion que les travailleurs de toutes les catégories doivent tirer de cette action, c'est l'absolue nécessité de ne recourir désormais qu'aux actions générales mobilisant sur des problèmes d'ensemble tous les travailleurs... le véritable pouvoir n'étant pas dans l'entreprise R.A.T.P. mais au niveau gouvernemental, seuls, des syndicats confédérés sont en fait capables d'exprimer des objectifs de lutte réalistes et de guider les actions vers le succès » (1).

Qu'est-ce que cela veut dire : qu'il ne faut pas se battre pour soi, mais qu'il faut faire confiance à l'intervention politique des syndicats qui au besoin nous appelleront pour renforcer leur pouvoir auprès de l'Etat (2).

Le syndicat autonome n'a évidemment pas les mêmes raisons en regard de la modification de la grille des salaires : syndicat catégoriel, il n'existera qu'autant que la catégorie des conducteurs restera distincte des autres catégories par ses fonctions, par ses salaires, par ses moyens d'action ; sinon il devra lutter avec les autres syndicats beaucoup plus puissants sur leur terrain et sera mangé inévitablement. Pour garder son audience auprès de la régie, il lui faut garder un minimum de membres et c'est son existence même, en tant que syndicat, qui se trouve menacée par l'automatisation et ses conséquences. Les autres syndicats ont des intérêts exactement opposés pour les mêmes raisons : la disparition des « conducteurs privilégiés », c'est la disparition des Autonomes et le renforcement des confédérations à la Régie.

La situation de 1948 se trouve inversée : la direction a intérêt (maintenant qu'elle veut faire disparaître les conducteurs) à lâcher le syndicat autonome et à soutenir les confédérations ; son intérêt coïncide avec celui des centrales. Cela se traduit par la surenchère des autonomes et par la réticence des autres syndicats. Chaque syndicat se croit forcé de s'engager plus ou moins en paroles. Aussi bien pour les autonomes que pour les autres syndicats, la base des conducteurs est là pour soutenir la tactique de leur organisation. Peu importera à la C.G.T. et à la C.F.D.T. d'être contre les conducteurs, pourvu que leurs positions générales au niveau de l'Etat soient préservées (c'est-à-dire leurs positions politiques). Ils savent où ils vont : vers les élections générales de 1972. Les autonomes tergiveront, coincés par les faits eux-mêmes. Eux, ils ne vont que vers les élections de délégués au métro. Peu importe la résonance de leur démagogie, l'important est de garder la façade de « meilleurs défenseurs des conducteurs » ; et s'ils se trouvent pris entre la base et la direction, ils s'en tireront par des volte-face apparemment inexplicables.

« C'est ma grève, c'est moi qui l'ai organisée » pourra dire Gallinotti, leader des Autonomes (Express 18-24, 10-71) ; le mardi 12, Dupont, autre leader Autonome déclarera « Je vais préconiser

(1) On trouve exprimée là l'idée de toutes les organisations selon laquelle les travailleurs sont incapables d'agir par eux-mêmes sur le plan de leurs entreprises ; pourtant la réalité du pouvoir capitaliste se trouve sur les lieux mêmes de production, dans l'entreprise, et c'est là que les travailleurs doivent fondamentalement lutter contre lui et le détruire. Même si dans leur lutte partie des entreprises, ils seront conduits inévitablement à se battre contre le pouvoir d'Etat hors de l'entreprise et par tous moyens. La grève du métro en donne un exemple : à partir du moment où les conducteurs affirment leur lutte sur le plan strictement « métro » et bousculent les barrières syndicales, c'est le gouvernement qui intervient avec la menace de réquisition ; les conducteurs, s'ils avaient continué auraient donc eu à lutter alors contre l'Etat et non contre leur employeur direct, la R.A.T.P.

(2) « Les déclarations des dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et l'attitude que leurs Fédérations ont adoptée... montrent en fait que la tactique choisie ressemble fort à une navigation lente et prudente à travers des écueils que l'on soupçonne mais que l'on n'a pas toujours identifiés » (Le Monde, 30-9-71) ; en termes choisis est exprimée ici la subordination de la lutte de classe aux intérêts des syndicats dans l'Etat capitaliste.

la reprise, car on va à la catastrophe. Je ne sais quelle mouche a piqué mes gars « Express 18-24-10-71) et quelques heures plus tard soutiendra la grève de nouveau en déclarant « respecter la vo-

lonté de la base ». Rien ne peut mieux montrer le désarroi des dirigeants qui voient menacés de mort, et leur petit syndicat et leurs places de permanents.

« UNE GREVE ABERRANTE » (CHAMANT, MINISTRE DES TRANSPORTS)

Vendredi 24 septembre

Des tracts du syndicat autonome traction (SAT) invitent « tous les conducteurs conscients » à une assemblée générale à 20 h 30. Mais un tract C.G.T. aussitôt dénonce cette assemblée car les responsables des autres syndicats n'ont pas été prévenus ; il aurait été dit par téléphone que les permanents, les délégués, les militants des autres organisations ne seraient pas admis à l'assemblée du S.A.T. La C.G.T. et la C.F.D.T. appellent donc à une assemblée générale le même jour, à la même heure,

dans un autre lieu, à la Bourse du Travail, rue Charlot.

Ainsi, dès le départ, c'est la course entre les syndicats : autonomes d'un côté, C.G.T.-C.F.D.T. de l'autre ; c'est à qui se servira des conducteurs et de leur combativité. La C.G.T. s'étant fait doubler quant à l'initiative de l'assemblée, elle sera la première à inviter les conducteurs à se concerter pour partir en grève.

Samedi 2 octobre

Les 3 syndicats C.G.T., C.F.D.T., S.A.T., sont reçus pour la troisième fois en trois jours, et, pour la troisième fois, le Directeur Général dit : Non aux revendications posées par les syndicats.

Aussi bien pour la C.G.T. que pour la C.F.D.T., la modification de la grille se trouve noyée dans le fatras des revendications sur les salaires, les retraites, le temps de travail, le droit syndical, etc.

Lundi 4 octobre : une grève catégorielle lancée par les syndicats

Est-ce que cela correspond à ce que veulent les conducteurs ? Qui le saura puisque les conducteurs n'ont pas été consultés et que les assemblées de militants syndicaux n'ont été faites que pour informer les adhérents des revendications et des méthodes de lutte décidées par les syndicats.

Pour les méthodes de lutte, il en est de même que pour les revendications : ce sont les syndicats qui décident sans consultation, ils décident la grève pour le mardi 5 octobre. Mais là aussi, les divergences s'affirment et pour les mêmes raisons dont nous avons parlé. La grève sera illimitée pour le S.A.T. qui joue son existence de syndicat dans ce conflit. La grève sera « renouvelable toutes les 24 heures » pour la C.G.T. et la C.F.D.T. « Ils détermineront chaque jour les modalités de la poursuite de l'action ». La C.G.T. c'est évident dès le départ, n'a pas l'intention de lancer une

grève longue. « Des assemblées de grévistes se tiendront aujourd'hui dans les terminus. Elles décideront de la suite à donner au mouvement. *Il n'est pas impossible que la grève se poursuive demain* » (Humanité du 5 octobre). Séguy confirmera le 21 octobre dans sa conférence de presse que « dès le 6 octobre, la Commission exécutive de la C.G.T. avait été unanime pour estimer qu'une grève illimitée des conducteurs ne pouvait connaître une issue victorieuse. Elle estimait préférable une tactique plus souple : arrêt de 24 h renouvelable au terme d'un délai de quelques jours (Humanité du 22 octobre 1971).

Quelles que soient les divergences entre syndicats, les conducteurs sont prêts à faire grève :

— l'essentiel est, pour eux, la rupture des parités dans la grille des salaires, c'est-à-dire une perte de salaire

— grève illimitée, c'est-à-dire jusqu'à ce que la direction cède.

Cela se rapproche des buts et des méthodes préconisées par le S.A.T. et s'éloigne de ce que préconise C.G.T. et C.F.D.T.

Mais qui va faire grève ? Les conducteurs ou tous ceux qui sont également concernés par ces mesures de déqualification de la nouvelle grille. Chefs de trains, chefs de station, receveurs, ainsi que les employés du réseau routier sont touchés. C'est l'intérêt des conducteurs de voir s'associer à leur mouvement d'autres catégories de la R.A.T.P., notamment les bus. Dans les revendications comme dans les méthodes de lutte, les conducteurs, comme les autres travailleurs du métro font toujours confiance aux syndicats qui vont tout déterminer. On retrouve ici la situation qui s'est posée à Nantes aux usines Batignolles en mars 71 ou au Mans aux usines Renault en mai 71 : la C.G.T. se déclarait contre une grève illimitée dès le début de la grève, mais les ouvriers confiaient la direction de la grève à la C.G.T.. L'autonomie de la lutte, la volonté des ouvriers de suivre une voie conforme à leurs intérêts et non aux intérêts des syndicats, se traduisait donc seulement par la volonté affirmée, et maintenue contre l'avis contraire des syndicats, de se mettre en grève ; mais cela n'allait pas plus loin.

Mardi 5 octobre : un bloc uni pour un but précis

Cette situation, entièrement déterminée par les syndicats risque-t-elle d'être dépassée par la base ? Malgré quelques expériences de manœuvres syndicales (notamment en Mai 68), les travailleurs du métro laissent les syndicats tout faire : les conducteurs du métro les plus qualifiés et les plus concernés dans l'immédiat sont les plus conscients qu'il leur faut se défendre ; ce sont eux qui, unis fermement dans leur totalité, font la grève illimitée (alors que trois des syndicats sur quatre sont contre la grève illimitée, pour ne pas dire contre la grève tout court) ; et ceci est une marque d'autonomie et du dépassement de l'influence des syndicats ; bien qu'appartenant ou votant pour des syndicats différents, ils s'unissent tous sur un seul objectif : la grève illimitée pour la modification de la grille des salaires. Ils ont bien conscience que les manœuvres syndicales risquent de faire capoter leur grève, mais leur expérience n'est pas trop grande dans ce domaine : ils ne sont pas encore assez méfiants des boutiques syndicales parce qu'ils n'ont pas encore été assez pris dans le piège de celles-ci ; ce qu'ils

Qui allait donc faire grève ? Là encore, les travailleurs de la Régie laissaient aux syndicats le soin de décider. Pour les autonomes, cela ne faisait pas de doute : seuls les conducteurs, c'est-à-dire sa seule base devait être en grève, pas les autres catégories. Cette position prendra un tour extrême lorsque le S.A.T. déclarera, par la bouche de militants répétant sans doute les fortes paroles des leaders : « Si les autres se mettent en grève, on reprend le travail ». « Les autres ne font pas grève pour nous, nous ne ferons pas grève pour eux ». Pour la C.G.T., sa base est ailleurs que parmi les conducteurs, mais, elle ne veut pas d'une grève trop étendue, ni trop longue (surtout pas à Paris, la plus grosse concentration industrielle de France) à seulement à un an des élections. Il lui faut donc adopter une position nuancée : un référendum parmi les chefs de train donne 56 % pour la grève ; mais cela ne sera pas divulgué et la C.G.T. ne lancera pas un mot d'ordre de grève aux autres catégories. Pas plus que la C.F.D.T. qui pourtant bêle sans arrêt des appels à dépasser la grève catégorielle. Finalement, la C.G.T. et la C.F.D.T. suivent la position des autonomes car cela sert leurs objectifs tout en critiquant en parole, mais seulement en parole, cette grève catégorielle. Ils trouvent une bonne raison (car il faut toujours une raison) « pour ne pas rompre l'unité » et tout en appelant « les autres catégories à se concerter sur les lieux de travail et à déterminer démocratiquement l'action et ses formes ».

sentent — et de nombreuses réflexions le prouveront — c'est que si la grève est étendue à d'autres catégories du métro ou de la R.A.T.P., les syndicats vont faire passer au premier plan leurs propres revendications générales ; la grève sera ensuite brisée avec quelques concessions secondaires par la direction à d'autres catégories qui reprendront le travail (l'exemple des 80 O.S. du Mans qui n'ont pas eu satisfaction après une grève étendue à toutes les usines Renault n'est sans doute pas étrangère à cette position.

Les conducteurs pensent donc qu'en gardant leur lutte sur le seul terrain catégoriel et en suivant les syndicats dans leur limitation de la grève sur ce seul terrain (pour de tous autres intérêts, on l'a vu), ils pourront garder leur grève en mains. C'est précisément là que réside le nœud de ce qui se passera plus tard : les conducteurs suivent les syndicats parce qu'ils croient que les buts de ceux-ci, autonomes comme les autres, sont avancés dans le seul intérêt des conducteurs. Illusion dangereuse, on le verra, car cela les amène à ne

pas s'occuper de leur grève et à penser qu'à 2.500 ils pourront empêcher toutes les manœuvres habituelles ; il y aura ni assemblées dans les terminus, ni liaisons entre elles, ni même un comité de grève.

Mais c'est cette affirmation catégorielle et cette « obéissance » aux syndicats qui va donner par la suite son caractère exemplaire à la grève pour tout le prolétariat. Pour les conducteurs et pour les travailleurs, le rôle réel des syndicats dans la société capitaliste sera démasqué, dans les faits et non dans les paroles. C'est parce qu'ils suivent une grève catégorielle, que les conducteurs resteront unis malgré toutes les manœuvres ultérieures des syndicats ; c'est parce qu'ils défendent un point en apparence mineur et pas une revendication « irréaliste et condamnée par les syndicats », c'est parce qu'ils « suivent » en apparence les mots d'ordres syndicaux que l'affrontement sera plus

brutal. Les syndicats se dévoileront en ordonnant la reprise du travail contre les conducteurs unanimes pour la poursuite de la grève : ils ne pourront pas alors employer le langage habituel de « gauchisme, d'aventurisme, d'irréalisme, de provocation, etc...

Le mardi 5 octobre, c'est la grève totale des conducteurs à 98 %. Et les conducteurs attendent, confiants dans les négociations que vont mener les syndicats. Il y a bien des tentatives des chefs de train d'entrer dans le mouvement ; quelques terminus — dont Balard ayant voté la grève à la majorité commencent à se mettre en grève le mercredi 6 ; mais ils restent seuls car le mouvement ne s'étend pas et ils reprennent presque aussitôt (à notre connaissance, il n'y aura pas d'autre tentative d'autres catégories, ni d'établir en vue d'une telle extension des liaisons horizontales entre terminus ou dépôts de bus).

Lundi 11 octobre : une semaine de propagande sans effet

7ème jour de la grève avec les mêmes palabres, la même propagande de la presse, la même attente des conducteurs qui, de temps à autre, passent aux nouvelles dans les terminus, mais ne font rien d'autre. Contrairement au mot d'ordre C.G.T. et C.F.D.T., la grève n'est pas « reconduite » (il n'y a ni assemblées, ni votes dans les terminus), mais elle continue simplement parce que les conducteurs ne travaillent pas.

C'est ce lundi que les syndicats convoquent la première assemblée générale des conducteurs à la Bourse du travail. Pourquoi à ce moment et pas avant ? Deux choses sont évidentes à ce moment :

— les conducteurs sont décidés à poursuivre la grève qui, malgré un déferlement de propagande dans la presse, la radio, la TV, n'est pas du tout impopulaire parmi les parisiens condamnés à la marche à pied. Chacun peut se rendre compte que partout les travailleurs, bien que gênés considérablement par la grève (ou en profitant, ça dépend bien sûr des situations) pensent et disent « ils ont raison de se défendre ». D'une part, cette opinion tient compte du fait que la grève est soutenue par les syndicats, et qu'elle joue sur un objectif catégoriel plus ou moins hiérarchique. Rien pour choquer les règles habituelles et les « valeurs » largement répandues. Mais, ce que défendent les conducteurs, c'est aussi ce que chacun peut être appelé à défendre demain. Car partout, chacun est pris dans cette même lutte contre le patronat, contre le pouvoir capitaliste dans l'insécurité de l'emploi par l'automatisme et

la concentration. Ce n'est pas directement exprimé, mais cela joue certainement un grand rôle dans cette solidarité avec les grévistes. On retrouve là les éléments d'une « morale » ouvrière faite à chaque moment de la conscience plus ou moins obscure d'une communauté d'intérêt et de lutte.

— les syndicats sont décidés à stopper la grève ; sans doute ils ne se dévoilent pas comme tels ; mais il suffit de lire l'Humanité pour s'en rendre compte. L'insistance de la C.G.T. notamment et du P.C. sur l'impopularité de la grève rejoint les tentatives de la rendre impopulaire par tous les canaux de propagande gouvernementale et capitaliste. Les syndicats sont ainsi conduits à opposer à la morale prolétarienne affirmée dans cette conscience diffuse dont nous venons de parler, une « morale ouvrière » qui n'est autre que celle de l'organisation. Séguéy déclarera dans sa conférence de presse, le 21 octobre : « C'est une question de morale ouvrière élémentaire de ne pas adresser de critiques publiques à des travailleurs en lutte » (Humanité 22-10-71). C'est au nom de cette morale syndicale que le Bureau Confédéral (ça fait plus de poids) a adressé le 8 octobre une lettre à chaque conducteur C.G.T. pour le mettre en garde contre les conséquences d'une grève illimitée (Huma 22-10-71). Pour la C.G.T., la grève doit d'abord être envisagée quant aux buts du syndicat (et du parti communiste qui est derrière). Ce but, Séguéy le formule ainsi (Huma 22-10-71) : « ...il n'existe pas de changement profond en dehors de l'entente des forces ouvrières et démocratiques fondées sur un

programme commun des partis de gauche ». Il est bien évident que pour lutter sur ce terrain parlementaire avec les autres formations politiques, il faut gagner le plus grand nombre de voix et opposer à la propagande gouvernementale une autre propagande ; il ne faut surtout pas que les luttes puissent détruire la « bonne opinion rassurante que le P.C. s'efforce de faire admettre aux classes moyennes. C'est cela que Séguy appelle le « devoir des syndicalistes de donner conscience aux travailleurs de ces réalités ». Krasucki, secrétaire général de la C.G.T. et membre du bureau politique du P.C., l'exprimera plus clairement : « il lui faut défendre ses revendications avec des méthodes telles qu'elles lui assurent le soutien d'abord de l'ensemble des travailleurs, mais aussi de l'ensemble de la population » (Humanité du 18-10-71).

La grève pose effectivement au gouvernement et aux syndicats des problèmes politiques. Pour la C.G.T., la crainte au-delà des perspectives électorales du P.C., la crainte de voir le pouvoir prendre des mesures qui lui seraient préjudiciables comme syndicat. Pour le gouvernement, le désir d'exploiter la grève sur le plan de sa tactique de prévention des grèves mais aussi l'impossibilité d'aller trop loin pour se ménager les « interlocuteurs valables » que sont les syndicats.

Dans la nuit du lundi au mardi 12 octobre

Les syndicats et la direction s'entretiendront 12 heures d'affilée. Résultat : rien de plus que lors des négociations précédentes :

- rien de changé dans la grille des salaires
- en 1973, octroi d'un « principalat », grade spécial pour ceux arrivés en fin de carrière atteignant le haut de l'échelle (dix points supplémentaires, soit environ 60 F par mois)
- les conducteurs intérimaires passant titulaires auront droit à leur coefficient de titulaire avec effet rétroactif de trois mois (ce n'est que la régularisation de ce qui se pratique déjà officieusement, la rétroactivité étant même de 6 mois)
- octroi de la qualification S.B.T. (12 points supplémentaires) à ceux qui ont la qualification S.B.T. mais ne conduisant pas des trains à un

1.000 à 1.200 conducteurs sont présents à l'assemblée (ces chiffres donnent la mesure d'une moitié active et d'une moitié passive, ce qui pésera dans la suite des luttes).

Les syndicats font part du refus de la direction à satisfaire les revendications. Les permanents « autonomes », plus enragés que jamais sont « prêts à lutter jusqu'au bout ». « Nous passerons contre l'ordre de réquisition s'il y a lieu, etc... etc... ». La C.G.T. est beaucoup plus modérée : ses dirigeants savent exactement quel doit être leur rôle ; ils affirment que la population n'est pas contre nous, même si les parisiens ne comprennent pas toujours notre grève, ils la tolèrent. Evidemment, il faut continuer vu le « mépris » de la direction... La C.F.D.T., quant à elle, indique qu'elle soutiendra la grève jusqu'au bout, mais qu'elle en a accusé le caractère catégoriel dès le départ. Mais derrière ces propos, qui visent à se concilier les conducteurs, chacun des syndicats poursuit son entreprise de démoralisation. On nous prévient bien que « nous ne savons pas où nous allons ; peut-être n'obtiendrons-nous rien ; il ne faudra pas nous en vouloir » (déclaration des autonomes). Et puis, on parle longuement du problème de la réquisition. Ce qu'on risque, ce qu'on ne risque pas, etc... etc... Unaniment la grève est reconduite pour 24 heures.

seul conducteur (cela concerne environ 120 agents sur 2.500)

— droit pour les conducteurs non S.B.T. de cotiser pour la retraite comme les agents S.B.T. en 1973 (ça veut dire que l'on devra donner plus de fric pour la retraite alors qu'on en touchera moins puisqu'on aura été déclassé ; faut le faire).

Tout ça, non seulement, c'est pratiquement rien, mais c'est aussi la tentative habituelle de séparer les conducteurs de réserve générale et ceux du R.E.R. du reste des conducteurs. La direction espère-t-elle briser le mouvement avec si peu de chose ? Pourtant, Weil, directeur général, déclarera à l'issue de la réunion : « Je pense que cette réunion marque la fin de la présente crise » (Figaro du 13-10-71). Qu'est-ce qui l'autorise à parler ainsi ? Ne serait-ce pas ce que lui ont promis les syndicats ?

Mardi 12 octobre

La vérité des syndicats contre la vérité des conducteurs

Dès le matin, à la radio, on apprend que, devant le blocage des négociations et le mécontentement des usagers (c'est l'opinion des syndicats), tous les syndicats sans exception appellent les conducteurs à voter dans les terminus. Ça y est, ça sent le mauvais vent de 1968, lorsque la C.G.T. pour avoir la reprise racontait dans chaque terminus que les autres avaient repris. Mais cette fois, aucune manœuvre n'est possible car les conducteurs font toujours bloc : ils votent à l'unanimité contre la reprise, certains terminus refusent même de voter. A Nation, le vote a lieu à mains levées : tout le monde est contre la reprise. Même Vincennes, fief de la C.G.T., est contre. Seuls la ligne de Sceaux et Porte d'Orléans sont pour la reprise (ce sont aussi des fiefs de la C.G.T.), mais ils précisent qu'ils ne reprendront le travail qu'avec tous les conducteurs.

Avant même d'avoir connu ce résultat, des tracts communs — Autonomes, C.G.T., C.F.D.T. — proposent la suspension de la grève. De son côté, le bureau de la C.G.T. publie une déclaration avec comme mot d'ordre : « adopter une tactique de lutte appropriée à la situation » ; c'est « la seule voie de l'efficacité pour le succès de leurs revendications ». Ainsi, ne pas faire la grève ou la faire sans aucune gêne (pour l'opinion publique), c'est plus efficace que faire la grève. Tous les syndicats C.G.T. sont lancés dans l'arène pour faire pression et cela rejoint le chœur de la propagande gouvernementale pour faire reprendre les conducteurs ; c'est ainsi que l'Union locale C.G.T. de Boulogne-Billancourt déclarera : « qu'il faut mettre en échec la tentative du pouvoir à ne pas régler le conflit en cours » (Humanité du 13-10-71). Ainsi, la reprise du travail est une victoire pour les conducteurs et un échec pour le gouvernement. Faut le faire.

Les syndicats pensent-ils qu'une assemblée générale pourra leur permettre d'emporter la décision puisque la manœuvre classique a échoué ? C'est bien leur intention que Dupont, permanent du syndicat autonome, formule dans sa déclaration, déjà citée, aux journalistes de l'Express : « je vais préconiser la reprise car on va à la catastrophe ».

Beaucoup se sont interrogés : pourquoi les syndicats auraient-ils organisé cette assemblée, pour se faire huer et désavouer par les conducteurs ? On peut bien épiloguer. On pense : les syndicats sont forts et ils savent bien naviguer entre les obstacles, surtout ceux qui risquent de

les déconsidérer aux yeux des travailleurs en faisant apparaître leur véritable rôle dans la société. C'est oublier ce que nous avons déjà dit sur leurs propres objectifs distincts de ceux des travailleurs, sur leurs propres intérêts qu'ils doivent défendre, y compris contre les travailleurs. Les travailleurs ne défendent que leur niveau de vie ; les syndicats défendent leur place dans l'Etat et dans le métro. Ils sont prêts à sacrifier des groupes même importants de travailleurs et même le soutien de ceux-ci aux syndicats. Tout devient alors une question de tactique. Puisque le vote par terminus n'a rien donné comme cela se passait auparavant, alors la seule ressource, c'est l'assemblée générale ; les syndicats essaient : celle de la veille a été calme, pourquoi celle de ce mardi 12 octobre ne le serait-elle pas ? Ce qui compte, c'est faire reprendre le travail.

L'assemblée a lieu à la Bourse du Travail, rue du Château d'eau, à 15 heures. Environ 1.500 conducteurs sont présents. C'est, au métro, la réunion la plus violente que les bonzes syndicaux aient eu jamais à affronter. D'emblée le ton est donné à propos des journalistes. La veille, les dirigeants avaient fait accepter par les conducteurs de « poser » cinq minutes en silence pour la photo de famille avant la réunion et la C.G.T. s'était lavée de cette « compromission » avec la presse bourgeoise en faisant gueuler dans la salle, alors que les journalistes partent « Ferniot, Ferniot ». Cette fois, lorsqu'il est proposé la même photo de famille, c'est le refus brutal : les journalistes que le service d'ordre C.G.T. a laissés entrer sont vidés séance tenante par les conducteurs et c'est tout juste si certains ne se font pas casser la gueule.

La C.G.T. a bien meublé la salle : au premier plan, elle a mis ses militants et ce sont eux qui sont désignés pour intervenir après les discours pour faire la salle : c'est comme cela qu'elle espère emporter la décision de reprise. Mais ils ne pouvaient prévoir que leurs propres militants, y compris les plus chevronnés, se retourneraient et suivraient leur propre intérêt de conducteurs et non l'intérêt du syndicat. Dès leur entrée, les bonzes syndicaux sont accueillis aux cris de « démission, démission » ; c'est un chambard terrible. Pour présider l'assemblée, les syndicats ont désigné un délégué du S.A.T., fort en gueule, mais pas très malin. Ses interventions du genre : « Nous ne sommes pas des étudiants », « Qu'est-ce que vous mettez à notre place si vous voulez qu'on démissionne », « Vous n'êtes pas gentils

les gars », etc... ne faisaient que soulever un peu plus la salle. C'est donc ou milieu d'un vacarme incroyable que les permanents, tous chiasseux, prirent la parole. Celui du S.A.T., après quelques cabrioles, cherchait surtout à ne pas trop s'avancer : « Nous ferons ce que décidera la base », et s'empresse de passer la parole au camarade C.F.D.T. qui, en deux mots, répètera la même chose que la veille ; enfin, le gros boulot revint « au camarade Guiche » de la C.G.T. dont le discours commençait ainsi : « Comme l'a dit un jour un grand homme : il faut avoir le courage de dire la vérité » (1). Donc les conducteurs tentèrent d'écouter la vérité.

Mais très vite, on s'aperçut qu'il y avait deux vérités qui s'affrontaient dans la salle : la vérité des syndicats et celle des conducteurs en grève. Et quelques uns de ces conducteurs prirent la parole. Certaines interventions avaient été prévues d'avance : presque tous ceux qui prirent la parole étaient délégués de base C.G.T. C'est là qu'il y eut des surprises. Par exemple celle-ci : le délégué C.G.T. de Porte de Clignancourt, membre du P.C., intervint ainsi : désignant les bonzes, il leur dit : « C'est nous qui faisons la grève et vous êtes nos serviteurs. Et vous allez obéir à ce que nous allons vous demander de faire ». Acclamations à tout rompre dans la salle. Un autre répond au camarade Dupont du S.A.T. qui pleurait au micro qu'il n'avait pas dormi depuis la veille : « Tu veux que je te dise, tu aurais mieux fait d'aller te coucher, comme ça tu ne serais pas surmené ». Au bout d'un moment, le tumulte est tel dans la salle que l'on entend plus personne ; chacun discute dans son coin. Les conducteurs ont acclamé ce que dit l'un d'eux que la reprise ne serait décidée qu'en assemblée générale et non terminus par terminus. Après ces interventions brillantes et anonymes, un militant trotskyste monta en dernier à la tribune pour déclarer dans l'indifférence générale qu'il fallait étendre la grève aux autres catégories ; il ne fut même pas entendu (2).

Le plus important à ce moment, ce ne fut pas dit par aucun des conducteurs qui utilisèrent le micro : pourtant, je l'ai entendu derrière moi dit par l'un d'eux comme ça, dans les réflexions qu'on fait pour soi tout seul et tout haut : « On leur demande de démissionner et on fait un comité de grève ». Pourquoi cela ne fut-il pas dit, pourquoi cela ne fut-il pas fait ? C'était pourtant à ce moment possible et c'était le seul moyen d'établir des liaisons précisément pour tenir d'autres assemblées et garder la grève entre ses mains. Tout le monde était d'accord pour ces assemblées qui, souveraines, devaient décider de la grève ; encore fallait-il avoir les possibilités de les convoquer, avoir un local, avoir des moyens de liaisons et d'information. Pourquoi cela ne fut-il

pas prévu, alors que chacun était d'accord pour ces assemblées. L'explication, c'est le militant C.G.T.-P.C. qui la donne lorsqu'il invective les bonzes syndicaux. Lorsqu'il déclare : les dirigeants doivent être nos serviteurs et ils doivent faire ce que nous leur disons de faire, il exprime d'une part ce qu'attendent les conducteurs qui acclament ces paroles, et d'autre part que les syndicats et leurs représentants peuvent servir si on sait leur imposer notre volonté. C'est cette confiance qui subsiste dans les syndicats, c'est cette illusion qu'on peut leur imposer la volonté des ouvriers et leur faire abandonner la défense des intérêts de syndicats qui finalement laissent les conducteurs désarmés entre les mains des responsables syndicaux. Elle permet de situer les limites de l'autonomie ouvrière dans la période actuelle des luttes en France.

(1) Ce n'était pas Thorez, le grand homme en question, mais paraît-il Jaurès. C'est le Figaro du 15-10-71 qui rappelle la parole mémorable de Thorez en 36 « Il faut savoir terminer une grève », pour faire cesser la vague de grève de juin 36, la France étant l'alliée de la Russie dans la préparation à la guerre entre capitalistes. A une échelle beaucoup plus réduite, on peut se demander ce qui serait arrivé si la grève du métro avait éclaté lors de la venue du camarade Brejnev, deux semaines plus tard.

(2) Le 12, les trotskystes avaient proposé des pétitions pour demander aux dirigeants syndicaux de convoquer une Assemblée Générale de toutes les catégories du réseau ferré ; l'orateur trotskyste ne dit pas un mot sur l'organisation de la grève ; c'est seulement dans un tract du 14 octobre, alors que la grève est terminée, que le Comité d'Alliance Ouvrière de la R.A.T.P. (façade ouvrière du groupe trotskyste O.C.I.) propose un comité de grève désigné par les conducteurs « dans lequel les organisations syndicales doivent prendre leur place, toute leur place. On veut contester aux organisations syndicales leur rôle ; elles doivent prendre leurs responsabilités, entrer dans le comité de grève, représenter les travailleurs en se mettant à leur service ». Ainsi, au moment où éclate le conflit brutal travailleurs contre les syndicats, les trotskystes invitent les conducteurs à faire confiance aux syndicats (n'importe quel groupe trotskyste se comporterait de même) ; ils rejoignent ainsi les positions des syndicats et des partis dans la défense de leurs intérêts de groupe politique contre ceux des travailleurs. Ils ne risquaient pas de permettre aux conducteurs de voir clair. Mais il faut souligner que, même sans ces ambiguïtés, l'idée d'un comité de grève désigné par la base n'était pas retenue par la masse des conducteurs qui continuaient à attendre tout des syndicats (l'idée en avait été émise au cours de la grève dans certains terminus, mais elle était tombée dans le vide). D'autres noyaux militants essayèrent d'agir en ce sens (notamment sur le R.E.R.), mais sans autre résultat. Ceci montre bien qu'aucun groupe ne peut se substituer à l'action propre des travailleurs et à l'organisation de leur lutte par eux-mêmes.

Mercredi 13 octobre : « Métro : grève aujourd'hui encore »

(titre de première page de l'Humanité - 13-10-71)

Pour la suite, je ne peux parler que de mon terminus.

Alors que la volonté des grévistes se durcissait, nous étions retournés nous isoler dans le terminus. Et au moment où déferlait le maximum de l'offensive contre la grève, gouvernement, patronat, syndicats employant cette fois exactement le même langage contre nous (réquisition, camions militaires nombreux dans Paris, etc...). Dans les terminus, les conducteurs se rendirent compte, trop tard, que dans l'enthousiasme de la veille, ils avaient laissé toute l'organisation de la grève entre des mains ennemies et rien prévu pour s'organiser eux-mêmes. Il manquait l'élément essentiel de coordination même pour les seuls conducteurs ; dans aucun terminus, rien ne fut fait en ce sens. C'est alors qu'on entendit des

paroles dans le genre « la prochaine fois, on s'organisera ». Chacun se rendait plus ou moins compte que c'était foutu pour cette fois et espérait ce mercredi tout de même un revirement des syndicats. Ils pensaient qu'une autre assemblée serait convoquée à laquelle serait posé le problème de la poursuite de la grève et de son organisation. Ils croyaient encore plus ou moins dans le syndicat autonome qui, virant à 180° disait soutenir les conducteurs décidés à continuer après avoir déclaré qu'il fallait terminer la grève. Mais ce n'était que des paroles et on attendit en vain ; pourtant il leur était difficile de trouver une salle ; ils en avaient bien trouvée une avant la grève.

Jeudi 17 octobre : Ordre des syndicats : la grève doit finir

Tôt le matin, au terminus, après le discours de Chaban, les cadres craignaient de devoir prendre les manettes. Jusqu'à 8 h 30, le nombre des trains avait à peine dépassé celui des jours précédent : la grève continuait, mais la tension était grande dans les terminus. Les cadres en groupes attendaient plus ou moins pétochards « qu'est-ce qu'ils vont faire » a entendu l'un de nous. Ils avaient peur de se faire casser la gueule. A 7 h 30 les dirigeants C.G.T., S.A.T., C.F.D.T. se réunissent et proclament : « la suspension de l'action sous sa forme actuelle doit intervenir le plus rapidement possible ». C'est clair et net. Et lorsque le secrétaire général C.G.T.-R.A.T.P. lance à la radio, au nom de tous les syndicats, l'ordre de reprise pour le lendemain matin, ce fut le désarroi total. Une partie des conducteurs jugea inutile d'attendre le lendemain et de perdre une journée de plus pour rien. Ils avaient perdu toute confiance dans les syndicats pour conduire leur grève, mais ils n'avaient pas confiance en eux-mêmes pour le faire. Tout commença à basculer lorsque certains conducteurs demandèrent aux cadres si ceux qui n'avaient pas repris le travail le matin seraient pénalisés parce que eux reprenaient l'après-midi. Les rapports de travail se substituaient tout d'un coup aux rapports de grève : lorsque les cadres les eurent rassurés sur ce point, toute la hiérarchie du travail et l'obéissance aux cadres étaient rétablies. Des conducteurs enfilèrent leurs

bleus et prirent les manettes. La reprise était amorcée ; les syndicats avaient gagné la reprise mais comme l'a dit un conducteur interviewé à la TV : « Nous allons maintenant laver notre linge sale ». La C.G.T. peut même se payer le luxe d'une petite offensive psychologique pour démoraliser encore plus ceux qui avaient osé braver les syndicats et douter de la « juste ligne ». Alors que les lignes les plus dures, donc s'affirmant le plus contre les syndicats, reprenaient dans le désarroi sous les coups de boutoir des syndicats, sur les lignes à forte emprise C.G.T. (Sceaux, R.E.R., Orléans, Vincennes) celle-ci mobilisant ses militants sur ces lignes différait la reprise jusqu'au vendredi matin suivant le mot d'ordre de la C.G.T. Elle pouvait ainsi propager l'idée que les plus durs dans la grève étaient des mous et se débandaient aussitôt, alors que les syndiqués, les organisés, eux étaient disciplinés et efficaces et les seuls à « se battre jusqu'au bout » (1).

(1) On peut même se demander si l'assemblée du mardi n'était pas finalement de pure forme pour les syndicats et un moyen de défouler la combativité de la base en donnant l'illusion que tout était possible. Pour que la rancœur et la chute soient encore plus grandes et que la désillusion entraîne alors la reprise. Cette tactique n'était précisément possible que parce que les conducteurs, dans leur grande masse, faisaient confiance aux syndicats.

Il n'en reste pas moins que, quelles que soient les méthodes utilisées, quelles que soient les réactions des conducteurs, la reprise du travail s'est effectuée sur les mots d'ordre syndicaux et au jour fixé par eux. C'est la preuve de l'influence

des syndicats à ce moment, et ils ont fait la démonstration au pouvoir capitaliste qu'ils étaient des « interlocuteurs valables » capables de bien encadrer les travailleurs. Et c'est cela qui était important pour les syndicats.

APRES LA GREVE

La grève du métro a pris une dimension politique et nationale

(Le Figaro 13-10-71)

A partir du moment où la grève, par son cours normal, était condamnée par tous les syndicats, les conducteurs ne pouvaient qu'être que complètement désarmés face aux syndicats organisés. Ils n'auraient retrouvé leur force que s'ils s'étaient eux-mêmes organisés et avaient opposé aux syndicats leur propre organisation. Ce qu'ils avaient fait, s'insurger contre la reprise que tentaient de leur imposer les syndicats tous unis pour la défense de leurs intérêts, était bien peu de chose en regard de ce qui les aurait attendu s'ils avaient pris en main l'organisation de la grève, c'est-à-dire la convocation des assemblées générales, c'est-à-dire les liaisons entre les terminus, en bref, la formation d'un comité de grève élu et contrôlé par eux. Le peu que les conducteurs avaient fait : passer outre au mot d'ordre des syndicats, avait déclenché dans la presse une campagne qui reflétait toutes les inquiétudes de la bourgeoisie.

Pendant quelques jours, les dirigeants de toute sorte s'étaient déchaînés. Non qu'ils craignaient le pire. Mais, ils n'aiment guère que les syndicats soient acculés à faire paraître leur rôle réel ; ils n'aiment pas voir se lever l'unité des travailleurs en lutte conscients de leur seul intérêt ;

Une défaite qui est un pas en avant

Certains parlent de « trahison des syndicats ». Pour que les syndicats trahissent, il faudrait qu'ils aient été autrement jusqu'à maintenant et que brusquement ils aient fait volte-face. Personne ne peut leur reprocher cela. Cela fait plus de 50 ans qu'ils participent d'une manière ou d'une autre à la défense du capitalisme, en 14-8, en 36, de 45 à 47, en Mai 68. Dans cette grève, ils se sont bien défendus en tant que syndicats. Ils ne se sont pas privés pour dire avant la grève ce qu'ils

ils voient derrière cela se lever des menaces pour leur existence même, et ils ont parfaitement raison. Mais, pour l'instant, ils ont confiance dans toutes leurs forces, y compris dans les syndicats, et ils ont aussi raison. Écoutons-les plutôt parler des conducteurs :

« ...Sourds aux appels à la raison de leurs dirigeants syndicaux, ils refusent de retourner à leur travail. Cette attitude est plus grave que la grève elle-même... La grève sauvage remet en question le rôle du syndicat dans notre forme de démocratie » (B. Lefort - Paris-Jour, 13 octobre 71).

« Cette grève est dangereuse, non seulement par ses graves conséquences économiques, mais aussi parce qu'elle met en cause l'autorité même du syndicalisme, la valeur de ses engagements, autrement dit, sa représentativité réelle ? ?... L'autorité syndicale transgressée, il revient au pouvoir — à l'autorité de l'Etat — d'assurer la liberté des citoyens.... » (Le Figaro, 13-10-71).

« Nous n'avons plus d'interlocuteurs valables. Les négociations ne servent à rien puisque ceux avec lesquels nous discutons n'ont plus aucune autorité sur la base » (Weil, D.G. de la R.A.T.P. - Figaro, 13-10-71).

pensaient de la grève ; ils n'ont donc trompé personne. Ce que les conducteurs ont appris, c'est que les syndicats sont différents de ce qu'ils croyaient ; ce sont eux, comme beaucoup de travailleurs qui avaient des illusions sur les syndicats (et ils en gardent sans doute encore). Il faudra beaucoup d'autres grèves, au métro et ailleurs, pour que les travailleurs se rendent compte de ce que sont réellement les syndicats.

A partir du mardi 12 octobre, la grève du métro n'était plus une grève catégorielle, c'était la grève de tous et, comme des millions de parisiens, observaient ce qui se passait (ne serait-ce que parce qu'ils avaient marre de marcher à pied), ils ont pu voir clairement ce qui se passait.

Cette situation claire et nette des mardi 12, mercredi 14, et jeudi 15, les conducteurs du métro ne l'ont pas voulue comme telle : ils n'ont pas fait grève contre les syndicats. Au contraire, ils voulaient lutter pour leur revendication catégorielle, ce qui les concernait spécialement, et uniquement eux. Cela les a unis et soudés ; et c'est pour cela qu'ils ont suivi comme un seul homme les mots d'ordre. Que les syndicats l'aient fait, en espérant que ce serait la petite grève de quelques jours comme d'habitude, c'est bien certain. Ils ne le disaient pas et les conducteurs avaient confiance dans leurs talents d'organiseurs et de porte parole auprès de la direction. C'est parce qu'ils avaient une telle confiance, et qu'ils n'étaient pas anti-syndicalistes qu'ils n'ont rien prévu pour eux-mêmes et ont laissé carte blanche pour tout aux syndicats et à leurs permanents. C'est parce qu'ils voulaient se battre dans les syndicats pour leurs revendications catégorielles qu'ils se sont trouvés tout d'un coup

avec les syndicats en face d'eux qui voulaient leur imposer des mots d'ordre contraires à ce qu'ils voulaient faire.

Quels que soient les jugements portés sur le caractère limité et catégoriel de la grève, ce que faisaient alors les syndicats dépassait cette portée limitée (et paradoxalement à cause de ces limitations). Les dirigeants syndicaux et politiques le sentaient bien puisque tout d'un coup ils employaient un autre ton, un autre vocabulaire qu'au début de la grève. Sans le vouloir, les conducteurs avaient fait éclater brutalement devant tous, le rôle réel des syndicats dans la société capitaliste. Et cela sans que les conducteurs puissent être accusés de menées politiques ou anti-syndicales, sans qu'ils puissent brouiller les cartes comme ils l'avaient fait dans d'autres grèves, par exemple dans la grève des O.S. du Mans, au printemps 71.

Cela, beaucoup de conducteurs l'ont senti, tout comme beaucoup de travailleurs. C'est que fait que la grève du métro marque une étape dans la prise de conscience des travailleurs de ce que doit être leur lutte, de ce qu'est leur intérêt et de ce qu'ils doivent faire pour se défendre réellement.

L'ACTION DIRECTE ET L'ORGANISATION DE TRAVAILLEURS

Ainsi le problème essentiel que se sont posés les conducteurs à la fin de leur grève, c'est celui de leur propre organisation dans la grève, celle qu'ils auraient mis en place eux-mêmes au cours de la grève.

Les conducteurs du métro ont vécu une expérience que tous les travailleurs peuvent vivre d'une manière ou d'une autre. Le capitalisme se modernise et bouleverse les conditions des travailleurs ; des difficultés se lèvent, des crises menacent et ce sont toujours les travailleurs qui en subissent tout le poids. La lutte ne cesse donc jamais, car aucun de nous n'a jamais rien d'acquis ; au contraire, plus le capitalisme veut nous ôter, plus la résistance ouvrière se développe.

Autrefois, quelques heures de grève, quelques débrayages tournants permettaient aux syndicats d'obtenir des dirigeants capitalistes une augmentation de salaires, de meilleures conditions de travail. Aujourd'hui, ce n'est plus pareil : 40 jours de grève aux usines Batignolles à Nantes pour peu de choses en mars 1971, 5 semaines de grève pour rien pour 82 O.S. de Renault, au Mans

en mai 1971, 10 jours de grève à la S.N.C.F. en juin sans résultat. Ce n'est pas nous, ce sont les syndicats eux-mêmes qui viennent dire aux ouvriers en grève qu'il faut reprendre le travail car c'est l'impasse, car ils ne peuvent plus rien obtenir de plus du patronat, du capitalisme. Et cette fois, c'est encore la même chose au métro. Ce n'est pas un cas isolé, mais maintenant, cela se répète presque pour chaque grève voulue par les travailleurs mais lancée par les syndicats, que les syndicats organisent comme ils l'ont toujours fait, où ils mènent les pourparlers avec les dirigeants patronaux et l'Etat. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que les vieilles méthodes de lutte ne sont plus efficaces et qu'il faut en trouver d'autres. Les syndicats eux-mêmes le disent : la C.G.T. parle sans arrêt de « mener la lutte par d'autres moyens ». C'est donc qu'elle reconnaît que les moyens par lesquels les luttes sont menées actuellement ne valent rien.

C'est aux travailleurs qu'il appartient de trouver de nouvelles formes de lutte plus efficaces, plus adaptées aux méthodes modernes de pression du capitalisme qui veut conserver ses profits.

Action directe

Action directe signifie action des travailleurs sans passer par l'intermédiaire des bureaucrates syndicaux. Les syndicats parlent toujours de respecter les lois, les règlements, l'opinion publique, etc... Les travailleurs savent qu'une telle grève légale est sans effet ; les délégués sont forcés de la déclencher contre leur gré, et sans qu'ils l'aient prévu (c'est ce qui s'est produit à Nantes, au Mans, au Métro, et dans beaucoup d'autres grè-

ves). Ils pensent qu'une défaite serait une solution salutaire pour ces travailleurs « pas réalistes, aventureux » (comme dit la C.G.T.). Et à chaque fois, ils essaient de la terminer au plus vite. C'est ainsi que l'exaspération éclate dès que la pression devient trop forte, dès que les négociations traînent en longueur sans résultat (comme cela s'est passé au métro).

Le combat de la classe ouvrière contre le capital est impossible sans organisation

L'organisation naît spontanément, immédiatement ; pas sous la forme d'un nouveau syndicat avec direction élue avec des statuts et un règlement qui sera rapidement comme les autres (les conducteurs du métro en ont l'expérience avec le syndicat autonome S.A.T.). L'organisation de la grève c'est l'élection par les travailleurs d'un comité de grève qui soit réellement représentatif et reste sous le contrôle des travailleurs en grève ; par exemple au métro, un délégué par terminus qui ne fasse rien sans des assemblées de terminus et un comité de grève chargé seulement d'exécuter ce qui aurait été décidé par l'Assemblée générale des conducteurs. Tout est fait par les grévistes : décision et action, toutes deux collectives, ne font qu'une seule et même chose.

Le première tâche, la plus importante, c'est la propagande pour essayer d'étendre leur grève. Pour répondre à la propagande et à tous les moyens de pression du capital. Le seul pouvoir qui soit de taille à lutter, c'est la ferme unité de

toute la classe ouvrière. La seule chose qui puisse amener les patrons à faire des concessions, c'est la crainte que la grève ne devienne générale. Les chances de succès sont d'autant plus grande que la volonté des grévistes est clairement manifestée, que le nombre de ceux qui entrent en lutte est plus important. Cela ne peut être l'œuvre d'un petit nombre de chefs, de permanents syndicaux, de groupuscules quelconques. Il faut que ce soit la volonté et l'œuvre de tous les travailleurs en lutte.

C'est seulement par de nouvelles méthodes, par l'action directe, par leur propre organisation de leur grève, par le dépassement du cadre étroit de leur catégorie, de leur entreprise, de leur localité, que les travailleurs pourront espérer arracher quelque chose au capital. C'est par cette action et cette organisation qu'ils avanceront dans la voie de leur libération totale de toute exploitation.

Ce texte a été écrit partie par un conducteur du métro, partie par un travailleur extérieur au métro, après des discussions au sein du groupe Informations Correspondance Ouvrières. Il a été publié dans le bulletin de ce groupe et a fait l'objet d'un tirage séparé pour être diffusé auprès de travailleurs au métro et ailleurs. D'autres groupes ou noyaux de travailleurs du métro ont également diffusé des tracts et même une affiche, au métro et ailleurs. Certains de ces noyaux essaient, depuis Mai 68, de maintenir des liaisons horizontales hors des syndicats à la R.A.T.P. Les tracts dont le contenu est proche du texte ci-dessus seront reproduits dans I.C.O.-Liaisons. Le présent article n'est qu'une contribution à une discussion à laquelle le plus grand nombre possible de travailleurs devraient s'associer dont les éléments seront repris dans une brochure sur la lutte de classe en France.

Les journaux vous ont dit :

- Que c'est pénible pour aller travailler.
- Qu'il fallait se lever plus tôt.
- Que l'économie française a perdu 7 millions d'heures de travail.
- Que les commerçants, petits et grands, ont perdu 40 % de leur chiffre d'affaires.
- Que les grévistes du métro étaient des « aristocrates » grassement payés qui défendent leurs « privilèges ».

Les journaux ne vous ont pas dit :

- Que c'est pénible d'aller travailler, même en métro.
- Que vous auriez pu arriver en retard.
- Que vous perdez sans cesse votre temps pour l'Economie Française : c'est-à-dire pour vos patrons, pour le capital.
- Que tôt ou tard, ils finissent par empocher tout ce que vous gagnez.
- Que les vrais privilégiés ne prennent pas le métro, ni pour être conduits, ni pour le conduire.

« Pendant une semaine, les parisiens ont marché à pied et ne savent toujours pas pourquoi »

Le Journal de Dimanche (11-10-71)

Pendant dix jours les conducteurs du métro ont fait la grève, ils ont repris le boulot et savent bien pourquoi.

« Grimpe les échelons, petite grenouille, les meilleurs arriveront en haut ! » nous répètent sans arrêt patrons et syndicats. 2.500 conducteurs déclassés les ont cru, comme vous. Comme nous tous ils ont défendu leur place sur l'échelle.

Mais eux, placés à un point stratégique de Paris, ils ont grippé le fonctionnement de la machine. Ils nous ont gênés, bien sûr, mais une grève qui ne gêne personne à quoi ça sert ? Ne fait-on pas grève pour gêner les patrons ?

Pendant un temps, tout a marché comme d'habitude : les syndicats ont donné l'ordre de débrayer puis de reprendre le travail après avoir obtenu des clopinettes. Les conducteurs n'ont pas marché, ils ont continué la grève seuls, contre patrons et syndicats. Et la presse, la radio, la TV, le gouvernement et les syndicats, tous unanimes, se sont déchaînés contre ceux qui ne voulaient que défendre ce que vantent sans arrêt la presse, la radio, la TV, le gouvernement et les syndicats.

Les 2.500 conducteurs du métro nous ont démontré qu'une lutte, même catégorielle, qui n'est contrôlée par personne d'autre que les travailleurs eux-mêmes, met à nu les fondements de la société capitaliste. Et la presse, etc... avoue ouvertement que le rôle des syndicats c'est de tenir leurs troupes en mains (**vous et nous**) pour que chacun reste à sa place, au travail.

Isolés dans leur lutte catégorielle, coincés par les manœuvres syndicales, les conducteurs n'ont pu que reprendre le travail.

Dépasser les catégories, renverser les barrières entre travailleurs, s'organiser soi-même :

C'EST RENVERSER LE CAPITALISME.

Les joyeux marcheurs.

Problèmes Universitaires

L'évolution récente dans les universités et dans le secteur de la recherche scientifique a mené beaucoup de ceux qui y travaillent à s'interroger sur les méthodes de lutte traditionnelle dans ces milieux.

On se souvient qu'en Mai 1968 le S.N.E.Sup. (Syndicat des enseignants de l'Université) était « gauchiste » avant la lettre et que son secrétaire général était Alain Geismar. On sait également que les staliniens en ont repris la direction dès 1969, laissant l'opposition de gauche dans le désarroi. Pour certains « oppositionnels » il ne s'agissait que de reprendre la direction de l'appareil, pour d'autres au contraire il fallait tirer la conséquence de la cassure apparue, après mai 1968, entre les divers membres du syndicat. On préconisait le plus souvent de lutter au sein d'une « mino », qui rapidement s'est montrée n'être qu'un fantôme, ou de créer un nouveau syndicat, soit même d'entrer en force, copiant la tactique trotskyste, dans la C.F.D.T.

On ignore davantage l'évolution du S.N.C.S. (syndicat des chercheurs) qui a eu, lui, après Mai 68, une direction gauchiste avec ses compromis internes entre tendances léninistes et non léninistes plus libérales. Le syndicat, sous cette direction et plus tard, a mené quelques actions assez dures, mais il est vite apparu qu'elles étaient assez vaines et ne menaient pas à la mobilisation de masse que certaines escomptaient. La fraction gauchiste a fini par perdre le pouvoir au sein du syndicat, qui est revenu là aussi aux staliniens.

Depuis un an environ, une évolution semblable à celle du S.N.E.Sup se déroule au sein du S.N.C.S.. Mais, outre les tendances signalées ci-dessus, on voit apparaître maintenant des membres des deux syndicats qui remettent en question le syndicalisme lui-même, bien qu'au sein de l'Université et de la Recherche la situation d'un syndicat soit différente de celle de l'industrie (les syndicats ont souvent l'allure de gros groupuscules) et qu'en particulier le S.N.C.S. ait laissé s'exprimer dans son journal des tendances nettement anti-syndicales.

Le texte reproduit ci-dessous émane de quatre physiciens et mathématiciens (deux chercheurs deux enseignants-chercheurs, deux femmes, deux hommes). On verra que ces quatre personnes tentent une analyse de la société actuelle pour en tirer une sorte de plate-forme d'action. Si cette démarche n'est pas sans rappeler celle, classique, de tous les fondateurs de parti nouveau, on verra que les auteurs arrivent à une conclusion bien différente. Dans une première version de ce texte, la création d'un journal était présentée comme la mise en place d'une « structure d'accueil ». Cette position a été critiquée dans une lettre écrite par une chercheuse et un enseignant-chercheur non-syndiqués. Comme les auteurs du premier texte font circuler celui-ci accompagné de cette lettre, nous les reproduisons ensemble ici. On peut entrer en contact avec ces différentes personnes par l'intermédiaire d'I.C.O.

Il est symptomatique que le texte soit rédigé surtout par des physiciens. En effet l'évolution de l'emploi et du travail dans cette catégorie sociale connaît en ce moment une période de récession - tant dans le domaine de l'argent alloué à la recherche que dans celui des idées de recherches ou dans celui de la division du travail - qui contraste avec la période de boom de 1945 à 1967. Une étude sérieuse de cette évolution reste à faire, mais c'est elle qui mène à certains craquements, plus spectaculaires encore aux Etats-Unis. (Voir pour quelques détails ICO n° 106-107, p. 23)

HYPOTHESES DE TRAVAIL

Directement ou par la rumeur, les destinataires de ce texte ont pu faire connaissance d'un projet de relance sur des bases rigoureuses, de l'activité revendicatrice et politique au sens le plus large, dans les Universités parisiennes. Quelques réu-

nions ont eu lieu, l'ébauche d'un journal réalisé, etc...

Cette note précise les hypothèses de travail qui fondent cette démarche et propose un début de calendrier.

1. — L'ANNEE ECOULEE.

L'année 70-71 aura été une année de transition : la situation apparaît métastable (1). Les caractéristiques qui méritent d'être signalées sont les suivantes :

1.1 — Les étudiants et avec eux les salariés de l'Université ne sont plus au cœur des batailles revendicatives et politiques. La combativité des secteurs traditionnels du milieu ouvrier (métallurgistes, cheminots) a pris le devant de la scène. C'est en partie bon signe puisque c'est l'appareil de production qui est le théâtre des conflits et non sa périphérie universitaire. Toutefois, la prédominance des luttes ouvrières coïncide avec la faillite des schémas d'action proposés dans l'Université.

C'est ainsi que la grève des enseignants du secondaire contre les mesures de suspension et licenciements arbitraires, n'a pas connu de répercussions dans le supérieur, alors que pour la première fois, des centaines d'enseignants de la région parisienne, échappant à la paralysie syndicale, ont pris en main leur lutte sur un problème revendicatif précis. Même lors des manifestations lycéennes de l'affaire Guiot, la carence a été totale.

1.2 — Les luttes ouvrières de cette année ont presque toutes mis au grand jour (2) le rôle assigné par le système aux syndicats : celui de courtiers en négociations, de négociants de la force de travail, très souvent débordés par le mouvement, cherchant toujours et *avant tout* à le contrôler, toujours les plus forts une fois la grève finie. Dans la grève des O.S. de l'usine Renault du Mans et dans la grève de la S.N.C.F. (qui venait, elle aussi, du refus des conditions de travail) la déformation et la récupération des motifs de ces grèves et des revendications avancées par les ouvriers, en sont la meilleure preuve.

Le même constat négatif peut être dressé pour les syndicats universitaires, encore aggravé par leur caractère d'organisations de cadres, complètement compromises dans la « participation ». Chaque fois qu'il y a eu un mouvement revendicatif, il a dû se définir *contre* les syndicats :

(1) C'est-à-dire que nous ne prétendons pas que le capitalisme est fatalement voué à l'effondrement dans un proche avenir, mais qu'il présente des symptômes d'instabilité.

(2) Au grand jour parce que ce constat était fait par l'ensemble des mass-média : il n'était pas nécessaire d'être un expert, mais seulement d'écouter Europe n° 1 ou de lire France-Soir.

lors de la grève de protestation contre la mutation arbitraire des techniciens de la Halle aux vins, le comité de grève fut constitué contre le contrôle de l'Intersyndicale.

Ainsi à l'échec des schémas politiques proposés s'ajoute le lent mais inexorable déclin du syndicalisme universitaire : ses militants les plus actifs, même s'ils refusent cette réalité, n'ont plus confiance dans le sens de leur propre action. La référence aux syndicats nationaux est paralysante et dérisoire. La polémique avec les majoritaires est stérile : à quoi bon faire voter majoritairement des actions que nous serons seuls à faire ? A quoi bon rechercher désespérément ou simuler l'unité syndicale avec une fraction politique qui se déclare ouvertement notre ennemie ?

1.3 — Ce qui rend ce dépérissement encore plus net c'est l'émergence de nouveaux thèmes et de nouvelles formes d'intervention qui, même sur le terrain revendicatif (comme l'ont montré les grèves sauvages) peuvent avoir un impact très supérieur à ce que le maniement d'un appareil peut offrir de mieux. Au delà du spectaculaire éventuel, c'est tout le fatras de pseudo-organisation qui est mis en pièces. L'incapacité du jargon militaro-politique (front, service d'ordre, liaisons, négociations, etc...) à rendre compte de ces luttes en est le meilleur exemple.

1.4 — Appuyé par un électorat inspiré par les secteurs les plus rétrogrades de la bourgeoisie, le gouvernement n'a riposté à ces luttes que par la politique du bâton. On a assisté à un glissement du pouvoir vers la droite. Pour la première fois depuis de nombreuses années on trouve des hommes qui, au sein même du personnel gouvernemental, se présentent nettement comme les têtes possibles d'une issue plus à droite. Venant après Mai 68 et la persistance de la combativité ouvrière, cela ne surprend guère. Ce qui, par contre, est un motif sinon de surprise, du moins d'inquiétude, c'est la nature des réponses apportées à ce glissement à droite, par les partis de gauche et les groupuscules : ils nous offrent en effet le choix entre un ordre géré par les représentants qualifiés du P.C.F. et des parties de gendarmes-voleurs avec les fascistes d'Ordre Nouveau. Aux amateurs d'histoire faut-il rappeler que Hitler fut battu dans la rue par le P.C. allemand avant de prendre le pouvoir ?

2. — EVOLUTIONS POSSIBLES.

2.1 — A droite : Compte tenu des caractéristiques que nous venons de souligner, le divorce qui existe entre la « politique » telle qu'elle est

instituée (élections, partis, notables...) d'une part et les grèves sauvages et les mouvements de révolte d'autre part, peut-il être résorbé ? Si oui, cela veut dire que tout ce qui s'apparente de près ou de loin au gauchisme est, dans l'immédiat, voué à l'échec. Dans ce cas, toute volonté de regroupement n'est que la prétention à s'insérer dans les institutions existantes, tout en se proclamant révolutionnaire ou d'avant-garde (1).

Ce point de vue est peu fondé. Les tensions qui traversent la bourgeoisie française limitent très sérieusement sa capacité de récupération. Le racisme anti-jeunes, la peur de la musique pop, le remaniement de la loi Edgar Faure, la dominance du monde policier comme expression de l'Etat, témoignent de son incapacité à imaginer et à adopter des stratégies de « réponse graduée ». En effet, le gouvernement, tout en ayant la volonté d'industrialiser le pays, c'est-à-dire de précipiter la concentration capitaliste, est obligé de s'appuyer sur la vieille bourgeoisie. Ce n'est pas là, sans doute, « la contradiction », celle qui entraînera le système à sa perte, mais c'est en tout cas une difficulté sérieuse pour le pouvoir.

Le glissement à droite remarqué cette année est donc, pour le gouvernement actuel, irréversible. Il n'a guère d'autres moyens que ceux-là pour gouverner. Jusqu'où peut-il aller ? C'est toute la question. A l'époque de la guerre d'Algérie, il s'agissait de régler contre des colons condamnés par l'histoire, un conflit colonial qui entravait le développement néocapitaliste ; maintenant c'est contre les conséquences mêmes de ce néocapitalisme (ouvriers qui en veulent plus, lycéens rejetant les tutelles, étudiants sans avenir précis) que Marcellin fait jouer sa police. C'est pourquoi il est difficile de cerner la limite et les contours de l'évolution à droite. Les Etats-Unis qui offrent l'exemple d'un mélange de garanties individuelles et de répression féroce contre les groupes qui menacent vraiment l'ordre établi, ne peuvent servir de modèle car les institutions gouvernementales n'ont pas le degré de centralisation qu'elles ont en France. Enfin, s'il est vrai que la situation en Europe occidentale n'a rien de comparable avec celle de la fin des années 20 (argument souvent invoqué pour écarter l'hypothèse d'une solution fasciste), des accidents économiques notables ne

(1) On peut penser que ce jugement est partagé par la Ligue Communiste et le P.S.U. qui tous deux distinguent « révolutionnaires » et « gauchistes ». Distinction dont ils s'arrogent l'un et l'autre et chacun pour son compte, l'exclusivité des critères : les révolutionnaires sont définis non par l'acte de faire la révolution, mais par la conformité à un schéma idéologique. Curieuse logique !

sont pas à écarter. En particulier une aggravation de la crise américaine ne serait pas sans conséquence ici.

En résumé, le style de gouvernement de l'équipe au pouvoir a peu de chances d'être radicalement remis en question. Tant que cette équipe est en place, on doit compter sur le maintien et sans doute l'accentuation de la répression.

2.2 — *A gauche* : Mais l'avenir d'un système est rarement lié à celui de ses exécutants. L'alternative « politique » institutionnelle, c'est le remplacement de l'équipe actuelle par un gouvernement de gauche. Chronologiquement, cela ne peut intervenir qu'à l'issue d'élections législatives actuellement fixées en 73. Si la situation économique venait à se détériorer, l'U.D.R. qui normalement devrait perdre des sièges (le contraire serait l'indice d'une très sérieuse dégradation des libertés publiques) pourrait être devancée par l'union des gauches, ceci pour deux raisons : d'une part on voterait contre les sortants ; d'autre part les cercles éclairés du capitalisme français trouveraient intéressant de confier à un gouvernement se réclamant du mouvement ouvrier, le soin de dénouer la crise en invitant les ouvriers à retrousser leurs manches et à se mettre au travail (comme ce fut le cas en 36 et en 45). Avec la transformation du P.C.F. en parti de gouvernement, avec la tentative Mitterrand-Deferre au P.S., il ne manque pas de candidats pour tenir ces rôles.

La défense acharnée, par les uns et les autres, de l'ordre, de la nécessité de faire croître la production, de la « modernisation », interdit toute illusion. Une tentative gouvernementale de gauche qui, pour être crédible aux yeux des bourgeois, devrait faire les preuves de ses capacités gestionnaires, n'aurait d'autres moyens de gouvernement que de faire participer les syndicats au maintien de l'ordre. Alors qu'ils sont officiellement dans l'opposition, les syndicats sont débordés par les ouvriers ; comment imaginer qu'il en aille autrement dans une situation économique dégradée mais dans un contexte politique qui apparaîtrait comme favorable ? Le maintien de l'ordre est donc un problème à régler pour tout gouvernement. Cela ne veut pas dire qu'une évolution à gauche soit équivalente à une évolution à droite, mais cela veut dire que la différence ne pourra être appréciée que s'il se développe des mouvements sociaux qui ne soient pas sous la tutelle de la combinaison gouvernementale.

Les partis politiques pronent tous le renforcement de l'Etat, le développement de la production, le respect de la famille, du travail, de la patrie. C'est dire que les espoirs politiques qu'on peut placer dans le jeu politique traditionnel sont

plus que minces. C'est pourtant à ce jeu que se cantonnent les gauchistes institutionnels (trotskystes, P.S.U.) en y revendiquant leur place. Et c'est aussi ce jeu là que jouent les maos (quoi qu'ils en disent) lorsqu'ils raniment les pratiques éculées du libéralisme (appels de personnalités) ; ce qui ne les empêche pas d'ailleurs de faire comme si le jeu politique traditionnel n'avait pas de répercussion sur le quotidien !

Dans les deux parties qu'on vient de lire, on a présenté les traits saillants de la situation, ses évolutions possibles. Ce type d'analyse, s'il est rarement explicité, est assez largement partagé. Ce qu'il est possible d'entreprendre sur ces bases prête sans doute davantage à discussion.

3. — COMMENT FAIRE ?

3.1 — Par tradition, le mode d'action privilégié des salariés universitaires est le syndicat. Voilà une phrase qui ne prête guère à confusion, semble-t-il, et pourtant si. Ce qu'il faut dire c'est que le mode d'inaction privilégié des salariés universitaires c'est le syndicat. Les syndicats n'ont obtenu *aucun* résultat contre la répression, *aucun* résultat contre les licenciements cette année. Par contre, les entrevues dans les ministères, la dénonciation des gauchistes sont allées bon train. Il faut d'ailleurs remarquer que les grands succès des syndicats universitaires datent de l'époque où les gouvernements avaient décidé l'expansion de ce secteur, et où le manque de main-d'œuvre intellectuelle permettait d'obtenir ces succès par le jeu des lois du marché. Les syndicats, par leur nature même, continuent à accepter de jouer ce jeu, de rester sur le terrain de la vente de la force de travail réglée par ces lois du marché — faute de quoi ils se verraient refuser par la classe dirigeante le rôle de négociateurs accrédités, c'est-à-dire mettraient en danger leur existence et leur principe. Dans la situation actuelle de la relative récession du « secteur intellectuel », ils n'ont donc, en tant qu'institutions, qu'une issue : le recul « stratégique » devant un adversaire (ou plutôt un partenaire) qui ne respecte plus les règles du jeu qui avaient été longtemps considérées comme acquises. Dans ce contexte, la solution qui tente certains militants : changer de syndicat, ne peut pas résoudre les problèmes. Même si on peut considérer l'évolution de certains secteurs des syndicats (fractions gauchistes de la C.F.D.T.) (1) comme positive, il faut constater

que, là où elle existe, elle ne se manifeste pas comme un changement du *syndicat* lui-même, mais comme une évolution des *syndiqués* vers des positions para ou même antisyndicales.

Tout ceci n'est pas une question de coloration politique des directions syndicales, mais plus profondément la marque de la stérilité secrétée par ces institutions. Le crétinisme des programmes d'enseignement, leur inadéquation totale à n'importe quel projet social (fût-il néocapitaliste), trouve son égal et son répondant dans le syndicat. Créatinisé par la hiérarchie et sa fonction sociale, le salarié universitaire l'est aussi par les cadres syndicaux, leur rituel hors du siècle, leur cléricisme socio-laïco-bureaucratique. Une compagnie d'assurance ne donne pas le pouvoir à l'imagination, même si elle est en faillite.

Mais ce qu'il y a de plus grave c'est qu'aujourd'hui ce que cautionne l'existence des syndicats : la division entre politique et économique, le fétichisme de la délégation, l'unanimité de façade, les modes d'intervention ritualisés, l'invocation de masses d'autant plus absentes qu'on les évite toujours, tout cela est un obstacle à toute action digne de ce nom. Le syndicalisme ne doit donc pas être ignoré mais combattu : il pompe nos sous, nos forces, il est une illusion dangereuse.

3.2 — Restent donc les structures qui, de près ou de loin s'apparentent aux comités d'action. Cela soulève des problèmes de crédibilité puisque ces comités sont maintenant peu nombreux et que leur activité est souvent sporadique, toujours parcellaire. Dans la mesure où aucune conception d'ensemble ne s'impose il est normal et sain que des groupements qui refusent les chapelles ne se donnent d'existence que quand ils ont quelque chose à faire. L'aspect sporadique n'est donc pas un défaut en soi. Par contre le cantonnement dans le parcellaire (souvent pour ne pas « diviser » le comité) est la véritable faiblesse. De là viennent les actions exemplaires, la répétition scolaire des sous-produits involontaires du situationnisme (la fête *organisée* !), la condamnation morale.

Cette insuffisance est manifeste dans les groupes des Cahiers de Mai et de Labo-Contestation : on reste au stade d'une description phénoménologique des conditions de travail par refus de toute théorisation. Conséquence logique, le champ est laissé libre aux groupuscules de tout poil pour « synthétiser ».

Enfin, la plus grande faiblesse de tous ces comités est que précisément leurs membres ne les reconnaissent pas pour ce qu'ils sont. Pour les sympathisants maïstes ils ne sont que des

(1) Une évolution prévisible de cette centrale est son association avec le P.S. (nonobstant une opposition de gauche P.S.U.).

organes de transition, les éléments épars d'une organisation de masse, du parti qui finira par se former. Pour beaucoup d'autres la nostalgie de l'Organisation demeure fermement ancrée, malgré un pratique à contrario. Cette situation est singulièrement nette dans la mosaïque des comités rattachés au Secours Rouge, qui n'osent affirmer leur autonomie et se laissent piéger entre la Ligue qui ne défend que les siens, et les maos dont les tribunaux populaires promettent d'exécuter leurs sentences le jour (sic) de la révolution.

Mais, tout ceci étant dit, il faut reconnaître que ce qui s'est fait d'important depuis 68 s'est fait à partir de là et avec les insuffisances qu'on vient de dire. Si l'expérience veut dire quelque chose c'est cela et cela seulement qui doit être pris en compte. Les 300 inconditionnels du S.N.C.S., la poignée de responsables syndicaux du S.N.E.Sup. ne comptent pas face à cela.

Sans machine, sans service d'ordre, à partir d'une sensibilité critique réelle (quoique parfois très faible) les comités ont fait plus pour organiser que les minorités des syndicats. Les idées qui se sont popularisées ont fait plus pour unifier les travailleurs que les rares succès tactiques et incommunicables de quelques syndicalistes enfermés dans une réunion de commission administrative (qu'on écoute bien les mots : les syndicats de fonctionnaires ont des commissions administratives). La constitution d'un courant non centralisé mais qui se révèle homogène dans les idées et les actions entreprises est un progrès politique décisif.

C'est donc dans ce cadre qu'il faut travailler tant pour faire front aux périls de jeu politique traditionnel que pour poursuivre cette critique du quotidien qui vaut mieux que l'encartage des adhérents. Ces choses-là sont trop sérieuses pour qu'on les confie aux syndicats et aux groupuscules...

Ce que nous proposons, c'est d'impulser la création ou la remise en route de comités de base dans les facultés parisiennes. Pour que cette relance soit autre chose que l'expression de velléités militanto-chrétiennes, il faut la faire à partir de la reconnaissance de ce que sont ces groupes. La coordination, les moyens techniques doivent être présents et réalisés dans cette optique.

4. — QUOI FAIRE ?

Réponse : établir une relation vécue entre la réflexion et l'action pratique. Ceux à qui s'adresse ce texte ne l'ont pas fait (nous non plus), soit

qu'en voulant plonger dans l'activisme ils aient repoussé au second plan toute prise en compte du devenir des luttes, soit qu'au contraire, sous prétexte que « ça n'était pas clair » ils se soient repliés sur eux-mêmes. Mais cette liaison action-réflexion-action ne consiste pas pour nous à imposer une « ligne ». C'est-à-dire que pour avancer notre point de vue nous ne meublerons pas les temps morts de l'action par des activités bidon qui rassemblent fidèles et sympathisants et permettent au vedettariat de s'implanter. Quoi faire ne signifie donc pas quel programme mais plutôt un ensemble de points, certains urgents, d'autres moins mais peut-être plus décisifs, à propos desquels on peut faire preuve d'initiative : attirer l'attention, déplacer un rapport de forces, créer une situation.

C'est le cas au premier chef des luttes économiques que les syndicats ne mènent plus ou n'ont jamais menées : vacataires, chargés de cours... Il n'y a aucune raison pour que ces demi-soldes de l'Université soient les sacrifiés dans la stratégie de défense des nantis qui est celle des syndicats (maîtres-assistants et au-delà, chargés de recherche et au-delà, techniciens A et B). Les affirmations de principe ne peuvent là-dessus remplacer les actions locales.

Cette reprise des luttes économiques ne peut être réelle qu'à la double condition que des actions locales soient menées de fait et que soient dissipées les dernières illusions sur l'Université.

Malgré les I.U.T., les D.E.A. industriels, les maîtrises de gestion ou d'informatique, elle est avant tout, en ce moment, une immense garderie de jeunes qui, s'ils étaient sur le marché du travail, créeraient une situation explosive — et pas seulement sur le plan économique. L'Université n'est pas, comme on a pu le croire, en train de devenir la matrice d'un développement industriel. Elle est plutôt un paravent qui contribue à masquer que l'idéologie de la croissance économique continue n'a pas de support logique autre que celui des exigences du maintien du capitalisme, de l'adaptation du capitalisme français à la concurrence internationale. Les discours de Pompidou sur l'industrialisation, les vœux de Chaban-Delmas pour une nouvelle société et les ambitions néo-keynesiennes du P.S. et du P.C.F. veulent faire passer cette option productiviste pour une nécessité technique. Ce productivisme se manifeste partout : dans l'université « publish or perish », dans l'industrie sous la forme bestiale et esclavagiste du travail à la chaîne.

On est donc dans une situation où, « paradoxalement », la critique d'une Université qui répond mal aux exigences de modernité du système doit

reposer plus clairement que ces dernières années sur une critique de la production et du productivisme. Cette critique est importante dans la mesure où elle nous permet de nous libérer de l'économisme qui encombre les idéologies de gauche (et donc elle appelle une conception du socialisme qui n'en fasse pas la conséquence fatale de l'électrification). De plus, cette critique apporte aux discours sur la nécessité du maintien de l'ordre une réponse débarrassée du jésuitisme libéral. Ce que les partisans de l'ordre (à droite et à gauche) défendent c'est l'ordre qui permet le maintien du mode de travail, la liberté d'obéir à cet ordre. Il est clair que la critique du productivisme, dont on peut dire qu'elle est commencée dans les faits avec la révolte des O.S. du Mans, doit être poursuivie même en dehors des révoltes ouvrières. En tout cas, on doit être prêt à y prendre part.

La critique du milieu qui repose actuellement sur le refus du productivisme réclame aussi qu'on débâte enfin largement du statut social du salarié universitaire qui, même s'il n'est pas toujours fonctionnaire, reste agent de l'Etat. Il faut sur ce point dénoncer l'attitude de la gauche traditionnelle, digne héritière des instituteurs de la IIIème République, en ce qu'elle croit ou feint de croire qu'en réclamant force nationalisations et étatisations elle contribue à l'avènement du socialisme. Cette contribution est en fait une contribution à l'installation progressive d'un capitalisme d'état. Il n'est pas étonnant, dès lors, de voir ces dignes défenseurs de la laïcité et de l'étatisation s'intégrer parfaitement à leurs fonctions professionnelles (...jusqu'au point d'ailleurs de favoriser l'entrée du patronat dans l'Université pour mieux faire fonctionner celle-ci — voir syndicat C.G.T. de l'Enseignement Technique et position de Juquin au printemps 71). Ici aussi la critique du rôle de l'Etat implique le refus d'un socialisme d'état (celui qui vient d'en haut et n'est donc pas socialiste) comme elle permet de remettre sur pied la riposte contre les tenants de l'Ordre et de l'appel à l'appareil d'Etat pour régler les conflits comme si l'Etat était un appareil neutre dont il suffirait de s'emparer pour que soient modifiés les rapports sociaux (1) — ces rapports sociaux dont le centralisme foncier de l'intellectuel universitaire, sa vocation permanente à croire qu'il a du pouvoir quand il n'est qu'un

(1) Sans vouloir faire dire aux groupuscules ce qu'ils ne pensent pas, faisons quand même remarquer aux trotskystes, avec ou sans programme de transition, aux maoïstes enclins à devenir juges populaires, qu'ils placent dans l'Etat la solution des contradictions qui naissent d'un développement révolutionnaire. En cela ils sont léninistes.

exécutant, s'accommodaient fort bien. Mais aujourd'hui la dégradation relative de la condition des salariés universitaires les rend sensibles à cette critique de leur relation avec l'Etat comme de leur statut professionnel, que jusqu'ici la majeure partie d'entre eux a acceptés.

Les thèmes évoqués dans cette quatrième partie : reprise des luttes économiques, critique du productivisme, relation Etat-salariés universitaires, ont entre eux ceci de commun que leur traitement implique une libération de la conscience politique. Cette libération a un aspect précis : le refus du léninisme comme de ses sous-produits qui, dans tous les pays industrialisés (1) du monde, ont clairement — pour employer le jargon technique — un aspect de droite.

Les mouvements sociaux qui secouent les pays industriels sont en rupture avec la tradition léniniste. Ce n'est pas une rupture de circonstance, elle est de principe (même si ses acteurs se promènent avec des portraits au-dessus de leur tête). Les léninistes n'ont pu régler le problème du stalinisme (qui d'ailleurs en regardant Cuba peut un seul instant penser que ce problème ne se pose plus ?), le léninisme n'a aucun impact critique face au capitalisme contemporain. Fruit de la Russie tsariste, il prônait un modèle de développement étatique et productiviste. Ce modèle n'est pas réalisé en Occident, mais il participe des mêmes valeurs que celles qui nous sont serinées depuis l'enfance. Qu'on songe à l'audience du P.C.F. parmi les ouvriers aisés ou les fonctionnaires de l'Education Nationale, on trouvera dans le léninisme la racine du conformisme social qu'il nourrit, de la sécurisation par la défense de l'ordre, etc... Parler de « trahison des dirigeants », de « révisionnisme », c'est vouloir restreindre à des questions d'appareils une réalité qui a cinquante ans d'existence dans le monde entier.

Finalement il ne s'agit pas de créer une structure d'accueil parasyndicale ou paragroupusculaire, avec sa « ligne », son appareil, son bureau, ses délégués, mais de permettre aux groupes de base qui peuvent exister ou se développer dans les universités parisiennes d'échapper au parcelaire et à la satellisation en acceptant de mener simultanément la lutte sur le plan local et la réflexion et le débat sur les problèmes de fond. Ceci peut se faire dès la rentrée au moyen d'un journal.

(1) La fonction du léninisme et sa relation avec le nationalisme dans les pays du Tiers Monde doivent certainement être analysées séparément, en tenant compte de la situation propre de ces pays.

Ce journal peut avoir pour objectifs :

— *d'informer* : l'expérience montre que les informations qui nous concernent ne passent jamais dans la grande presse, assez rarement dans les journaux des groupuscules, pas du tout dans la presse syndicale. Où a-t-on pu lire un compte rendu des grèves de la Halle aux Vins, de l'I.N.A.G., des mesures de licenciement au C.N.R.S. ?

— *de coordonner* au niveau qui nous intéresse : celui des idées qui déterminent à agir, le journal prenant en charge le développement des débats esquissés ici. Ces débats ne sont pas académiques, si un tel journal avait existé on aurait pu, par

exemple, y développer ce qui n'a pas eu lieu : une discussion des thèmes d'intervention du Secours Rouge, notamment des tribunaux populaires.

Il doit certainement être irrégulier — adapté aux circonstances, à la nécessité d'information autour d'une action, etc...

On propose donc que ceux qui sont intéressés par la réalisation, dans l'esprit indiqué ci-dessus, d'activités et de circulation d'information se réunissent le samedi 2 octobre 71, à 9 heures 30, à la Halle aux Vins, Tour 23, 4e étage, couloir 23-13.



ANNEXE I

Cette lettre se réfère à une première version du texte (en particulier page A-4), qui a été ensuite quelque peu modifié.

Chers Camarades,

Votre lettre « Hypothèses de Travail » nous est transmise par l'une d'entre vous avant sa publication et sa circulation. Elle nous semble une bonne introduction à la création d'un journal centré sur les universités et sur la recherche, objectif auquel nous donnons tout notre accord. Voici toutefois les commentaires que ce texte nous inspire. Prenez-les comme une collaboration à la discussion qui doit être aussi large que possible et exempte de tout sectarisme.

Le texte se présente en gros en deux parties. L'une regroupant les chapitres 1 et 2, se veut une analyse du capitalisme moderne et plus particulièrement du capitalisme français. Bien que cette première partie conditionne largement la seconde, nous ne voulons pas ici entrer dans le détail d'une critique qui ressortirait rapidement à une bataille d'opinions et d'évaluation de la situation actuelle. Sans doute pourrions-nous aussi discuter quelques points sur la caractérisation de la société du capital et ceci d'un point de vue plus général. Mais là n'est pas notre propos. Il est d'aller tout de suite à la conclusion : Quoi faire et Comment ? Pour cela nous nous livrerons rapidement à une petite analyse de la lutte de classe au cours des années écoulées.

Dès les débuts mêmes du capitalisme, la lutte et la résistance des exploités se sont développées. C'est un truisme de faire remarquer qu'aussi longtemps que ces luttes restèrent isolées elles furent

sans influence sur la condition des exploités. Le mouvement chartriste et la création des syndicats furent en fait, et dans les conditions de l'époque, un des premiers pas révolutionnaires de la classe ouvrière. En créant ces organisations celle-ci montrait sa puissance et surtout elle mettait en avant la qualité essentielle qui doit être la base de toute transformation sociale : la solidarité.

Ce rappel historique n'est fait que pour montrer que de tout temps la pierre d'achoppement de tout mouvement, révolutionnaire ou non, est celui de la coordination. L'histoire a répondu à ces exigences par la formation des syndicats et des partis politiques, à laquelle la bourgeoisie a répondu par la création de ses propres syndicats et partis. A toute cette période du développement du Capital, a correspondu dans la classe des producteurs une idéologie particulière, l'idéologie social-démocrate, celle qui affirme que la classe des producteurs est incapable de dépasser le niveau de conscience *trade-unioniste*, celui de la simple association de défense, et que la transformation sociale, le « socialisme », doit être amenée par des corps spécialisés soit par suite d'élections démocratiques (branche occidentale de la social-démocratie), soit par suite de luttes violentes dans la rue et ailleurs (branche orientale, c'est-à-dire léninisme et tous ses dérivés). Vous signalez avec juste raison le fait que cette conception de la transformation sociale revient à remplacer une société d'exploitation par une autre puisque finalement la caractéristique essentielle de la société sans classe, c'est-à-dire l'autoresponsabilité, n'y existe pas. Il est remarquable qu'une critique dans les faits ait existé historiquement dès 1905, 1907, etc... avec les tentatives de mise en place de conseils ouvriers et d'auto-organisations tant en Russie qu'en Allemagne. C'est l'existence de ces mouvements sauvages avant la lettre qui pouvait

montrer dès cette époque le caractère caduc de la conception social-démocrate, et vous avez raison de souligner qu'aujourd'hui l'existence de nouvelles formes de lutte confirme cette condamnation historique.

Donc, aujourd'hui, à la suite de cinquante années de défaites triomphantes du léninisme et de palinodies social-démocrates, cette idéologie a du plomb dans l'aile. Est-ce à dire qu'elle a disparu ? Pas du tout. Elle continue tout de même à être la conviction moyenne de l'ensemble de la population, même si celle-ci se rend compte qu'il y a des grippages dans son fonctionnement. D'ailleurs qui peut prétendre en être complètement délivré ?

Le caractère débloquent de mai, la « trahison » ouverte des organisations politiques et syndicales ont rendu manifestes certains traits de ces organisations dans le système — traits que vous ne manquez pas de souligner. Maintenant, ces traits sont connus de beaucoup et il devient difficile de trouver quelqu'un qui puisse affirmer qu'il a entière confiance dans les syndicats. Mais on s'en borne à cette méfiance en général. Cette méfiance trouve son expression dans toute une fraction du mouvement gauchiste. Les trotskystes par exemple, tout en restant enfermés dans leur idéologie figée d'il y a un demi-siècle, ne pensent qu'à reformer l'organisation pure et dure nécessaire en réformant du même coup les organisations existantes. Pour les maos, au contraire, ces organisations doivent être détruites et, par la dynamique même des luttes, la nouvelle Organisation, le parti se créera de lui-même.

Ce faisant les maos sont sensibles au problème de l'organisation de la lutte et de la société future. Mais ils n'en voient la solution que sous la forme de la création d'une élite — le parti, issu de la classe peut-être, mais peu importe — qui prendra le pouvoir quitte à ce qu'il soit mis régulièrement en cause par des révolutions culturelles successives, et en cela ils restent léninistes.

Plus à gauche (si cette distinction éculée entre gauche et droite a encore un sens) se trouvent tous les « spontanéistes », qui, à de rares exceptions près, pensent que ce problème de l'organisation n'a même pas à se poser. Pour eux la solution se construira d'elle-même. Pourtant les grèves sauvages (qui ne sont pas un nouveau phénomène loin de là, puisque en Hollande et en Angleterre, par exemple, leur fréquence a été plus forte de 1945 à 1968 qu'en France depuis cette date) n'ont amené rien de nouveau. C'est qu'un autre problème se pose, celui de la conscience des travailleurs, de la nécessité de leur organisation.

Le grand mot est lâché : l'organisation reste le problème fondamental de la « révolution ». Mais quand on parle de l'organisation il y a toujours confusion entre organisation des producteurs en lutte, c'est-à-dire leur auto-organisation, et l'Organisation politique. Chaque fois que cette confusion existe, on a à faire à des social-démocrates et c'est de nouveau en cela que les maos n'y échappent pas.

La société capitaliste d'aujourd'hui, si elle a créé des systèmes de production où le travail d'un individu est toujours fonction du travail d'autres et par conséquent exige coordination et collaboration, a créé simultanément les antidotes qui permettent à cet état de fait de ne pas se transformer en une prise en main par les travailleurs eux-mêmes, associés, libres et égaux, de l'économie et de la production et de la distribution sociales. Par l'idéologie de la compétence, par l'atomisation des tâches, par la hiérarchisation des salaires et des responsabilités, par la création de travaux inutiles (qui ont évidemment d'autres fonctions), par la destruction des lieux de rencontre entre les hommes (qu'on mesure à ce sujet l'influence des *mass media* et de la TV en particulier) elle a contribué à ancrer dans les individus l'individualisme bourgeois. Mais les hommes, bien sûr, ne peuvent pas vivre entièrement séparés les uns des autres et l'un des rôles des syndicats aujourd'hui (pas le seul évidemment) est de créer une unité factice, de donner l'impression de lutter coude à coude, de canaliser dans des directions bien déterminées des énergies qui s'emploieraient dangereusement ailleurs.

En Mai 68, une des caractéristiques du mouvement, une des raisons de la joie qui régnait à cette époque, c'était l'apparente destruction de ces barrières. Chaque fois qu'une lutte de quelque importance se met en train, elle se heurte justement à cette atomisation et elle sent, si elle se développe, la nécessité de la dépasser. On se retrouve en quelque sorte dans la situation qui précédait la création des syndicats ; de nouvelles formes d'organisation, de coordination sont à mettre en place et ceci par ceux qui luttent eux-mêmes.

Une lutte à caractère révolutionnaire c'est celle où les travailleurs dépassant d'eux-mêmes les cloisonnements vont chercher *directement* l'appui des autres travailleurs, retrouvant leur arme véritable : la solidarité. Car ce dépassement des contraintes bourgeoises, cette négation de la nécessité d'utiliser les organismes mis à leur disposition par le système ou créés par eux-mêmes à l'intérieur de ce système, sont gros de l'organisation sans classe future : il s'agit là de l'auto-

création des organismes de gestion de la classe des producteurs. On sent que ce travail de transformation est énorme. C'est toute la société bourgeoise, c'est-à-dire également nous-mêmes qui doit être transformée. On comprend maintenant pourquoi les grèves sauvages aussi nombreuses et violentes qu'elles aient été, et qu'elles seront encore, n'ont pu véritablement ébranler le système. Il y a loin du comité de grève, même regroupant des non-syndiqués au conseil ouvrier s'affirmant gestionnaire. Ceux qui, dans la lutte, dépassent les cloisonnements, qui ouvrent la voie du futur, sont les mêmes qui, l'effort terminé, retombent dans l'ornière de l'idéologie syndicaliste et laissent finalement les dirigeants traiter avec les autorités bourgeoises. Le chemin qui mènera à l'auto-organisation est long et difficile.

Si la plus grande partie des spontanéistes négligent ces problèmes, ils ont toutefois la bonne réaction en ce qu'ils ne cherchent pas à imposer a priori une solution institutionnalisée sous la forme d'organismes destinés *par nature* à assurer la nécessaire coordination, en ce qu'ils n'affirment pas a priori l'incapacité de la classe des producteurs à organiser la société future.

Dans votre texte et plus particulièrement les deux dernières pages, finalement les plus importantes, on trouve une certaine ambiguïté. Malgré la conscience exprimée ouvertement que la coordination ne peut se faire que dans et par les luttes, on n'exclut pas à la ligne précédente la prétention « d'essayer de (re) coordonner les groupes de base ». Cette idée qu'on puisse injecter de l'extérieur la coordination est un reste de la mentalité syndicaliste, de la confusion entre Organisation et organisation. Car de deux choses l'une : ou ces groupes existent déjà et c'est à eux de se coordonner, ce que nous pouvons faire c'est de nous coordonner avec eux, ou bien ils n'existent pas encore et, quoi qu'on en dise, si on veut faire cette coordination par avance, c'est créer une structure d'accueil, c'est aller finalement contre le but qu'on se propose, car une structure d'accueil c'est encore un obstacle sur le chemin qui rendra les gens responsables d'eux-mêmes.

Il est à la fois nécessaire d'être plus modestes et d'agir plus conformément aux prémisses exprimées dans le texte et qui affirment rejeter le léninisme sous toutes ses formes. On ne peut réellement prétendre qu'être un comité d'action (le nom importe peu d'ailleurs) parmi d'autres. Un C.A. prêt à participer aux luttes quand il y en a et qui a de plus comme vocation de chercher, au travers d'un journal ouvert à d'autres groupes et individus, à transmettre l'information, à échanger des réflexions, à faire circuler des idées, c'est-à-dire à exprimer certains aspects de la lutte. C'est

cette propagande, qui tend au développement de la conscience individuelle et collective, qui s'inscrit dans la pluralité des tendances existant dans le mouvement actuellement, qui peut également se traduire par des actions plus ou moins exemplaires, voire de défense, qui est à la fois preuve de la vie et de la véritable fonction révolutionnaires.

Une telle tentative pour utile et même nécessaire qu'elle soit est un travail de longue haleine, souvent décevant qui ne rencontre d'écho que dans les moments où les luttes se développent, d'autant plus que ce n'est qu'à ce moment qu'on pourra se rendre compte qu'il a joué un rôle, faible sans doute mais non négligeable dans l'essor même des luttes. On conçoit qu'elle n'attire pas la majorité de ceux qui sont prêts à sortir des syndicats et qui restent nostalgiques de « l'action », mais si on veut bien y réfléchir, on verra qu'elle est indispensable. Il faut repartir à zéro et le zéro commence là.

Pour terminer, nous voudrions évoquer deux expériences personnelles. A Saclay, les comités de base — plus tard désignés sous le nom de Conseils d'Unité — se sont formés spontanément en Mai. ils ont eu leur organe de coordination, le C.I.C., qui s'est formé spontanément lui aussi mais extérieurement. Sans doute le C.I.C. a-t-il exprimé un moment de la conscience des gens, mais le fait même qu'il se soit créé de lui-même et n'ait pas été l'émanation de la « base » (voire même de sa partie la plus « radicale ») est une preuve des limitations du mouvement de Mai, la conscience de la lutte et de l'auto-responsabilité restant au mieux embryonnaire. Mais le C.I.C. composé d'éléments radicaux (syndiqués ou non) avait parfaitement conscience que les conseils d'unité ne pourraient réellement « vivre » que si l'information circulait horizontalement des uns aux autres. Il a dépensé dans cette entreprise une énergie considérable rediffusant les décisions et les motions, provoquant des réunions en tentant même l'édition d'un bulletin où tous les conseils auraient pu s'exprimer. Le danger de cette coordination horizontale est apparue tout de suite à l'Administration et aux Syndicats qui ont tout fait pour saboter l'entreprise. Au plus fort du mouvement Syndicats et Administration ont échoué, le C.I.C. étant soutenu par le personnel. Mais au fur et à mesure que la lutte est retombée, le cloisonnement entre les services est redevenu la règle et les conseils d'unité se sont institutionnalisés.

Tout ceci pour dire que, pour que la coordination se fasse, encore faut-il qu'une grosse fraction des gens la désire. Or, nous n'en sommes qu'au tout début d'un commencement des luttes. Il y aura beaucoup de temps morts.

Dans ces conditions la persistance d'un journal (qui reste indispensable on est bien d'accord) implique qu'une équipe la prenne en charge envers et contre tout et ne se laisse pas décourager par les hauts et les bas inévitables de la situation extérieure (et il y aura plus de bas que de hauts) sans pour autant, à aucun moment, s'en considérer comme dépositaire privilégié ou prioritaire (psychologiquement et matériellement ce n'est pas si facile).

Nous en parlons d'autant plus en connaissance de cause que nous collaborons tous les deux à un groupe qui édite un journal qui défend essentiellement les positions énoncées ci-dessus, sans doute dans des conditions différentes, puisqu'y collaborent des camarades de toutes origines et de toutes activités (ouvriers, employés, intellectuels). En particulier nous savons qu'il est impossible d'éviter les redites, et le ton ennuyeux du déjà vu qui en résulte.

Sans doute ce qui est proposé dans votre lettre est différent en ce sens qu'il s'agit d'un journal fait et distribué sur les lieux du travail, assez semblable à un bulletin d'entreprise, et qui comme tel peut jouer un rôle *direct* non négligeable dans les luttes.

Ce que nous avons voulu souligner dans cette longue lettre, c'est que les ambitions doivent rester modestes, les participants sans illusions sur les résultats à court terme, avec la seule volonté de contribuer à un mouvement général sans prétendre à « l'impulser » ou à le diriger. Le rôle de la circulation des idées, le fait qu'on soit prêt à les défendre et à les mettre en pratique chaque fois que c'est possible, les « actions » qu'on décide soi-même, pour soi-même et non pour les autres, voilà la « ligne » qu'il faut se fixer et qui, correspondant à la véritable attitude « révolutionnaire », peut permettre de dépasser les conditions de la société bourgeoise.

A propos du fonctionnement d'I.C.O. et du pillage au Quartier Latin

NOUS AVONS REÇU LA LETTRE SUIVANTE :

Salut,

Motif de ma lettre : le compte rendu de la réunion du 29 juin dans le numéro 4 de Liaisons. Motif de mon « indignation » : le fait que l'on avoue franchement là-dedans qu'il y a une censure d'I.C.O. (en particulier à l'égard du courant « *peri-situ* » comme vous dites), mais le plus inquiétant c'est que cela ne semble choquer personne. Cela me semble d'autant plus con que vous continuez à distribuer des journaux, ou brochures, se rattachant à cette tendance : ex. Archinoir, le pillage au quartier Latin et la lutte des classes... et que vous y faites même place à l'intérieur d'I.C.O.-Luttes (cf. article sur le pillage au quartier Latin, lettres sur le militantisme...)

Ce qui me semble inquiétant aussi, c'est que dans la mesure où vous vous intéressez à la critique, sur le plan de la vie quotidienne, vous jetez un œil intéressé du côté des maos de « Tout », plutôt que vers l'I.S.

Ce qui m'a aussi déçu, c'est d'apprendre que l'on ignorait en fait tout des conflits au sein d'I.C.O. (ça fait pas mal de temps que l'on répète qu'il y a une opposition au sein d'I.C.O.), ou à l'extérieur (pourquoi une séparation du Conseil de Nantes, etc... ?).

Ce qui me conduit à dire ce qu'est (ou devrait être, pour moi) I.C.O. : non seulement un lieu d'information, de comptes rendus sur les luttes actuelles, en dégagant leurs apports révolutionnaires ; mais aussi (et même surtout), un lieu d'union entre les différents courants de l'extrême gauche (c'est-à-dire, tous ceux dégagés du léninisme et des différentes idéologies). Vous avez montré que vous pouviez vous écarter d'une ligne théorique (somme toute assez chimérique) en publiant successivement les textes de Barrot et les Fondements de l'Economie Communiste (en particulier son introduction).

Je trouve l'emploi des brochures, dans ce cas, assez satisfaisant : qu'elles réunissent des textes qui ne fassent pas l'unanimité au sein d'I.C.O., qui s'écartent de sa ligne, ou qui traitent de sujets trop importants pour être traités dans un article.

Je crois que votre rôle serait aussi, un peu, de contribuer à « décentraliser » cette extrême-gauche : que l'on ne soit pas obligé de « monter » à Paris pour se tenir au courant des derniers débats théoriques, de rapprochements qui ont une certaine importance (que ce soit, par ex. : les rencontres Révolution Internationale, Cahiers du Communisme de Conseils, Organisation Cons., ou

la polémique Perspectives Prolétariennes, Christian Sébastiani, etc..) : d'où la nécessité de certaines adresses pour des contacts (par ex.), ce qui est certainement matériellement possible ; l'annonce de parution des brochures, etc.. (c'est ce qui avait été entrepris dans I.C.O.-Luttes à un moment comme rubrique « théorie », ou quelque chose d'approchant).

Ce qui me conduit au gros morceau : votre méfiance quasi-légitime envers la théorie. Finie la politique de l'autruche ! J'aimerais bien savoir à qui j'ai à faire : conseillistes ou pas ? anars ou pas ? Ce n'est pas une question d'étiquette, loin de là. Mais il serait bon d'approfondir certains points : vous vous réjouissiez, il y a quelques mois, des polémiques R.I.-G.L.A.T., R.I.-Le Proletaire ; mais vous-mêmes donnez l'impression

de faire cet acte de présence, de compter simplement les coups. Depuis l'I.S., les critiques ne vous ont pas été épargnées : de votre « inexistence », de votre militantisme, mais j'ai bien l'impression que vous avez toujours évité les sujets qui pourraient remettre votre statut en question (d'où certainement, le fait que situs et péri-situs puissent être considérés comme votre mauvaise conscience).

C'est ce qui fait aussi que la revue passe pour un pâle reflet des luttes, dans la mesure où, par vos censures (conscientes ou non) vous rejetez certains des aspects les plus radicaux de ces luttes : on a beau jeter un pavé dans vos eaux dormantes, il n'en flétrira pas moins la surface.

C'est tout. Amicalement, malgré tout.

REPONSE

J'ai eu envie de répondre à cette lettre, car elle me met en cause plus particulièrement, étant l'auteur de l'article sur le pillage, et l'un des auteurs de la brochure sur le même sujet.

La réponse que je fais est donc personnelle comme toutes les réponses d'I.C.O. aux lettres qui soulèvent des problèmes de contenu du journal ou de son fonctionnement, les problèmes théoriques ou pratiques du groupe en général. D'autres camarades peuvent y ajouter leur propre réponse si celle-ci ne les satisfait pas.

Commençons donc par ce qui me touche de plus près : Qu'est-ce qui te fait dire que la brochure (ou l'article d'I.C.O.) sur le pillage se rattache au courant « péri-situ » ? Parce qu'elle parle de pillage ? Parce qu'une partie (de la brochure) est consacrée à la critique théorique de la marchandise ? Il n'y est pourtant pas fait une apologie du pillage comme « l'acte critique radical de la société spectaculaire marchande ». On essaie d'y faire la critique de la marchandise (la notion même de marchandise est à préciser) comme pratique dans l'espace temps extra travail replacée dans l'articulation des luttes, en opposition à une fixation de cette critique comme justification à l'idéologie de la vie quotidienne, à une catégorie neuve de société dite « du spectacle » chères au courant péri-situ. Idéologie qui, comme toute autre, masque la véritable critique (pratique et théorique). Idéologie qui, comme toute autre, est le produit de la société du capital et un produit spécifique de l'état actuel de la société capitaliste.

Et quand les péri-situs n'ont d'autre pratique théorique (et pour cause) que s'envoyer des textes d'injures à la gueule, il n'y a pas de censure à les ignorer, il y a la plus complète indifférence

Quand tu dis d'autre part qu'I.C.O. a horreur de la théorie, et n'est donc pas le trait d'union entre les divers groupes conseillistes, je pense qu'au contraire c'est parce qu'I.C.O. a une certaine existence théorique qu'il n'est pas la plateforme où s'affrontent les divers groupuscules non léninistes, le lieu où on peut se tenir au courant du dernier potin polémique.

Les affrontements et polémiques n'ont jamais rien apporté à la théorie. Ils ne reflètent que la compétition et la concurrence que produit l'organisation actuelle du capital qui absorbe toute idéologie et la soumet à ses propres lois. Dès lors, les diverses organisations dites « révolutionnaires » ne peuvent vivre et se mettre en valeur qu'en utilisant les mêmes moyens de vie et de valorisation du capital.

Et on retrouve la seule opposition réelle, fondamentale, entre le capital et le prolétariat.

I.C.O. a une existence théorique car il ne tombe pas dans le genre de pratique qui est la négation même du mouvement réel du prolétariat, mouvement réel qui, réciproquement, est la négation de la pratique organisationnelle.

I.C.O. reflète assez bien les luttes sur les lieux de production, c'est dans cette mesure qu'il les théorise.

Les luttes ne sont qu'une partie du mouvement réel, mais les autres aspects sur les lieux sociaux extra-travail sont plus diffus. Ces lieux étant eux-mêmes moins fixes. Le prolétariat y est changeant et souvent ne fait que les traverser. Cependant, au fur et à mesure que s'étendent les grandes surfaces de consommation, ces lieux tendent à avoir une plus grande fixité sociale. Ce n'est pas par hasard si les luttes dans ce qu'on appelle « les loisirs » (pour schématiser) ont été, jusqu'à présent, le fait de jeunes prolos ayant des lieux sociaux de rendez-vous très fixés (bals, cafés, etc dans les petites villes de banlieue).

De fait il y a moins de luttes massives et visibles dans ces lieux que dans les lieux de production, et il est beaucoup plus difficile d'en avoir des informations. D'ailleurs c'est la même chose sur les lieux de travail : toutes les petites résistances quotidiennes à l'exploitation ne sont pas connues. De temps en temps on peut en voir une citée au cours d'un article, mais c'est tout au niveau de l'information particulière.

Par contre, ce qui transparait dans de nombreux articles d'I.C.O. c'est l'importance actuelle de ces formes de résistance en général : sabotages, indiscipline, refus des ordres, etc... Ce qui traduit le refus du travail sous toutes ses formes dont la plus critique est l'absentéisme massif (Fiat et General Motors par exemple).

Ce qui m'amène à dire que le mouvement actuel du prolétariat me semble être principalement ce mouvement des lieux de production vers les lieux de consommation, habitation, transports, etc... et inversement c'est un mouvement constant mais diffus, peu spectaculaire, souvent incompréhensible à cause du peu de manifestation massive qui le caractérise encore ; en fait c'est un mouvement encore en devenir au niveau des luttes de classes. Mais il est déjà visible et important à voir quand on s'aperçoit que le mouvement du capital tend à rejeter l'ouvrier de l'usine, soit pratiquement par le chômage, soit théoriquement par les processus de disparition relative du travail humain (augmentation du capital constant, diminution du capital variable).

Il semble que l'éloignement dans l'idée rejoint chez les travailleurs l'éloignement pratique dans la conscience pratique de l'inutilité du travail qui lui apparaît comme complètement étranger et son cadre : l'usine, comme une prison. Bien sûr ce mouvement est contradictoire comme dans toute pratique ne rompant pas radicalement avec le capital ; mais encore une fois il est un devenir. Et on vérifie ceci actuellement avec les grèves sauvages qui présentent des contradictions apparentes dues au niveau actuel du mouvement.

En effet les grèves sauvages indiquent une autonomie certaine de la classe ouvrière vis-à-vis des syndicats en tant que prétendus représentants de cette classe. Elles sont bien une critique du syndicalisme et sont la conscience ouvrière que les syndicats ne représentent pas ses intérêts. Par contre, au cours des luttes, les ouvriers ne forment pas d'organisations autonomes véritables. C'est généralement des comités de grève, noyautés par les délégués syndicaux qui se substituent aux syndicats pour récupérer le mouvement quand ceux-ci sont trop faibles pour prendre immédiatement à la fois le train et les commandes, ce qu'ils réussissent d'ailleurs la plupart du temps, dans le cas contraire ces comités se résorbent peu à peu dans les syndicats par manque de perspective. C'est-à-dire que les ouvriers font la critique des syndicats en tant que leurs prétendus représentants, mais pas en tant que partie intégrante du système. Car, de fait, cette critique serait une critique du capital, donc faite par la conscience pratique du prolétariat ; la tâche lui apparaîtrait alors de sa propre organisation en classe.

Les luttes n'en sont pas là. Ce qu'elles reflètent actuellement sur les lieux de production c'est le refus du travail (dont la grève est un aspect, de même qu'inversement le refus du travail est un aspect profond de la grève) et le refus de la réorganisation de son cadre : l'usine, comme on l'a vu en Mai 68.

Bien sûr, les causes des luttes sont généralement plus immédiates — salaires, cadences, etc... — mais c'est bien le même mouvement du capital qui tend à réduire les salaires et à intensifier l'exploitation physique, et qui tend à exclure le travail humain du processus de production. Ce mouvement du capital et de riposte des travailleurs est aussi une critique des idéologies autogestionnaires ou conseillistes.

L'étude des structures actuelles du capital et de l'évolution de la valeur d'échange doit aider à comprendre le stade actuel des luttes de classes et l'extension du mouvement ouvrier au réseau social urbain, ce que l'I.S., entre autres, avait saisi en partie et dans ses manifestations immédiates pour le mystifier dans un « nouveau » type de société dite « spectaculaire marchande » et dans un vieux remède miracle à tout ce qu'on ne comprend pas : les conseils ouvriers !

Chez les organisations dont tu parles (conseillistes d'usines ou conseillistes vie « quotidienne ») le volontarisme d'intervention traduit l'impatience à voir les luttes ne pas se décider à entrer dans leur schéma organisationnel pré-établi. Ces organisations déjà concurrentes entre elles ne s'opposent également qu'au niveau de la concurrence aux

organisations léninistes pour le parti. Ceci les excluant de toute contribution au débat théorique.

Il ne faut donc pas s'étonner que les manifestations actuelles des luttes soient totalement négatives et puissent paraître sans perspectives. C'est ce qui produit ce que tu appelles « I.C.O. pâle reflet des luttes », alors qu'il n'en est qu'un reflet. Mais un reflet qui semble craindre d'assumer toutes les conséquences théoriques de ce qu'il traduit par les relations et analyses des luttes. Car si on avait pu croire que la rupture avec les organisations conseillistes et leurs oppositions formelles pouvait permettre à I.C.O. d'aborder les vrais problèmes théoriques, il n'en a rien été. Quelques unes des tentatives en ce sens ont été noyées dans la confusion entretenue par un certain nombre de camarades de Paris pour qui toute tentative de ce genre relève du domaine de la « vie quotidienne », camarades pour qui tout essai théorique qui sort de leur schéma inavoué : « réorganisation sur les lieux de production », semble suspect. Quant tout s'oppose dans les faits à cette conception ils éludent le problème du réel en disant que le degré actuel des luttes ne permet pas cette réorganisation ; un point c'est tout !

Le texte sur le pillage — dont je suis le premier à reconnaître les limites, plus loin, — leur a permis d'exprimer cette suspicion et cette opposition par de fausses raisons formelles tel que « texte illisible », « style imbuvable », qui cachent mal les vraies causes de leur critique.

Je pense, pour répondre à ta question, qu'en effet beaucoup de camarades à I.C.O. sont au fond conseillistes ou anarchistes, mais ils ne traduisent pas leur idéologie dans I.C.O. ; ce qui fait d'ailleurs qu'ils n'y traduisent souvent rien du tout. Ceci expliquant, en partie, que les articles des derniers mois ont été fait généralement par un seul camarade. Une autre raison étant les limites qu'I.C.O. assigne par son manque de conséquence théorique : cela ne donne pas envie d'écrire dans le journal, et ma dernière expérience avec le texte sur le pillage n'est pas là pour le démentir : j'avais envie d'écrire certains articles sur des luttes dans les boîtes, je ne l'ai pas fait et ne le ferait pas dans la situation actuelle. Il est d'ailleurs remarquable qu'I.C.O.-Luttes ne reflète pas du tout cette situation du groupe de Paris partagé entre les camarades déjà cités dont la critique des organisations conseillistes est souvent à la limite de la morale : critique des « méchantes avant-gardes qui veulent baiser le prolétariat » (je caricature, mais à peine) et d'autre part les camarades qui ont découvert (ou redécouvert) la vie quotidienne, les rapports affectifs, la jeunesse, la sensualité, etc... à travers le journal « Tout » qui est maoïste comme l'I.S. est anar-

chiste, et inversement — ceci pour répondre à ce que tu dis.

Ce qui est exprimé dans I.C.O.-Luttes est généralement au-delà de ces idéologies, mais par ses limites actuelles, I.C.O. tend à cautionner le « conseillisme anti-conseilliste » et l'idéologie de la « vie quotidienne » nouvelle manière.

Enfin, je pense développer ces critiques dans un texte ultérieur adressé aux camarades d'I.C.O. de Paris et de province.

Pour en revenir au texte sur le pillage, du dernier I.C.O., quelques remarques :

1) Il apparaît à la lecture quelques erreurs d'imprimerie par rapport au texte manuscrit. Deux principales qui changent totalement le sens donné aux passages en question. Il faut lire :

a) « La fameuse jonction travailleurs-étudiants... s'est réalisée ce soir là, non pas... mais dans une pratique commune subversive » au lieu de : « ...dans une politique commune... ».

b) « Pour les bureaucrates gauchistes, soutenir l'autonomie des luttes ouvrières c'est lutter concurrentiellement contre les syndicats qui détiennent le seul pouvoir d'intégration de ces luttes », au lieu de : « ...qui deviennent le seul pouvoir d'intégration à ces luttes ».

Ce genre d'erreurs, assez fréquent dans I.C.O., est dû principalement au fait que les textes sont pour la plupart manuscrits, donc plus ou moins lisibles. En écrivant ceci j'espère que ça ne paraîtra pas déformé.

2) J'ai écrit le texte sur le pillage très rapidement pour qu'il puisse figurer dans le dernier I.C.O. avant les vacances, ce qui paraissait important vues les relations et analyses tronquées ou trop partielles, voire mensongères ou inexistantes de l'évènement dans tous les journaux gauchistes (on verra plus loin plus particulièrement en ce qui concerne le journal « Tout »).

A ce moment là, la petite brochure que nous rédigeons n'était pas terminée (voir note 2 à la fin), c'est donc avec des idées pas totalement claires que ce texte fut écrit. L'analyse s'en ressent.

Enfin j'ai condensé au maximum, cédant à la fois à un soucis personnel de « pas trop en mettre » et au conseil du camarade qui devait expédier le dernier envoi de textes à Montpellier où I.C.O. est imprimé. Ceci s'ajoutant à ce qui pré-

cède rend le texte beaucoup trop sommaire vis-à-vis de la brochure sortie par ailleurs. Ceci se ressent notamment, et de façon exemplaire, dans la conclusion mise en valeur (voir plus loin sur le « syndicat de la rue »).

3) En ce qui concerne la brochure elle-même, il a fallu la tirer rapidement pour les mêmes raisons (falsification par les journaux gauchistes), ce qui a conduit à une analyse trop sommaire. Ceci bien sûr, ne pouvait vraiment être critiqué qu'une fois le texte écrit, puis lu et relu, réfléchi et discuté. Nous espérons, si nous en avons les moyens matériels, refaire une édition plus complète et plus précise.

Les critiques qu'on peut faire, et aussi à plus forte raison au texte paru dans I.C.O., portent principalement sur l'analyse très incomplète du phénomène gauchiste (et donc aussi du prolétariat, du fait de la prolétarianisation)

a) en ce qui concerne la relation entre politique-être social

b) sur l'assimilation du gauchisme à un syndicat dans l'espace-temps extra-travail, ce qui nie qu'il y ait déjà des organismes d'intégration dans le domaine des logements par exemple. Ce qui, d'autre part, met sur le même plan les lieux sociaux à prolétariat fixe (mais justement, de moins en moins), lieux de production ; et les lieux sociaux à prolétariat changeant (mais aussi de moins en moins) : lieux de consommation. Ce qui de plus fait une unité sociale de tous lieux non productifs et extra-travail, unité qui n'existe pas (ex. : rue, logements).

Ces faiblesses dans l'analyse (ce sont les plus visibles mais pas les seules) sont dues, bien sûr, à la faiblesse actuelle de la théorie révolutionnaire en général, au relatif manque de compréhension du capitalisme moderne. C'est ce que nous essayons dans et hors I.C.O., d'appréhender et d'analyser. C'est, nous semble-t-il, la tâche la plus urgente actuellement. C'est un boulot difficile auquel nous avons le désir de nous astreindre.

Tous ceux qui voudraient y apporter des éléments seront les bienvenus.

Pour rester dans le même domaine de l'observation des phénomènes idéologiques actuels, une petite anecdote : Je me suis rendu au journal « Tout » avec le texte encore incomplet de la brochure. La lecture de la partie descriptive du pillage a été accueillie favorablement par ceux qui formaient le comité de rédaction de « Tout » ce jour là. Mais quand il s'est agi de la partie analytique, il y a eu un tollé unanime (ou presque) pour dire que c'était « trop politique », « qu'on n'allait pas refaire le manifeste communiste », « la politique y en avait marre, ce qui était important c'était la vie quotidienne, les jeunes, les rapports affectifs, etc... ». Tout ça dans le style caricatural de « Salut les copains » l'émission dans le vent. Un type s'écriant : « Tu comprends, il y a deux mois j'étais maoïste, maintenant j'en ai marre de la politique ».

Tout ça pour dire à ceux qui prétendent qu'il n'y a pas de ligne politique à « Tout », d'aller y faire un tour avec une analyse sortant du schéma de l'idéologie de la vie quotidienne, ils verront !

A cet égard la page consacrée dans Tout au pillage était très significative : un premier texte fait par des « jeunes » disant avoir participé au pillage, texte intéressant parce qu'écrit à partir du vécu et qui se démarquait des récits des journaux gauchistes mais qui restait en majeure partie descriptif et un peu apologique. Puis il y avait un autre texte critique et paternaliste (texte de la rédaction de Tout) qui remettait le texte précédent dans la ligne politique de Tout sans en avoir l'air, ni l'intention bien sûr !

Si j'ai évoqué mon « aventure » à Tout, c'est que le courant idéologique dont ce journal est porteur est le plus expressif de la décomposition des courants léninistes traditionnels qui pour coller à la réalité sont obligés de reconvertir leur idéologie. C'est la même chose pour le courant anarchiste traditionnel, mais la rupture est moins nette, moins éclatante, vu les particularités souvent folkloriques de l'idéologie anarchiste.

*S'est ouvert à NICE, un local : 11, rue Colonna d'Istria
Sous l'égide du : Cercle d'Etudes et de Recherches Sociales.*

Adresser toute correspondance : B.P. N° 329.

Dons, participations financières, prises de contact, livres et journaux sont les bienvenus.

C.C.P. Marseille 53 29 - 04

GRÈVE de VACATAIRES A LA HALLE AUX VINS

Un coup est un coup, un vacataire n'est rien !

(Texte d'une affiche des vacataires)

Depuis le début de la dernière guerre mondiale la recherche scientifique a connu une évolution tant quantitative que qualitative. On est passé de l'ancienne méthode artisanale d'autrefois — « le savant seul dans son laboratoire et isolé du monde » — à ce qu'on appelle aujourd'hui la *Big Science* — la grosse science — celle qui utilise des masses considérables d'hommes et qui met en branle des appareils importants et coûteux. Sans doute, à côté de cette *Big Science*, continue de coexister un secteur semi-artisanal, mais, par son importance numérique, par l'argent qu'elle engloutit, par la publicité qu'elle se fait, la *Big Science* a pris le devant de la scène.

C'est dans le domaine de la Physique que cette évolution a été le plus poussée. Elle s'est accompagnée d'une division du travail accrue. Au bas de l'échelle on trouve tout un groupe de manœuvres chargés des travaux les plus mécaniques dans les expériences, de l'entretien du matériel, du nettoyage des bureaux, etc... tout comme dans n'importe quelle usine. Au-dessus viennent les techniciens qui fabriquent les appareils nécessaires aux études et enfin les chercheurs. Ceux-ci se subdivisent à leur tour en expérimentateurs et théoriciens. Si la tendance était poussée à l'extrême, on en arriverait à une situation où les théoriciens seraient les seuls à comprendre les expériences, les expérimentateurs étant l'échelon indispensable à la présentation des résultats de manière digestible par les théoriciens et à la conception de certains appareils, résultats et appareils étant obtenus, fabriqués, entretenus par les techniciens et les manœuvres.

Crème du système, les théoriciens eux-mêmes n'ont le plus souvent qu'une vue très parcellaire des choses. Ils sont spécialistes d'une branche de leur science, d'un type déterminé de calcul, d'un domaine qui va se restreignant sans cesse. Seuls quelques cerveaux « supérieurs » dominant : les

brillants chercheurs, promis aux plus belles carrières, destinés à coordonner l'ensemble, à diriger les laboratoires, ce qui souvent équivaut à abandonner l'exercice de ces brillantes facultés auxquelles ils doivent leur ascension (au moins en partie).

C'est dans le domaine de la Physique Nucléaire, par exemple dans celui des accélérateurs, que cette évolution a pu être poussée le plus loin. Le C.E.R.N., entre autres, Centre Européen de Recherche Nucléaire, installé près de Genève, est une véritable usine où se retrouve plus ou moins la division esquissée ci-dessus. En France existe l'I.P.N., Institut de Physique Nucléaire, devenu IN2P3 — Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules. Il provient de l'ancien institut créé par le stalinien Joliot (Curie). Il n'est donc pas surprenant que de nombreux membres du P.C. se retrouvent au sein de cet organisme et ceci même à des niveaux élevés, surtout parmi les plus âgés.

Son grand patron est M. Teillac, professeur de Physique à l'Université. Le laboratoire est installé partie à la Halle aux Vins, partie à l'ancien Institut du Radium, partie à Orsay, etc...

C'est M. Goldberg qui dirige la partie parisienne. MM. Teillac et Goldberg jouent le rôle de coordinateurs, ayant une vue plus générale des choses. M. Teillac par sa position de mandarin universitaire, exerce, en plus de la coordination des divers labos français, un rôle de commis voyageur de la Physique Nucléaire, la vantant à l'extérieur, se battant avec les autres mandarins et les instances gouvernementales pour obtenir le fric nécessaire. Vanter la marchandise et obtenir le fric sont des tâches qui prennent traditionnellement une grande partie de leur temps aux grands patrons. Comme on le voit M. Teillac est très éloigné des employés du labo que dirige M. Goldberg.

Tout le monde s'accorde pour admettre que M. Goldberg a des compétences scientifiques universellement reconnues (c'est-à-dire aux Etats-Unis où on lui aurait offert de s'installer). Mais cela n'empêche pas le laboratoire de la Halle aux Vins de connaître une certaine perte de vitesse. Cette perte de vitesse n'est pas nécessairement imputable à une « mauvaise qualité des chercheurs », mais plutôt au marasme général qui sévit dans la Physique, et dans cette branche en particulier, et ceci au niveau même des idées.

C'est pour lutter contre cet état de fait et pour augmenter le poids du *lobby* de la Physique Nucléaire en France, qu'on a eu recours à la méthode bureaucratique par excellence : formation d'un nouveau labo en en regroupant plusieurs, ce qui est le cas de l'IN2P3. Quoi qu'il en soit, au-dessous de M. Goldberg, s'agitent de nombreux chercheurs, plus tous jeunes, dont une bonne partie (surtout à la Halle aux Vins) est membre du P.C. Signalons que M. Goldberg a été membre du P.C. mais qu'il aurait été exclu il y a plusieurs mois pour déviation « garaudiste », tandis que selon d'autres il serait parti de lui-même.

De quoi s'alimentent — scientifiquement — ces chercheurs. Un accélérateur leur fournit des particules ultra rapides qui frappent une cible, libérant ainsi des particules élémentaires, des mésons, qui traversent une chambre à bulles où elles laissent une trace qui est photographiée. On prend des milliers de photos, sous différents angles, et sur chaque photo il y a des centaines de traces, chaque trace correspondant à une particule bien définie, que l'on peut identifier en examinant la forme et les caractéristiques de la trace. Le bonheur est atteint quand on découvre une trace nouvelle jamais observée car elle correspond à une particule nouvelle ; on pourra publier un « papier » qui fera la gloire du « découvreur » et de son labo. De super-cerveaux tenteront alors — jusqu'ici sans succès — de faire une théorie pour expliquer toutes les particules observées jusqu'à présent.

Donc il s'agit d'examiner des clichés. Ce travail est tout à fait fastidieux et sans intérêt immédiat. C'est pourquoi on a imaginé de le faire faire par des manœuvres qui manipulent des boutons déplaçant un index qui suit la trace. L'ensemble est relié à un ordinateur qui détermine les caractéristiques de cette trace. Le chercheur n'a plus qu'à examiner les résultats des calculs de la machine. Cette vue est sans doute un peu schématique, mais elle traduit bien l'impression ressentie par celui ou celle qui suit les traces, celui qui fait le *scanning*.

En Suisse, au C.E.R.N., ce travail est effectué par des femmes, calmement assises dans des boxes, d'une placidité incroyable. A Paris, il est exécuté par des vacataires (c'est-à-dire des gens engagés sans sécurité d'emploi) payés environ 700 F par mois pour quatre heures de travail quotidien. Ces vacataires sont souvent des étudiants, ou du moins sont inscrits en faculté, qui n'ont trouvé que ce boulot particulièrement crétinisant pour assurer leur subsistance. On trouve parmi eux nombre d'étrangers. Toute l'année dernière il y a eu beaucoup de grèves parmi ces vacataires, grèves souvent soutenues par la direction du labo, pour obtenir de l'organisme payeur — le C.N.R.S. — un statut et le paiement des vacations à date fixe et non avec quinze jours ou plus de retard. Dans beaucoup de labos qui utilisent des vacataires pour d'autres travaux que le *scanning*, on fait les états de service quinze jours à l'avance pour éviter le retard. Pas à l'IN2P3 apparemment. Est-ce pour ne pas avoir à payer des heures de travail qui n'auraient pas été effectuées ?

Le travail des vacataires exige un ordinateur. A la Halle aux Vins, cet ordinateur est placé juste au-dessus de la salle où se fait le *scanning*. Signalons qu'on peut programmer l'ordinateur pour « espionner » la manière dont le travail est fait (un tel programme a été écrit par les chercheurs du grand humaniste télévisuel Leprince-Ringuet ; le résultat a été une grève très dure des vacataires de son laboratoire il y a plus d'un an).

LES FAITS

On se souvient qu'au mois d'avril dernier, à la vieille du 1er Mai, des inconnus avaient « profané les tombes de Maurice Thorez et Marcel Cachin ». Un tract a circulé peu après dans les universités expliquant que Thorez et Cachin ayant été « la merde du mouvement ouvrier », les « profanateurs » avaient chié sur leurs tombes.

Ce tract a circulé dans le laboratoire de la Halle aux Vins de l'IN2P3. Mais il n'a pas eu l'honneur de plaire à certaines personnes liées au P.C. Mais laissons ici la parole à un tract distribué par les vacataires.

« UN COLLABORATEUR TRÈS APPRÉCIÉ DE SES RESPONSABLES »

ATTESTATION : Je soussigné, certifie que M. Alves Francisco est employé dans notre Institut depuis le 10 septembre 1966 (...). Travailleur consciencieux et compétent, M. Alves est un collaborateur très apprécié de ses responsables.

Paris, le 30 juin 1970.

Le Directeur-Adjoint
de la Division des Hautes Energies.

Lundi, le 10 mai, un certain Cladiere, vacataire aux fonctions « d'encadrement » à la calculatrice de l'Institut de Physique Nucléaire (Tour 32 à la Halle aux Vins) a interpellé Francisco Alves, vacataire du même laboratoire, qui lisait un tract apparu ce matin-là. Voulant explicitement en découvrir les auteurs (dans un but quelque peu obscur...), Cladiere avait passé dès le début du poste du matin, à des provocations envers tous les vacataires, visiblement considérés suspects. Les plus débiles des accusations politiques ont alors fleuri à propos de la simple lecture de ce tract considéré « provocation fasciste », « gauchiste », etc... Le vacataire ainsi accusé ne s'est cependant senti nullement injurié, vu que, sortis de la bouche de pareil imbécile, de tels propos pourraient plutôt être considérés comme des éloges.

Mais dans le passage de l'invective politique (qui ne courrouce que les débiles ou les hypocrites), à l'insulte personnelle directe, il est cependant trop hardi de compter sur la modération de quelqu'un. Ceux qui n'ont rien dans le ventre ont systématiquement la sottise de croire que tout le monde est comme eux, et pire, ils ont même l'imprudence de l'affirmer à haute voix. Cladiere, à qui un crachat aurait trop fait d'honneur a juste reçu une claque. De même qu'il a promis un « règlement de comptes pour plus tard », sur le coup il en est resté là.

Quelques instants après, alerté par le dit Cladiere, M. Michaut, le responsable du personnel, est venu trouver le vacataire Alves, après avoir arraché du tableau d'affichage des vacataires le tract en question - et ce qui avait soulevé indignation générale des vacataires - dont cependant la plupart sinon la majorité, ne partageaient pas son contenu. Il lui a fait savoir publiquement et devant des témoins (dont quelques uns avaient

été présents pendant tout le quart d'heure du déroulement du drame), qu'il ne tolérerait plus de tracts pareils, et qu'il avait reçu une plainte pour « coups et blessures » (sic).

Le lendemain, mardi 11, quelques minutes après avoir pris son poste, le vacataire Alves a été appelé à la Direction (En la personne de M. Goldberg). Celui-ci a fait savoir au préalable qu'aucune plainte n'avait été déposée par Cladiere (...), mais que, en connaissance du fâcheux événement, la Direction « considérait démissionnaire » le vacataire Alves. Quelques minutes plus tard, toutes les lumières du sous-sol du laboratoire se sont éteintes. Tous les vacataires de l'I.P.N. se mettaient en grève par solidarité avec le vacataire licencié.

La réunion générale des vacataires, du mercredi matin a permis de tirer au clair les points suivants :

1) Qu'aucune plainte n'avait été déposée - Cladiere présent l'a affirmé publiquement.

2) Tous les vacataires présents (sauf lui et deux ou trois de ses « copains »), se sont mis d'accord pour ne pas tolérer entre eux la présence de sycophantes. La réunion s'est donc prolongée sur une agréable pelouse...

3) Que, jusqu'à la réintégration du vacataire Alves, et la réparation du tort moral subi, les vacataires de l'I.P.N. se déclaraient en grève illimitée.

Alves a été alors chargé de la rédaction d'un communiqué qui, en gardant les anonymats, rendrait public ce qui s'était passé. Il a cependant décidé par la suite de signer personnellement, face à l'accaparement possible de cette scandaleuse affaire par « les professionnels » de la récupération.

A PROPOS DE RECUPERATION, N'EST RECUPERE QUE CELUI QUI LE VEUT BIEN

Il a décidé ainsi de passer outre aux risques d'un rebondissement possible de cette affaire, évidemment moins soucieux de ses implications administratives (au-delà de la perte de son travail, il risque de voir son séjour interdit en France), que la clarté implicite à ses penchants naturels. Il s'adresse ainsi à tous les travailleurs, directement, ne voulant pas catégoriquement passer sur le terrain de ses « représentations » - politiques, syndicales, de « masse ». groupusculaires ou musicales. Toutes les organisations sont donc priées d'aller chier ailleurs, avec Jean-Paul et Simone dessous.

Francisco Alves, Guy Demarey, Joseph Darrasse,
Jean Nemesio, Eduardo de Vasconcelos.

Paris, le 13 mai 1971.

Signalons que M. Cladière serait membre de l'U.E.C. et que M. Alvès est « soupçonné de sympathies anarchistes » (?)

Très ennuyée par l'allure prise par l'incident, la C.G.T. publie le tract suivant :

C.G.T.

PARIS-SCIENCES

A BOUT D'ARGUMENTS, LES INSULTES... ENSUITE LES COUPS

Le 10 mai, sur les lieux mêmes de son travail, un technicien, alors qu'il refusait les termes d'un tract émanant d'une organisation, a été frappé au visage par son interlocuteur.

L'œil droit blessé et ses lunettes brisées, ce technicien n'a pas porté plainte. Cependant, les échos de ce regrettable incident ont déclenché des sanctions administratives à l'encontre du responsable.

La C.G.T. déplore les conséquences facheuses de ces sanctions tout en s'étonnant que certains adeptes de la violence n'aient pas la maturité suffisante pour prévoir les conséquences de leurs actes irréfléchis. La liberté d'expression c'est avant tout le droit à la contradiction et à la contestation

lorsqu'elles sont constructives. Les fanatiques de la violence pratiquent leur démocratie à grand renfort d'injures et de coups.

Pour sa part, la C.G.T. refuse ce langage ordurier. Elle n'y répondra qu'en continuant à défendre avec sérénité, car c'est son seul but, les intérêts des travailleurs dans le respect de chacun, quelles que soient ses opinions. La C.G.T. appelle tous les travailleurs à s'opposer au renouvellement de tels actes. La vigilance de chacun doit assurer la sécurité de tous. Rappelons que les tenants de la phrase « unitaire de la liberté d'expression » qui refusent de condamner de tels faits, se font les complices des provocateurs des travailleurs et que nous seront amenés à les confondre avec eux.

Il va sans dire qu'il n'a aucun effet calmant et que la grève en est plutôt renforcée. Elle va se dérouler à partir de maintenant, très dure.

Une première assemblée générale convoquée par affiches, dessinées avec beaucoup de talent par un vacataire qui signe Léonard de Vinci et tirées par le Secours Rouge, réunit quelques deux cents personnes. On est loin du nombre qui avait accompagné la grève des techniciens (voir I.C.O. n° 106-107). Ce sont surtout les gauchistes qui s'y retrouvent. Il est décidé d'envoyer une délégation auprès de M. Teillac. S'y joindra qui veut. Le lendemain M. Teillac reçoit la délégation sans

faire trop de remarques sur sa composition. Toutefois après avoir déclaré que le métier de vacataire n'est pas un métier pour un homme digne de ce nom, que ce ne peut être qu'un pis-aller provisoire, qu'il est pour la suppression des vacataires et leur remplacement par des machines. Il se déclare solidaire de M. Goldberg, tout en soulignant que la solution du problème est entre les mains de celui-ci. Finalement il lui laisse toute la responsabilité. L'entrevue se termine sans résultat.

M. Goldberg est membre du syndicat des chercheurs S.N.C.S., et la section du S.N.C.S. de la Halle aux Vins (à majorité gauchisante) décide

d'entendre M. Goldberg qui « syndiqué, a osé mettre à la porte un employé ». M. Goldberg se défend en disant qu'on ne peut tolérer des batailles dans un labo et qu'un vacataire injurié n'a qu'à se plaindre à son supérieur hiérarchique au lieu de frapper.

« Mais, si quelqu'un te traitait de sale juif », dit une voix. « Je lui casserais immédiatement la gueule » répond M. Goldberg (Rire général).

Il reste néanmoins sur ses positions. L'assemblée décide alors de le transférer à la Commission des Conflits pour le faire exclure.

Cependant dans la Faculté beaucoup cherchent maintenant à étendre la grève pour obtenir un soutien de solidarité aux vacataires. Mais sans succès. Les vacataires en sont réduits à se montrer de plus en plus durs. Ils décident d'occuper la calculatrice électronique, pôle d'attraction de la Faculté qu'il est toujours question d'occuper, voire de détruire (?) chaque fois que des incidents se produisent dans le campus. Cette occupation commence le 27 mai. En fait elle est toute symbolique. Cela n'empêche pas les syndicats de faire protester le personnel contre cette entrave à la liberté de travail. Les vacataires cinglent cette position d'un nouveau genre dans un tract du 1er juin.

AU GRAND GUIGNOL

(Communiqué n° 4)

Le jeudi 27 mai, les vacataires de l'I.P.N., en grève depuis 18 jours, pour la réintégration de leur camarade licencié, ont décidé l'occupation de la calculatrice de la Halle aux Vins, logée dans leur laboratoire.

Le vendredi 28 mai, deux prises de position sont rendues publiques :

« Le personnel de la Calculatrice « occupée » contre sa volonté, réuni en A.G. le 28 mai, a décidé de déclinier toute responsabilité sur la garde du matériel de la calculatrice et demande que des mesures de sécurité soient prises et que la liberté du travail soit assurée pour ces travailleurs. D'autre part, le personnel de la calculatrice s'étonne du communiqué du B.N. du S.N.C.S. en date du 19 mai 1971 dans lequel le dit bureau défend la cause du vacataire licencié mais ne s'inquiète nullement d'une des vertus fondamentales de la lutte des travailleurs « la liberté du travail et la liberté morale des travailleurs ».

Texte adopté : 21 pour ; 0 contre ; 3 abstentions.

Les techniciens, administratifs, ingénieurs, chercheurs et enseignants de l'I.P.N., réunis en A.G., protestent vivement contre l'envahissement de leur labo et de la calculatrice par des personnes extérieures au labo. Ils sont résolus, solidairement, à ne pas accepter que ces personnes extérieures portent une telle atteinte à leurs conditions de travail.

Adopté à l'unanimité : présents 36.

**

Les vacataires tiennent donc à préciser que :

- 1) « l'envahissement de la calculatrice par des personnes extérieures au labo » n'a jamais eu lieu : l'accès au premier étage (coupole), où sont les ordinateurs a été interdit à tous ceux qui ne sont pas concernés par l'entretien du matériel.*
- 2) d'autre part, la présence permanente de quelques vacataires à l'étage supérieur (tous les occupants restant massivement en bas), se fait sans qu'on ait à aucun moment entravé la libre circulation du personnel d'entretien de la calculatrice.*

3) toute allusion à la présence d'éléments étrangers au labo ne vise qu'à déconsidérer le soutien sous toutes ses formes, qui nous est apporté.

4) la « liberté de travail » réclamée par certains secteurs du personnel du labo n'est qu'une amère ironie de la part de ceux dont le salaire est de toute façon assuré. Serait-ce alors l'Amour du Travail ou le sens du Devoir qui les motive ?...

De toute manière, il est bien connu que la « liberté du travail et la liberté morale des travailleurs » font partie de la panoplie classique du patronat contre les travailleurs en grève.

5) contre les licenciements, le droit au travail, lui, est « une des vertus fondamentales de la lutte des travailleurs ».

EN CE SENS, L'ENTIERE RESPONSABILITE DE L'OCCUPATION ET DE SES CONSEQUENCES INCOMBE A LA DIRECTION DU LABO ET A SON REFUS OBTINE DE REINTEGRER LE VACATAIRE LICENCIÉ.

mardi, le 1er juin 1971

Les vacataires de l'I.P.N. et du Collège de France en grève.

Seuls, en effet, les vacataires du Collège de France se sont mis en grève de solidarité avec leurs camarades de la Halle aux Vins. L'autre soutien apporté à la grève provient des enseignants de physique de l'université Paris VII (pour la séparation de l'ancienne faculté des sciences en deux universités, Paris VI et Paris VII, voir I.C.O. n° 106-107), mais à part quelques personnes qui se rendront effectivement dans le laboratoire occupé, cette aide se borne à la collecte d'une certaine somme d'argent, au prêt de cartes qui permettent d'entrer dans la faculté de nuit et le dimanche, à un tract signé nominativement, où chaque enseignant se déclare solidaire du comité de grève des vacataires et demande la réintégration de M. Alvès.

Mais rien n'avance. M. Goldberg reste sur ses positions. En fait, il est énergiquement soutenu et même poussé en avant par les chercheurs de son labo, staliniens en tête. L'ordre doit être maintenu ! Dans tous les cas c'est lui qui portera le chapeau.

De nouvelles assemblées générales ont lieu. Toujours avec aussi peu de monde. Pourtant, après celle du 3 juin, convoquée par le Secours Rouge, le S.N.C.S., certaines sections du S.N.E. Sup., etc... et par les vacataires eux-mêmes, l'assemblée (200 personnes) se rend au bureau de M. Goldberg. On exige la réintégration de M. Alvès et le paiement des jours de grève. M. Goldberg refuse de céder. Alors se déclenche une semi-séquestration. Il est six heures du soir. On suppose : M. Herpin et M. Alliot, directeurs de Paris VI et Paris VII, appelleront-ils les flics ? Mais pendant ces discussions le nombre des par-

ticipants diminue et M. Goldberg peut finalement partir tranquillement. Il faut dire que beaucoup de vacataires sont peu favorables à la séquestration : étrangers, ils craignent que cette action puisse entraîner leur expulsion de France. Pourtant M. Goldberg a eu la trouille, et il ne réintègrera plus pratiquement son bureau jusqu'à la fin de la grève.

Le lendemain, M. Goldberg propose aux vacataires de réintégrer M. Alvès après une mise à pied de un mois. Les vacataires acceptent ce compromis — avec l'accord de l'intéressé — mais exigent le paiement des jours de grève. Nouveau refus, la décision dépendrait seulement du C.N.R.S. La grève repart. Mais elle n'a plus la même force qu'autrefois. Tout le monde est fatigué.

Nouvelle assemblée générale le mardi 15. Cette fois le cœur n'y est plus, malgré la présence d'un certain nombre de vacataires de Vincennes. On propose bien d'aller occuper les bureaux de quelques gros bonnets, mais ces gens sont rarement là (même si par hasard l'un d'entre eux y est justement ce jour-là) et visiblement les quelques personnes présentes à l'assemblée n'ont guère envie d'y aller. L'opération semble avoir peu de rapport avec la grève.

On se sépare sans rien faire. Les vacataires n'ont plus qu'à accepter les conditions de la direction du labo.

En fait, la grève se termina aux alentours du 18. Elle aura duré plus de trente cinq jours. La direction accordera le paiement d'une partie des jours de grève.

Maintenant c'est la morne reprise du travail. On a conscience de ne pas avoir vraiment remporté de victoire. Mais en entrant dans le labo, il y a quelques surprises. On a supprimé les postes du soir, car les chercheurs, qui dans certains cas ont été eux-mêmes autrefois vacataires, veulent voir si tout le monde est là, au travail. On a installé sur la porte du labo un judas, des chaînes et des grosses barres de fer pour la bloquer éventuellement. Un projet, non mis à exécution, prévoyait même de faire entrer et sortir les vacataires par la cave, par la sortie de secours, pour éviter qu'ils ne passent devant l'escalier qui mène à la calculatrice. On a même parlé de construire un mur pour les isoler. Les opérateurs de

la calculatrice, à l'exception d'un seul, étaient d'accord avec la construction de ce ghetto. Les brimades se sont multipliées. On voulu empêcher les vacataires d'aller pisser pendant le travail, car les machines, elles, ne pissent pas et les vacataires sont payés sur les crédits de matériel (déclaration d'un chercheur ancien vacataire !). Enfin on s'est arrangé pour satisfaire au vœu de M. Teillac. Le *scanning* sera automatisé en 1972, trois personnes remplaceront soixante vacataires.

M. Goldberg, lui, va partir pour les Etats-Unis. Ça n'empêche pas les chercheurs, dans leur ensemble, de lui reprocher sa mansuétude vis à vis des vacataires.

ENSEIGNEMENTS SUR CETTE GREVE

La description succincte de la grève qui a été donnée ci-dessus est déjà pleine d'enseignements en ce qu'elle montre le comportement de chercheurs face à ceux qu'ils considèrent comme des inférieurs. De ce point de vue, ils ne diffèrent d'aucun technocrate que l'on peut rencontrer dans une usine. Le fait que beaucoup d'entre eux soient staliniens ne change rien à cet état de fait. Bien au contraire. D'ailleurs leurs semblables, qui partagent le pouvoir dans l'Europe de l'Est, sont prêts, comme on l'a vu récemment, à beaucoup pour maintenir ou ramener l'ordre, leur ordre. Mais cette conduite ne peut surprendre que ceux qui veulent bien être surpris.

Plus intéressante est, à nos yeux, l'attitude qui a régné parmi les vacataires eux-mêmes. Pour une fois ce mouvement n'intéressait personne. Autrement dit les groupuscules, et plus particulièrement les trotskystes, probablement peu désireux de s'attaquer au P.C. pour défendre un « anarchiste », ne sont pas là. Le Secours Rouge et le S.N.C.S. de la Halle aux Vins sont trop tirailés intérieurement pour vouloir jouer un rôle dirigeant, d'autant plus qu'il y a parmi leurs membres force personnes qui sont contre pour des raisons idéologiques. Donc les vacataires s'organisent eux-mêmes. Avant chaque entrevue avec la direction, l'ensemble des vacataires, ou plus exactement ceux qui sont actifs dans la grève, se réunit et *donne des directives précises à ses délégués. Ceux-ci ne sont pas habilités à négocier avec la direction avant d'en avoir rendu compte*

à l'ensemble des présents. D'où des va et vient successifs entre la salle de réunion et celle de la négociation. On reconnaît là un principe fondamental de la démocratie directe mis en action.

De plus l'occupation en commun du laboratoire, crée des liens nouveaux. Occuper le labo *ensemble*, faire la bouffe *ensemble*, dormir *ensemble*, lutter *ensemble*, tout cela fait tomber bien des barrières que la société du capital met entre les hommes. Il n'était que de rentrer dans le local occupé pour se rendre compte que malgré la fatigue, les hauts et les bas de la négociation et de la lutte, une atmosphère d'excitation particulière y régnait. Non seulement cette atmosphère transparaisait dans les affiches de « Léonard de Vinci », mais aussi dans les nombreuses affiches faites de photos découpées, de coupures de presse qui ornaient les murs de la calculatrice occupée. Bref une atmosphère dont tout le monde aura gardé la marque. Et ceci d'autant plus que les vacataires peu disposés au combat avaient abandonné la place dès le début.

On peut se poser maintenant la question : pourquoi ce mouvement a-t-il échoué alors que le mouvement des techniciens avait lui réussi ?

La réponse évidente en est le manque de soutien à la fois des étudiants, mais surtout du personnel de la faculté, techniciens en tête, qui n'avaient pourtant pas craché sur l'aide des vacataires pendant leur propre grève.

D'où provient ce comportement ? Sans doute pour beaucoup s'agissait-il d'un règlement de compte entre fractions politiques. Mais n'est-ce pas là plutôt une excuse pour une attitude et des pensées beaucoup moins nobles ? Les vacataires, avec leur caractère marginal d'étudiants, leur majorité d'étrangers, etc..., n'étaient pas considérés comme des travailleurs comme les autres. Ils soulevaient même l'hostilité. On a même pu entendre dire : « Eux, dans la vie, ils ne veulent pas se faire chier ! ». Sous-entendu : « Tandis que nous, il y a les traites, les femmes, les gosses, etc... ». Mais faut-il se faire une gloire de ce qu'on accepte les conditions du capital ? Même si le marginalisme n'est pas le moyen de les détruire. Faut-il se glorifier de ce qu'on admet et répète les pires slogans de la société d'exploitation ?

En fait le personnel de la faculté, n'a pas su, n'a pas voulu utiliser l'arme par excellence des exploités : la solidarité. Il n'a pas su, n'a pas voulu voir au-delà des bornes que lui impose cette société. Il a préféré sa tranquillité quotidienne, son sordide égoïsme.

Mais dira-t-on n'est-ce pas le rôle des groupes politiques de soulever les masses pourqu'elles se coordonnent et apportent leur soutien à leurs camarades ? Peut-être. Mais on a pu constater cette fois encore que, comme par hasard, ceux qui ont tenté d'élargir la lutte dans ce cas particulier, où il n'était pas possible d'espérer un rôle dirigeant, une victoire politique de sa boutique, voire un simple succès de propagande, n'étaient justement pas membres de tels groupes. Le plus souvent il s'agissait d'isolés, ou de gens luttant, soit à l'intérieur des minorités syndicales S.N.C.S. ou S.N.E.Sup., voire du Secours Rouge, sans pensée de récupération à des fins groupusculaires. Groupuscules, partis, syndicats, etc... se désintéressent de la lutte des travailleurs dès que celle-ci ne peut rien leur apporter.

A nous d'en tirer les conséquences et de nous rendre compte que nous n'obtiendrons rien que nous n'aurons obtenu *nous-mêmes, par nous-mêmes*, avec les autres travailleurs, sans recours à des « professionnels » aussi bien intentionnés soient-ils.

La Brigade de la Colère

« En période prérévolutionnaire, la lutte de classe devient plus difficile »

J. Staline.

La Bourgeoisie britannique, à la veille de son entrée dans le Marché Commun, doit faire face à une situation particulièrement préoccupante, due à la conjonction de différents éléments qui remettent en question l'équilibre traditionnel garantissant l'existence de la Démocratie libérale. La récession économique chronique depuis 50 ans, excepté l'intervalle de la 2e Guerre Mondiale, vient d'atteindre son niveau le plus grave depuis 1940, avec 1 million de chômeurs. L'abandon des pratiques libérales dans le domaine politique se généralise, et ne fait que refléter les difficultés croissantes d'une classe dirigeante aux prises avec une « rationalisation » économique brusquée dans le cadre de l'entrée dans le Marché Commun, et qui, ébranlée par une succession de déboires industriels et financiers dus à des mesures tardives et maladroites — l'affaire Rolls-Royce n'est qu'un des exemples les plus fracassants — doit faire face à des mouvements qui mettent en cause directement son autorité, même s'ils sont encore le plus souvent récupérés par le canal réformiste ou bureaucratique, comme le mouvement des squatters ou l'occupation des chantiers navals de la Clyde (U.C.S. : Upper Clyde Shipbuilders), près de Glasgow. Ainsi, l'effort de réduire en sous-main les prestations de chômage et de sécurité sociale et la campagne de presse contre les « parasites » aux crochets de la sécurité sociale n'ont fait que favoriser le développement de la Claimant's Union, le « syndicat » des chômeurs. La présentation de l'Industrial Relations Bill (qui vise à renforcer le contrôle de l'Etat sur les syndicats et de ceux-ci sur leurs troupes) déclencha la première grande grève « politique » depuis une génération : plus d'un million de travailleurs débrayèrent dans un mouvement « non officiel » d'une ampleur inégalée depuis la guerre.

Cette combativité accrue de la classe ouvrière contraint les trade unions à adopter une attitude plus dure face au gouvernement et au patronat : ainsi le comité central du Trade Unions Council vient d'interdire, sous peine d'exclusion, aux syndicats adhérents de s'inscrire au registre des syndicats prévu par l'Industrial Relations Act (inscription qui préserverait leur droit à l'exemption d'impôts et de poursuites judiciaires pour

fait de grève). Ceci n'est pas sans rappeler la situation à la veille de 1926 quand les syndicats, forcés à la grève générale, liquidèrent au plus vite un mouvement qui paralysa le pays.

En Irlande, région toujours tenue à l'écart politiquement et économiquement du reste du Royaume-Uni, et maintenue dans un état quasi-colonial (l'Eire, 3e client de la Grande-Bretagne, exporte principalement sa main-d'œuvre — sa population n'a pas augmenté entre 1848 et 1961), cette récession se transforme en crise ouverte, provoquant la faillite d'un équilibre politique entretenu par les bourgeoisies, « verte » catholique et « orange » protestante (Cf. l'article dans I.C.O. n° 103-104). Le gouvernement britannique a dû appliquer les mesures d'internement prévues par la législation répressive particulière à l'Irlande du Nord, le Special Powers Act de 1922 — dont le fonctionnement nécessite la suspension officielle des garanties de la Charte Européenne des Droits de l'Homme sur l'ensemble du territoire du Royaume-Uni.

Cela signifie que le seul rempart juridique des citoyens britanniques, le Habeas Corpus Act, qui limite la garde à vue à 48 heures, peut en fait être levé à tout instant. Ces mesures draconiennes ne sont que l'extension d'une répression policière accentuée depuis quelques années : ainsi, une force nationale anti-émeutes a été créée, le Special Patrol Group, dont les effectifs (entraînés au maniement d'armes à feu) sont en pleine expansion. A noter que selon des policiers du Lancashire, des forces régionales anti-émeutes seraient à l'étude, dotées de véhicules blindés. Ces forces, véritables « Compagnies Royales de Sécurité », seraient constituées à partir des Unités Territoriales (dont la suppression avait été décidée par le gouvernement travailliste, mais qui furent sauvées *in extrémis* par le retour au pouvoir des Conservateurs) qui joueraient alors le même rôle que la Garde Nationale aux U.S.A. — et qui viennent d'être dotées de nouveaux masques à gaz munis de filtres anti-CS, en même temps que le gouvernement commandait 27.000 visières renforcées du modèle employé par l'armée en Irlande du Nord.

Cela correspond à l'abandon d'une certaine image de marque du « bobby » débonnaire dans la situation sociale et politique particulièrement explosive de ces dernières années. En effet, à un mouvement ouvrier encore largement dominé par les vieilles bureaucraties et le souvenir de la défaite de 1926 et à un mouvement « Underground » traditionnellement pacifiste, sont venus s'ajouter des mouvements rejetant le cadre politique conventionnel et prônant l'action directe, produits directs des méthodes employées par la bourgeoisie pour assurer son contrôle, qui la font basculer dans le cycle provocation-répression bien connu.

Cette évolution est particulièrement marquée dans les milieux de travailleurs immigrés. Avec l'intégration sociale croissante de la source traditionnelle de main-d'œuvre à bon marché — les Irlandais — et l'accélération de la décolonisation, ce furent surtout les Antillais dans les années 50, les Hindous et les Pakistanais dans les années 60, qui formèrent la masse de manœuvre du capital — près de 4 millions à présent. L'isolement suffit longtemps à contrôler cette force.

Mais, en même temps que le nombre augmentait, le racisme, entretenu pour diviser la classe ouvrière, longtemps sournois et caché, s'est fait agressif sous les auspices d'Enoch Powell et s'est développé à la faveur de la crise économique. Cette violence, physique et institutionnelle, a été un choc surtout pour la communauté antillaise, élevée de tout temps dans le respect des traditions, des institutions et de la culture anglaises, et dont les fils et filles, nés en Angleterre et dotés d'une éducation anglaise, se voient offrir les places traditionnelles de receveur ou d'infirmière. Les restrictions à l'immigration votées par les deux Partis au pouvoir depuis dix ans, qui entraînent l'éclatement de nombreuses familles, la discrimination flagrante pratiquée par les services officiels dans le domaine de l'emploi, du logement et de l'aide sociale, n'ont fait que ternir définitivement l'image de marque libérale du système politique anglais aux yeux des communautés en butte depuis longtemps au racisme affiché de la police et des « skinheads ».

Même les Pakistanais, pourtant d'implantation récente et depuis longtemps réduits à la passivité par l'Empire, en sont venus à former des groupes d'auto-défense — et sont arrêtés pour port d'armes par destination (comme par exemple une cuillère à curry, même un parapluie !). Chez les Antillais un mouvement Black Power est né, visiblement inspiré du modèle américain (Stokely Carmichael est né aux Antilles Britanniques), avec ses propres leaders, et surtout le désir de ne plus simplement subir l'arbitraire et les sévices de la police et des bandes manipulées par la propagande raciste.

Maintenant, quand un flic arrête un noir pour « violences à agent », il sait de quoi il parle, et de violentes bagarres ont opposé noirs et « forces de l'ordre » depuis un an. Aussi n'est-il pas étonnant que la nouvelle loi sur l'Immigration, votée par le Parlement, facilite l'expulsion et le « rapatriement volontaire » des immigrés, et institue le contrôle policier de la population immigrée, par le port obligatoire d'une carte de séjour pendant une « période probatoire » de dix ans après l'entrée en Grande-Bretagne. Le port de papiers d'identité n'ayant jamais été prévu par la loi anglaise, sauf pendant la deuxième guerre mondiale, où une carte nationale d'identité fut créée, ces mesures entraînent de fait un statut de « citoyen de deuxième classe » pour l'ensemble de la population de couleur. A moins qu'il ne s'agisse là que du début d'une harmonisation des pratiques du ministère de l'Intérieur britannique avec celles de ses collègues du Marché Commun.

Mais c'est en ce qui concerne le mouvement « Underground » que le durcissement a été le plus significatif. Les mouvements de contestation étaient en fait restés assez faibles dans les milieux universitaires, et centrés sur les problèmes de participation, ou de l'Apartheid en Afrique du Sud, jusqu'à la découverte fortuite, lors d'une occupation de locaux à l'Université de Warwick en février 1970, de listes noires et de toute une correspondance entre administration et futurs employeurs, portant sur les activités politiques, les opinions ou simplement l'attitude des étudiants cherchant un emploi. Cette affaire, et d'autres découvertes semblables effectuées à la faveur du mouvement qui se développa alors dans les universités, montre sous un jour crû la panique croissante d'un « establishment » qui prête une oreille de plus en plus complaisante aux partisans du Réarmement Moral (qui organisèrent à Londres le 24 septembre 1971 un « Festival de la Lumière » qui regroupa quelque 50.000 personnes à Trafalgar Square et à Hyde Park pour protester contre la « pollution morale ») et du National Front, équivalent britannique et « respectable » d'Ordre Nouveau. Et, à mesure que la campagne anti-drogue s'intensifiait, et identifiait toute une génération à une culture supposée hostile à l'ordre établi, voire subversive, ce fut, après la brigade des mœurs et la brigade des stupéfiants, au tour de la brigade politique, la « Special Branch », de s'occuper des milieux libertaires, ou simplement non-conformistes.

L'expulsion de Rudi Dutschke, après le retour au pouvoir des Conservateurs, sous prétexte qu'il « était susceptible » de s'adonner à une activité politique, si elle ébranla l'opinion libérale, n'était qu'un exemple d'une politique qui a été appliquée systématiquement à l'encontre des réfugiés poli-

tiques depuis le début des années 50, avec le développement de la guerre froide et de la décolonisation. Mais c'est l'atmosphère de coup-retour, du « backlash » autoritaire contre tout ce qui a un relent de subversion qui s'explique à travers la condamnation des éditeurs du mensuel « Underground » Oz respectivement à 15, 12 et 9 mois de prison ferme (plus l'expulsion pour le premier, Richard Neville, qui est australien) pour avoir publié, en septembre 1970, un numéro « spécial enfants des écoles », où des gosses de 11 à 16 ans s'exprimaient ouvertement sur les problèmes de la sexualité et de l'enseignement répressif. Ceci vient après toute une série de saisies et de procès contre des éditeurs et des libraires Underground, , en particulier après la condamnation de l'hebdomadaire *I.T.* (l'ancien International Times) à 1.500 livres d'amende, plus 18 mois avec sursis pour les éditeurs, qui avaient publié des petites annonces pour homosexuels, et après la saisie pour « obscénité » de l'édition anglaise du *Petit Livre Rouge des Lycéens*, et l'ambiance de censure s'est alourdie au point que les imprimeurs refusent de passer certains articles d'un journal comme *Time Out* (qui ressemblerait à un *Officiel des Spectacles* matiné d'*Actuel*).

C'est que les autorités ont toutes les raisons de s'attaquer en premier lieu aux groupes libertaires. Par leur caution de l'action directe, et parfois la violence, en même temps qu'ils représentent un danger réel pour la classe dominante, en semant les germes d'une appréciation politique plus générale et en favorisant l'organisation de ceux qui ne sont encore que les victimes du système, ils forment en effet un repoussoir rêvé pour une « chasse aux sorcières ». C'est pourquoi l'attentat contre Robert Carr, le ministre du Travail (responsable de l'Industrial Relations Act) le 12 janvier 1971, a été le départ pour la presse et la police, jusqu'alors restées fort discrètes, d'une campagne centrée sur la « Brigade de la Colère » et les groupes et individus qui sont censés en être proches. Sous la direction du Detective-Superintendent Habershon, puis d'un mystérieux « Commandant X » (en fait, le commandant Bond, de Scotland Yard), perquisitions, saisies, arrestations et détentions arbitraires se sont multipliées, le plus souvent avec un mépris flagrant de la légalité, qui

ne trouvait pour se justifier que le côté spectaculaire d'un combat singulier entre forces de l'ordre et « ennemi public N° 1 » (titre que Scotland Yard devait décerner à la Brigade de la Colère le 23 juin).

Les premières victimes ont été Jake Prescott, arrêté le 13 février, et Ian Purdie, arrêté le 6 mars, tous deux accusés de l'attentat contre Robert Carr et de divers autres attentats revendiqués par la Brigade de la Colère. Ian et Jake s'étaient connus en prison où Ian purgeait une peine de 6 mois parce que, militant anarchiste connu, il avait eu le tort d'être arrêté à l'issue d'une manifestation sur l'Irlande, en 1970, au cours de laquelle un cocktail Molotov avait été lancé contre l'Ulster House à Londres. Les attentats revendiqués par la Brigade de la Colère ne s'étant pas arrêtés pour autant, ce fut l'arrestation, le 22 août, de six autres militants anarchistes. Parmi les « six de Stoke Newington » (le quartier du Nord de Londres où ils vivaient), la prise de choix est sans aucun doute, aux yeux de la police, celle de Stuart Christie : ancien taulard chez Franco (quatre ans pour transport d'armes) et un des animateurs de l'Anarchist Black Cross, qui organise la solidarité internationale pour les groupes les plus militants de l'antifascisme libertaire et dont le bulletin *Black Flag* n'hésite pas à discuter ouvertement de l'action directe et de la violence révolutionnaire, il a été en effet la cible naturelle des attentions répétées de la police depuis quelques années. Furent arrêtés le même jour Jim Greenfield, John Barker, Chris Bott, Anna Mendleson et Hillary Creek. Les « six » ont été inculpés d'avoir causé 23 attentats à la bombe sur une période de 18 mois, et la police voudrait lier leur procès, prévu pour janvier 1972, à celui d'Ian Purdie et Jake Prescott, prévu pour le 10 novembre 1971.

Le 24 septembre 1971, une bombe détruisait un transformateur à côté d'une caserne du Train, à Londres, prouvant que la fantômatique Brigade de la Colère n'était pas morte. A moins qu'elle n'ait simplement atteint un de ses objectifs principaux, qui est de populariser l'usage de la violence, comme elle l'explique dans son communiqué n° 6, envoyé à la presse en février 1971 :

« COMPAGNONS REVOLUTIONNAIRES... »

Nous avons attendu en silence et souffert la violence du système trop longtemps. On nous attaque quotidiennement. La violence n'existe pas seulement dans l'armée, la police et les prisons. Elle existe dans la culture aliénante de pacotille que nous sert la TV, les films, les magazines, elle existe dans la laideur stérile de la vie urbaine. Elle existe dans l'exploitation quotidienne de notre travail, qui donne aux grands patrons le pouvoir de contrôler nos vies et de faire marcher le système à leurs propres fins.

Combien de Rolls-Royce... combien d'Irlande du Nord... combien de lois anti-syndicales seront nécessaires pour démontrer qu'en cas de crise du capitalisme, la classe dirigeante ne peut réagir qu'en ATTAQUANT POLITIQUEMENT le peuple ?

Mais le système ne s'effrondrera ou ne capitulera jamais de lui-même.

De plus en plus de travailleurs se rendent compte maintenant de cela et transforment une conscience trade-unioniste en un militantisme politique offensif. En une semaine, un million de travailleurs se sont mis en grève... Ford, les postiers, la B.E.A., les livreurs de carburants...

Notre rôle est d'approfondir les contradictions politiques à tous les niveaux. Nous n'y arriverons pas en nous concentrant sur des « thèmes d'agitation » ou en utilisant des platitudes socialistes délayées.

En Irlande du Nord, l'armée britannique et ses suppôts ont trouvé un terrain d'entraînement : le gaz CS et les balles seront servis demain à Derby et à Dagenham.

NOTRE attaque est violente...

Notre violence est organisée.

La question n'est pas de savoir si la révolution sera violente. La lutte militante organisée et le terrorisme organisé vont ensemble. C'est là la tactique du mouvement révolutionnaire de classe. Là où deux ou trois révolutionnaires emploient la violence organisée pour attaquer le système de classe - là se trouve la Brigade de la Colère. Des révolutionnaires partout en Angleterre emploient déjà ce nom pour rendre publiques leurs attaques contre le système.

Aucune révolution n'a jamais été gagnée sans violence. De même que, à chaque moment de la lutte, les structures et les programmes d'une nouvelle société révolutionnaire doivent être intégrés à chaque base organisée, de même la violence organisée doit accompagner chaque moment de la lutte, jusqu'à ce que, LES ARMES A LA MAIN, la classe ouvrière révolutionnaire ait renversé le système capitaliste.

Communiqué 6
Brigade de la Colère »

N.d.T. : Derby : ville du centre de l'Angleterre où se trouve une partie importante des usines Rolls-Royce. — Dagenham : banlieue de Londres où se trouvent les grandes usines Ford - le Billancourt anglais (1).

Le premier communiqué de la Brigade de la Colère, non numéroté, date du début décembre 1970, et revendique le mitraillage de l'ambassade d'Espagne à Londres, la nuit du 2 au 3 décembre, en solidarité avec les basques de l'E.T.A. ; il fait également référence à une série d'attentats contre des juges de la Haute Cour, et quatre agences de la Barclay Bank, et à la destruction par bombe, le 20 novembre 1970, d'un camion de la B.B.C. qui devait servir pour la retransmission du concours Miss Monde (mais « la Brigade de la Colère ne revendique pas la responsabilité pour tout »).

La liste des attentats que la Brigade de la Colère devait revendiquer par la suite s'établit ainsi :

- 8 septembre 1970 : au domicile de Sir John Waldron, chef de la police de la région londonienne.
- 30 octobre 1970 : au domicile de Sir Peter Rawlinson, qui a le poste de procureur Général dans le cabinet de Heath

(1) Le nom de la Brigade de la Colère ne doit pas surprendre. Dès 1956, la pièce de John Osborne « Looking Back en Anger » lançait la nouvelle vague intellectuelle anglaise. C'est de cette époque, et avant l'apparition du phénomène « Underground », que date la fortune du cliché des « Angry Young Men » (les « jeunes gens en colère ») pour désigner les « rebelles sans cause ».

- début décembre 70 : contre les bureaux du Conseil des Salaires du ministère du Travail
- 13 janvier 1971 : au domicile de Robert Carr
- 18 mars 1971 : contre des bureaux aux usines Ford
- 1er mai 1971 : contre la boutique ultra-chic Biba, à Chelsea, le quartier « dans le vent » de Londres
- 22 mai 1971 : contre Tintagel House, qui abrite officiellement les ordinateurs de Scotland Yard — et sert de Q.G. à la Special Branch ; le même jour des groupes à Paris font sauter les bureaux de trois compagnies britanniques
- 22 juin 1971 : au domicile de William Batty, directeur-général de Ford, et contre une génératrice électrique aux usines Ford
- 31 juillet 1971 : au domicile de John Davies, ministre de la Technologie, et ancien directeur-général de la Confederation of British Industries (homologue du C.N.P.F.)
- 15 août 1971 : contre un bureau de recrutement de l'armée à Londres
- 31 octobre 1971 : au 31ème étage de la tour des télécommunications à Londres
- 1er novembre 1971 : devant un bâtiment près du Parlement utilisé par l'armée territoriale.

Dans un communiqué n° 9, envoyé fin mai 1971, la Brigade de la Colère (1) faisait référence à « 168 explosions en un an (...). La Brigade de la colère, c'est l'homme ou la femme assis à côté de vous. Ils ont des pistolets dans leurs poches et de

la colère dans leur tête ». Ces communiqués, autant que le choix des objectifs (relevant tour à tour du terrorisme individuel, du symbole, ou du sabotage pur et simple, plutôt que de la guérilla urbaine), semblent témoigner d'un même romantisme révolutionnaire, manifestement influencé par l'exemple des Tupamaros ou des dinamiteros espagnols ou italiens, mais surtout marqué par l'idéologie des Weathermen aux U.S.A.. En ce sens, ils font preuve du même lyrisme, touchant parfois au mysticisme, que le F.L.J. en France ; mais si ce caractère est assez déroutant, parce que déplacé dans le cadre politique que nous connaissons, il ne fait que s'inscrire dans la tradition de tout le mouvement ouvrier britannique et américain, qui n'a jamais réellement lutté contre la religion en tant que telle, mais en a été au contraire profondément empreint (ce qui explique peut-être certaines des difficultés qu'éprouve le courant socialiste révolutionnaire en Irlande). Ce n'est pas par hasard que le mouvement ouvrier anglo-saxon emploie les termes de « frère et sœur » et non de « camarade », et qu'à chaque congrès on chante l'hymne « Jérusalem » du poète visionnaire pré-romantique William Blake (il s'agit de la Nouvelle Jérusalem du mythe millénariste) : les sectes protestantes non-conformistes ont été liées dès leur origine aux luttes ouvrières, et les Trade-Unions avaient à l'origine un caractère maçonnique, inspiré des corporations et des compagnonnages. Il s'agit ici moins d'un refus de la réalité que de l'expression spontanée d'une idéologie largement répandue et profondément ancrée dans des couches importantes de la jeunesse, d'origines le plus souvent ouvrières, qui assurent au mouvement Underground anglais une existence aussi réelle qu'aux U.S.A. Et dans la mesure même où cette idéologie n'est pas simplement plaquée sur la réalité comme peut l'être celle du F.L.J., elle permet à une analyse politique de se développer, que le langage ne doit pas masquer à nos yeux.

« CAMARADES !

Il y a deux mois, nous faisons sauter la maison de Carr. La violence révolutionnaire perce une brèche dans les hauts murs du libéralisme anglais. Mis à part un court communiqué, nous avons gardé le silence depuis lors... pourquoi ? ... qui est la Brigade de la Colère... quels sont ses objectifs politiques... beaucoup de critiques furent adressées dans la vague... on nous a appelé la Special Branch, le National Front, des Anarcho-Fous, des Communistes, la Bande aux bombes, tout ... nous pensons que l'heure est venue d'un dialogue honnête... avec tout camarade qui prendra la peine de s'adresser à nous... par l'intermédiaire de la presse Underground... par l'intermédiaire de n'importe quoi. Regarde autour de toi, frère et sœur... regarde les barrières... interdit de respirer ...interdit d'aimer, interdit de faire grève, interdit de semer le désordre... INTERDIT.

Les politiciens, les leaders, les riches, les grands patrons, nous commandent... ILS contrôlent. NOUS, LE PEUPLE, NOUS SOUFFRONS... ILS ont essayé de faire de nous de simples fonctions dans un processus de production. ILS ont pollué le monde avec le résidu chimique de leurs usines. ILS

nous ont fait avaler les ordures de leurs média. ILS ont fait de nous d'absurdes caricatures sexuelles, nous tous, hommes et femmes. ILS nous ont tués, brûlés au napalm, transformés en savon, mutilés, violés.

Cela fait des siècles que cela dure.

Peu à peu nous avons commencé à comprendre la GRANDE ESCROQUERIE. Nous avons vu qu'ils avaient défini « nos possibilités ». ILS disaient : Vous pouvez manifester... entre les cordons de police. Vous pouvez faire l'amour... dans la position normale et en tant que marchandise ; la marchandise est une bonne chose. Vous pouvez vous unir pour défendre le T.U.C. ... La direction du T.U.C. sait ce qui est sage.

ILS employaient des mots sources de confusion, comme « le public » ou « l'intérêt National ». Le Public est-il quelque « Corps Constitué » dont nous faisons partie, mais seulement tant que nous ne faisons pas grève ? Pourquoi sommes-nous alors ravalés au rang de redoutables parasites, réduisant l'économie du pays à la ruine ? « L'Intérêt National » est-il autre chose que LEUR intérêt ?

Dernièrement, nous avons commencé à reconnaître une autre sorte d'escroquerie : Il y a une catégorie de gens dont la profession les amène à affirmer qu'ils nous représentent... les députés, le Parti Communiste (il n'y a pas de députés du P.C. depuis 1951 - N.d.T.), les leaders syndicaux, les travailleurs sociaux, la vieille-vieille gauche... Toutes ces gens ont la présomption de travailler en notre nom. Toutes ces gens ont quelque chose en commun... ILS finissent toujours par nous vendre... ILS ont tous peur de nous... ILS viendront prêcher pour que l'ordre public ne soit pas troublé... et nous sommes rasés... pauvres... et surtout fatigués de respecter l'ordre public.

LA BRIGADE DE LA COLERE DEVINT UNE REALITE. Nous savions que chaque instant d'ennui mal payé sur une chaîne était un crime violent. Nous avons rejeté toutes les hiérarchies séniles et TOUTES les structures, les menteurs, les proxénètes de pauvreté, les Carr, les Jackson, les Rawlinson, les Bob Hope, les Waldron...

De croire que NOTRE lutte pouvait être limitée aux voies que nous offraient les porcs, C'ETAIT LA PLUS GROSSE ESCROQUERIE. Et nous avons commencé à frapper.

**

Le 12 janvier fut important... nous avons fait éclater la conspiration du silence de la presse Jaune... des centaines d'années d'impérialisme... des millions de victimes de la décolonisation faisaient sauter... toute la frustration réprimée, toute l'incandescence de l'énergie libérée faisait éclater nos têtes... Carr était sans la moindre importance... il était juste un symbole... ce salaud, nous aurions pu le tuer... ou Powell ou Davies... ou n'importe quel porc.

Et alors nous avons été épouvantés... comme tout bébé nouveau-né ouvrant nos yeux à une lueur gigantesque - nous primes peur... chaque coup à la porte, chaque parole devenait menaçant... mais en même temps nous nous sommes rendus compte que notre panique était infime à côté de la panique des Daily Mirror et des Haberson ET CE FUT LUMINEUX : NOUS ETIONS INVINCIBLES... parce que nous étions tout le monde.

ILS NE POUVAIENT PAS NOUS EMPRISONNER CAR NOUS N'EXISTIONS PAS.

Et c'est là que nous avons trouvé l'audace pour sortir à découvert, parler à nos amis, aux voisins, aux gens dans les pubs, aux matches de foot... et nous savions que nous n'étions pas seuls... NOUS ETIONS EN VIE ET EN PLEINE CROISSANCE !

CAMARADES !

Des frères et des sœurs que nous connaissons à peine ont été embarqués, des preuves fabriquées contre eux, on les a menacés, harcelés. Les Mc Carthy, les Prescott, les Purdie sont tous INNOCENTS. Les porcs ont besoin de boucs émissaires.

Notre puissance, ce sont les 6 permanences du Parti Conservateur attaquées au cocktail le 13 janvier, la génératrice électrique d'Altringham qui a sauté sont autant de réponses du Mouvement Révolutionnaire à notre appel.

Nous sommes certains que chaque jour que ces camarades passent derrière les barreaux sera vengé... Même si cela veut dire que des porcs y perdront leur vie.

Il y a trois semaines, nous avons presque fait sauter les bureaux de Jackson. Nous savions qu'il était forcé de liquider le mouvement. Nous voulions le frapper AVANT qu'il ait pu le faire. Mais nous portons en nous les restes du libéralisme et de l'irrationnel... des fardeaux hérités de notre passé dont nous avons dû nous débarrasser. Il nous gagna de vitesse... IL LIQUIDA LE MOUVEMENT... Que les frères et sœurs travailleurs soient notre jury.

Cette fois nous sommes préparés : c'est au tour de FORD CETTE NUIT - nous célébrons le centenaire de la Commune de Paris. Nous célébrons notre REVOLUTION qui ne sera pas contrôlée.

Notre révolution est une action autonome de la base - nous la créons NOUS-MEMES. Nous sommes sûrs de nous maintenant... nous n'avons pas besoin qu'ils fassent pendre devant nous quelque chose de tentant, comme un Powell, une loi, ou un fruit pourri, pour nous faire bondir comme des lapins. Nous ne nous agrippons pas désespérément à l'illusion de la LIBERTE. Notre stratégie est claire : comment pouvons-nous abattre le système ? Comment le peuple peut-il prendre le pouvoir ?

Il nous faut ATTAQUER. Nous ne pouvons pas déléguer notre désir de prendre l'offensive. Le sabotage est une réalité... sortir de l'usine n'est pas la seule façon de faire grève... restez dedans et prenez en le contrôle. Nous sommes contre toute structure extérieure, qu'elle se nomme Carr, Jackson, I.S. (International Socialist - N.d.T.) le P.C. ou la S.L.L. (Socialist Labour League - N.d.T.) est sans importance - c'est toujours du pareil au même.

NOUS CROYONS EN L'AUTONOMIE DE LA CLASSE OUVRIERE.

NOUS EN FAISONS PARTIE ET NOUS SOMMES PRETS A DONNER NOS VIES POUR NOTRE LIBERATION.

LE POUVOIR AU PEUPLE.

Communiqué 7
la Brigade de la Colère »

N.B. : Communiqué envoyé la nuit du 18 au 19 mars 1971.

Daily Mirror : équivalent anglais de Paris-Jour, avec une circulation de 3 millions, offrit le 14 janvier une prime de 10.000 livres pour toute information permettant la capture de la Brigade de la Colère.

Tom Jackson : à la tête du syndicat des postiers, il mena la grève des postiers pendant plus de six semaines au début de l'année, et finit par signer un accord défaitiste qui brisa le mouvement. (cf. l'article dans I.C.O. n° 105).

Bob Hope : joue régulièrement pour les troupes U.S. au Vietnam ; était meneur de jeu au concours de Miss Monde.

Stephen Mc Carthy : mourut en janvier 1971 des suites de sévices subis lors de son arrestation (il n'avait aucune activité politique, mais s'était enfui d'une maison de correction).

I.S. : International Socialist, groupe ressemblant à Lutte Ouvrière avec une discipline moins stricte.

S.L.L. : Socialist Labour League, qui correspond aux Lambertistes de l'O.C.I. et de l'Alliance Ouvrière.

Le communiqué n° 5 (fin janvier 1971) déclarait : « La Démocratie britannique est fondée sur plus de sang, de terreur et d'exploitation qu'aucun empire de l'Histoire (...). Maintenant son gouvernement a déclaré une guerre de classe sans pitié (...). Nous avons commencé la contre-attaque et la guerre sera gagnée par la classe ouvrière organisée - avec des bombes ». Ce programme paraît simpliste, et l'affirmation que « Nous sommes entraînés de détruire lentement les longs tentacules de la machine d'état oppressive » communiqué n° 9, fin mai) semble pour le moins naïve. Mais, si une manifestation en faveur d'Ian Purdie et Jake Prescott, le 4 septembre, n'a regroupé que quelques centaines de manifestants, il faut noter que des milliers de badges « Angry Brigade » ont été vendus, et que le slogan du communiqué n° 11 : « BOGSIDE, CLYDESIDE, JOIN THE ANGRY SIDE » (« Bogside, Clydeside, rejoignez le camp de la colère » ; Bogside : quartier du ghetto catholique de Londonderry, en Irlande du

Nord, célèbre pour ses émeutes ; Clydeside : les bords de la Clyde - N.d.T.) fleurit sur les murs. Surtout, l'ampleur même de la réaction de la bourgeoisie à la menace qu'elle discerne dans la Brigade de la Colère et la répression qui s'est abattue sans discernement depuis un an, a amené les milieux Underground (ou en tout cas leurs journaux, qui ne sont plus exposés) pourtant traditionnellement « apolitiques », à prendre conscience de ce qui est en jeu, et de la nécessité d'unifier les luttes en cours contre le système.

Il est significatif que le communiqué n° 11 de la Brigade de la Colère, envoyé fin août, soit un appel à l'autogestion des luttes adressé aux travailleurs des chantiers navals de la Clyde. Ceci semble dénoter une volonté chez la Brigade de la Colère de jouer avant tout un rôle de détonateur des luttes, amenant le mouvement ouvrier dans son ensemble à s'approprier les méthodes qu'elle prône.

« DAVIES EST UN SALAUD DE MENTEUR.

Il cache le fait qu'on laisse délibérément périliter l'industrie lourde et les investissements dans les régions traditionnellement sous-développées - ça n'a jamais représenté grand'chose, de toute façon - en disant que les fermetures à U.C.S. sont le résultat d'une mauvaise gestion. Et ces putains de directeurs ne seront pas touchés de toute façon. Les conditions qu'il a posées pour la nouvelle compagnie ne sont dures que pour les travailleurs, qui doivent signer un contrat valable une fois pour toute, et qu'ils ne peuvent pas remettre en cause d'après l'Industrial Relations Bill.

Davies dit « courageusement » que le gouvernement ne soutiendra pas les éclopés. Et pourtant il y a deux semaines le gouvernement a décidé un investissement massif pour Harland and Wolff (les chantiers navals, principale industrie de Belfast - N.d.T.). Un geste politique pour assurer le fonctionnement du capitalisme à n'importe quel prix face au soulèvement du peuple.

VICTOIRE A VOUS, TRAVAILLEURS DE LA CLYDE. Nous voulons vous dire de faire attention à tous les vautours qui vont s'envoler vers les rives de la Clyde pour vous dire ce que vous devez faire. Les mêmes gens qui ont signé l'accord de productivité qui ont mis en route les licenciements essaient maintenant de dévoyer votre lutte. S'il y a une occupation, il faut que ce soit pour de vrai. Enlevez les chantiers aux patrons et gardez-les. Le Parti Travailleuse, les Syndicats et leurs suppôts, le P.C. et sa marotte de productivité, vont essayer de vous jeter de la poudre aux yeux avec des grèves de 24 heures, des occupations de 24 heures, des pétitions, etc, qui n'aboutiront à foutre rien.

VOUS ETES VOS PROPRES CHEFS.

DECIDEZ DE VOTRE TACTIQUE VOUS-MEMES.

CONTROLEZ VOTRE PROPRE LUTTE.

SOLIDARITE.

BOGSIDE, CLYDESIDE, REJOIGNEZ LE CAMP DE LA COLERE.

Communiqué 11
la Brigade de la Colère »

Quelle que soit l'efficacité politique réelle de la Brigade de la Colère (ce qui n'apparaîtra clairement que dans les mois à venir), son action pose dans les faits le problème de la violence révolutionnaire. C'est en cela qu'elle mérite d'être discutée, au même titre que l'action de la G.P. en France — qui s'inscrit par ailleurs dans une perspective politique fort différente. L'ère des grandes familles nationales, nées dans le climat des luttes communes de la deuxième guerre mondiale, et renforcées par la guerre froide, se termine, et l'apparition de nouveaux facteurs incontrôlables

vient rompre définitivement un équilibre vieux d'une génération, amenant une exacerbation des oppositions de classe, et interdisant toute crédibilité aux mouvements pacifiques de masse, qui avaient marqué la vie politique anglaise des années 50 et 60, comme le C.N.D. (Campaign for Nuclear Disarmament). Cette discussion de l'impact réel d'actions violentes semble avoir fait défaut jusqu'à présent — il serait temps qu'elle s'instaure (cf. cependant I.C.O. n° 105, « Stratégie, tactique et imagination »).

*
**

Informations, fric, etc... : Ian et Jake Defence Fund - 6 Mayola Road, London E. 5.

D'UN CAMARADE DU CANADA

« Sur le plan ouvrier, la situation est « calme » ici. Le chômage prime tout. Le gouvernement tente de mettre la chose sur le dos des américains mais en fait, les exportations canadiennes vers les U.S.A. ont encore augmenté en septembre, ce qui tend à prouver que les mesures de Nixon, sur le plan international, sont peu efficaces. En revanche :

chômage au Québec :	septembre 68 :	4,4 %
	septembre 69 :	5,4 %
	septembre 70 :	6,3 %
	septembre 71 :	6,8 %

Dans ces conditions, la lutte dans les usines est difficile ; et aucune issue de masse, ou politique, ne se dessine. Mais la tension individuelle est grande (1). Il y a une dizaine de jours, un gars sorti de prison, qui était utilisé avec un salaire de famine comme vendeur, est renvoyé pour « impolitesse ». Le lendemain, il est revenu à son lieu de travail et abattu ses trois supérieurs directs. Ce gars était très bien noté à son travail et les tests passés en prison le plaçaient comme proche du génie.

Lors d'un hold up raté, un autre repris de justice — en libération conditionnelle et au chômage — a abattu un flic. Les Québécois sont de grands chasseurs, même dans les milieux pauvres et ils tirent bien. Cet épisode est peut-être un simple fait divers, mais il est intéressant de signaler que le policier n'était pas en service ce jour là, mais avait accepté de rester à son poste « parce qu'il y avait une grève dans une usine locale ». Comme quoi tout se tient.

S'il n'y a pas de grands mouvements ouvriers, en revanche, les privilégiés ou semi-privilégiés du système sont fort actifs. En ce jour anniversaire

de « l'assassinat » de Laporte, les pompiers de Montréal sont en grève. La sûreté du Québec a fait un jour de grève il y a quinze jours pour obtenir le paiement des heures supplémentaires effectuées en octobre 70 ; le gouvernement a capitulé, comme la ville de Montréal a capitulé devant ses policiers qui menaçaient de faire grève. L'agent de la circulation, à Montréal, gagnera désormais plus de 10.000 dollars canadiens, soit plus de deux fois le salaire d'un ouvrier qualifié.

Deux universités de Montréal sont aussi en grève : l'une par le fait du personnel non enseignant, soutenu par les étudiants et les professeurs, l'autre par le fait des professeurs.

Le F.L.Q. refait surface ; il y a eu quelques explosions (sans victimes), des vols d'armes et de matériel radio, un hold-up accroché par la police (un mort du côté F.L.Q.), des arrestations. Il y a eu des manifestations dans les régions semi-rurales où l'on ferme les usines.

Quant au monde de la haute-politique, il commence à s'intéresser aux prochaines élections (printemps 72 au plus tard) et surtout aux relations avec les U.S.A. Trudeau semble penser à jouer la carte nationaliste pour remporter les élections malgré les difficultés économiques... ».

(1) Note d'I.C.O. : Une idée de cette tension et de la répression qui lui répond pour l'endiguer est donnée par les récentes bagarres de Montréal. A la suite d'une grève dans un quotidien « La Presse », le lock out de la direction entraîna une manifestation de rue des syndicats. Manifestement ceux-ci furent débordés par l'ampleur de ce qu'ils avaient organisé. D'où de violentes bagarres et deux manifestants tués.

Publications

NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1968 : 75, 76 - 1969 : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 - 1970 : 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95-96 (ce dernier numéro, ronéoté, de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie), 97-98, 99, 100, 101-102, 103-104, 105, 106-107, 108-109.

BROCHURES D'I.C.O.

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 1968 (2,50 F).
- LE LENINISME EN QUESTION (1 F).
- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F).
- TEXTES DIVERS 1970 (1 F).
- BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. (2 F).
- L'ORGANISATION DE LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (2 F).
- FONDEMENTS DE L'ECONOMIE COMMUNISTE (2,50 F - commande directe à I.C.O.).
- I.C.O.-LIAISONS n° 4 (compte rendu de la rencontre du 29 juin 1971 et textes divers de discussion).

Textes de base disponibles

- REPOSE A LENINE (A. Gorter).
- LENINE PHILOSOPHE (collection des Cahiers Spartacus) (A. Pannekoek).
- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS (S. Bricianer) (Editions E.D.I.).
- THE BOLSHEVIKS AND WORKERS CONTROL (en anglais - brochure de Solidarity)
Ces quatre ouvrages sont disponibles à prix réduit - demander à I.C.O.

AUTRES PUBLICATIONS EN DEPOT

- ARCHINOIR n° 3 (2,50 F).
- LA LUTTE DE CLASSE ET LE PILLAGE AU QUARTIER LATIN (1 F).
- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS (n° 5, 6, 7, 8, 9). Les thèses sur la révolution chinoise (n° 4) sont épuisées.
- DE LA POLLUTION CONSIDEREE SOUS TOUTES SES ASPECTS (2 F).
- WILHELM REICH - « PSYCHOLOGIE DE MASSE DU FASCISME » - Les camarades qui avaient fait l'acquisition du premier tome, peuvent se procurer le deuxième (prix : 5 F) Pour ceux qui n'avaient pas acquis le premier tome, il est fait une édition unique de deux tomes au prix de 9 F (s'adresser à I.C.O.).

Un camarade demande les anciens n°s d'I.C.O. : de 1 à 49 - le n° 51 - et de 53 à 74.

Paru récemment

- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS n° 9 - Pour défendre son hégémonie, l'impérialisme américain attaque - De l'inévitabilité de l'organisation révolutionnaire - De la nécessité de la théorie pour une politique réelle - La grande conspiration contre le socialisme russe et allemand.
- Nous pouvons nous procurer, à prix intéressant pour les camarades d'I.C.O., tous les ouvrages parus aux Editions Champ Libre - S'adresser à I.C.O. - Aucune expédition ne sera faite sans versement du prix indiqué.

Abonnements et Expéditions

Ainsi que nous l'avons annoncé dans le n° 106-107, nous devons reconstituer notre fichier d'I.C.O.-Liaisons. Les camarades qui désirent recevoir ce bulletin (n° 4, sorti en août - n° 5 avant la fin de l'année) et les textes de discussion, doivent nous confirmer leur adresse.

La révision systématique du fichier nous amène à supprimer des envois.

L'état des finances ne permet guère d'envois gratuits. Réabonnements et contributions sont souhaités. Mais diffusion et participation aux informations et discussions sont encore mieux.

Réunions et Permanences du groupe des camarades de Paris

Les camarades de Paris tiennent plusieurs sortes de réunions :

- chaque semaine, les lundi et jeudi de 18 à 20 h.
- les 2e et 4e samedi de chaque mois à 14 h. 30 (réunions générales de discussion).

Des commissions de travail fonctionnent distinctement :

- courrier (chaque lundi)
 - contenu des différentes publications (mardi).
- Ceux qui désirent y participer se renseignent aux permanences. Il est donné un compte rendu des activités de ces commissions lors de chaque réunion générale.

D'autres commissions de travail peuvent être constituées. Des réunions exceptionnelles de dis-

cussion sur un sujet précis sont également prévues. Tout ce qui concerne ces activités sera annoncé au cours des réunions plénières et affiché dans le local où se tiennent les permanences.

Les camarades qui désirent participer à ces réunions ainsi qu'aux réunions spéciales pouvant se tenir exceptionnellement, doivent écrire à l'adresse d'I.C.O. (adresse postale exclusivement).

Les camarades de passage à Paris qui désirent prendre contact, doivent écrire au moins 8 jours à l'avance pour éviter tout retard dans la transmission des lettres, et permettre une réponse éventuelle. Aucun contact ne peut être pris au téléphone. Dans la mesure du possible, ces camarades peuvent prévoir ces contacts les lundis, jeudis et samedis ou se tiennent des réunions (sauf jours ou veilles de fêtes).

Informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19^e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions,
écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :
24 F. (France) - 30 F. (Etranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.